



ÉVÉNEMENT
LABELLISÉ
SIDE EVENT

P A R I S 2 0 1 7

CLIMATE FINANCE DAY

climatefinanceday.com

#CFD2017

PRESS REVIEW



PARIS
EUROPLACE



SOMMAIRE

PRESSE NATIONALE FRANÇAISE	6
AMF (AUTORITE DES MARCHES FINANCIERS).....	7
À l'occasion du Climate Finance Day, l'AMF affirme son engagement en faveur d'une finance durable	7
LA TRIBUNE.....	8
Le livret de développement durable va être réformé pour être plus vert	8
La France pionnière et moteur de la finance verte	9
LA TRIBUNE.....	11
Climat : les banques s'engagent, les ONG demandent plus	11
LA TRIBUNE.....	13
Verdir la finance de l'intérieur, par obligation et par intérêt.....	13
LA TRIBUNE.....	16
One Planet Summit : Paris veut mettre la finance au service du climat	16
LE FIGARO	20
La finance verte peut-elle sauver la planète?	20
LE FIGARO	22
Paris capitale du climat, deux ans après la COP21.....	22
LE FIGARO	23
Plus de transparence dans la finance verte ?.....	23
CHALLENGES.....	24
La finance peut-elle se racheter une conduite en étant verte et durable ?	24
LA CROIX	25
« One Planet Summit » : la finance se met au vert.....	25
LA CROIX	27
« One Planet Summit », Paris accueille le sommet de la finance « verte ».....	27
L'USINE NOUVELLE	28
A Paris, grand brainstorming et petits pas pour développer la finance verte.....	28
L'USINE NOUVELLE	30
One planet summit, Agora Industrie, Galileo... Que se passe-t-il dans l'industrie cette semaine ?	30
LES ECHOS START	32
Finance verte : tout ce qu'il faut savoir sur les green bonds.....	32
LES ECHOS	34
Le Livret de développement durable et solidaire a du mal à remplir ses missions	34
FORBES.....	35
Tech For Planet : Les Entreprises S'Engagent Pour Le Climat	35
LE MONDE.....	37
Climat : Nicolas Hulot appelle les patrons français à passer « à l'action »	37
LE MONDE.....	39

Finance verte : à quoi servent les « green bonds » ?	39
LE MONDE	42
« L'officialisation d'une "dette climat" inciterait les Etats à ne plus se contenter de beaux discours »	42
PRESSE FRANÇAISE REGIONALE	44
OUEST FRANCE	45
Les grands et les petits pas de la finance verte	45
LYON CAPITALE	46
La Coalition Climat du Rhône réclame la taxe verte sur la finance	46
L'ECHO REPUBLICAIN	47
Un sommet à Paris pour accélérer les financements climat	47
PRESSE WEB	49
RTL.FR	50
Sébastien Lecornu était l'invitée de RTL	50
RTL.FR	51
Ségolène Royal était l'invitée de RTL	51
RFI.FR	52
La Finance au chevet du climat ?	52
FRANCE INFO	54
Réchauffement climatique : 90 entreprises s'engagent à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre	54
EURACTIV	55
La finance mondiale veut se mettre au vert	55
ALTERNATIVES ECONOMIQUES	57
One Planet Summit : renforcer les engagements... et passer à l'acte !	57
ALTERNATIVES ECONOMIQUES	59
Comment la France verdit sa finance	59
L'EXPRESS / L'EXPANSION	61
Climat: des ONG sceptiques sur les engagements des banques françaises	61
CONTREPOINTS	62
Parlons climat : (III) Pognon, GIEC et Politiques publiques	62
PRESSE INTERNATIONALE	66
LA NOUVELLE TRIBUNE	67
Le Climate Finance Day se pérennisera à Paris	67
REUTERS	68
France to push for European financial transactions tax	68
PAPERJAM	69
La finance verte pour soutenir le climat	69
SVERIGES NATUR	70
Så ska finansbranschen ta klimathänsyn i sina investeringar	70
PRESSE ENVIRONNEMENT / ENERGIE	72
LE JOURNAL DE L'ENVIRONNEMENT	73
Finance carbone : politiques et investisseurs ne sont pas au diapason- 12/12	73

PLANET.FR	75
Climate Finance Day, One Planet Summit: "c'est une excellente initiative", Bertrand Piccard - 12/12.....	75
LES AMIS DE LA TERRE.....	76
Société Générale à la traîne : des escargots s'invitent au Climate Finance Day.....	76
ACTU ENVIRONNEMENT.....	77
A la veille du One Planet Summit, Paris se rêve en capitale de la finance verte.....	77
NOVETHIC.....	79
CLIMATE FINANCE DAY : LES 50 CLIMACTS DE FINANCE FOR TOMORROW POUR MARQUER LE VERDISSEMENT DE LA FINANCE FRANÇAISE.....	79
NOVETHIC.....	80
CLIMATE FINANCE DAY : "LA FINANCE SERA VERTE OU NE SERA PAS", BRUNO LE MAIRE.....	80
NOVETHIC.....	81
LIONEL ZINSOU POINTE DU DOIGT DES FINANCEMENTS VERTS QUI NE TROUVENT PAS LE CHEMIN DE L'AFRIQUE.....	81
NOVETHIC.....	81
"NOUS SOMMES À L'ORÉE D'UN NOUVEAU MONDE FINANCIER", YANNICK GLÉMAREC (NATIONS UNIES).....	82
NOVETHIC.....	83
[DÉCRYPTAGE] LE ONE PLANET SUMMIT A-T-IL CHANGÉ LES MENTALITÉS ?	83
PRESSE FINANCE.....	85
AGEFI	86
La France veut prendre le leadership de la finance verte.....	86
AGEFI	87
La finance française renforce son engagement en faveur du climat	87
NEXT FINANCE.....	88
L'industrie financière pleinement engagée pour lutter contre le changement climatique.....	88
ARGUS DE L'ASSURANCE.....	90
Climat : l'assurance vie a un rôle à jouer.....	90
ZONE BOURSE.....	91
Ministry of Economy and Finance of French Repu : 252 - Communiqué de presse - 3e édition du Climate Finance Day	91
CBANQUE	93
Finance verte : Le Maire veut un support « labellisé climat » dans chaque assurance-vie	93
BOURSORAMA	94
Bercy veut "verdir" l'assurance vie et le LDDS	94
BOURSORAMA	95
La France renforce son arsenal pour plus de transparence dans la finance verte (Le Maire).....	95
FRANCE TRANSACTIONS	96
Finance verte : une nouvelle unité de compte dédiée au climat dans vos contrats d'assurance-vie dès 2018	96
MEDIAS RADIOS & TV	97
FRANCE INFO.....	98
Le brief éco. Paris veut devenir la capitale mondiale de la finance verte	98
FRANCE 3.....	99

Quand la finance se met au service du développement durable.....	99
RCF	100
Le One Planet Summit met la finance verte en lumière.....	100
BFM BUSINESS	101
Climate Finance Day	101
Climate Finance Day	101
Climate Finance Day : Gérard Mestrallet.....	101
Climate Finance Day: 9 grands groupes français se sont engagés sur l'émission de Green Bonds.....	101
BLOOMBERG BUSINESS	102
Climate Finance Day : Rémi Rioux.....	102
Climate Finance Day : Bruno Le Maire	102
Revoir l'émission.....	102
Climate Finance Day: Laurent Mignon	102
Climate Finance Day: Pascal Blanqui.....	102
Climate Finance Day: Ma Jun.....	103
Climate Finance Day: Full Show.....	103
FRANCE CULTURE	104
Climate Finance Day	104
Climate Finance Day	104
RADIO CLASSIQUE	105
Climate Finance Day : Philippe Zaouati.....	105
Climate Finance Day : Bruno Le Maire & Philippe Zaouati.....	105
RFI	106
Climate Finance Day : Bruno Le Maire	106
AGENCES	107
AFP	108
Climat : des banques accélèrent leurs engagements, sous l'œil d'ONG sceptiques.....	108
AEF	109
Ce qu'il faut retenir du climate finance day	109
AEF	114
Le Climate Finance Day doit être le lieu « d'annonces de changement de business model », espère Philippe Zaouati	114
AEF	116
Ma Jun à AEF : la Chine et l'UE travaillent à une « standardisation » des green bonds	116

PRESSE NATIONALE FRANÇAISE

AMF (Autorité des Marchés Financiers)

À l'occasion du Climate Finance Day, l'AMF affirme son engagement en faveur d'une finance durable

Communiqué de presse | 11 décembre 2017

Depuis plusieurs années maintenant, l'Autorité des marchés financiers exerce sa vigilance sur l'information extra-financière des sociétés cotées et celle fournie aux investisseurs par les sociétés de gestion. Alors que des réflexions sont actuellement menées au niveau européen sur la finance durable, elle contribue au débat.

« La transition énergétique et l'émergence d'une finance durable constituent des enjeux clés pour les marchés financiers », déclare Robert Ophèle, président de l'Autorité des marchés financiers. « Alors que le Climate Finance Day est la preuve de la mobilisation collective, l'AMF participe aux efforts conjoints des acteurs publics et privés pour accroître la contribution de l'industrie financière à la lutte contre le changement climatique et favoriser l'émergence d'une finance durable. Notre engagement n'est pas nouveau. Depuis plusieurs années maintenant, nous exerçons notre vigilance sur la transparence des entreprises cotées et des sociétés de gestion vis-à-vis des investisseurs et du marché dans son ensemble. Ce sujet majeur pour les générations futures anime également nos réflexions en cours pour l'élaboration de notre plan stratégique à cinq ans ».

L'information extra-financière donnée par les émetteurs et la transparence sur les risques

Depuis 2010, l'AMF a publié trois états des lieux des pratiques des sociétés cotées en matière d'information extra-financière afin de mesurer leur niveau de responsabilité sociale, sociétale et environnementale (RSE). Cette revue a permis de constater les progrès des émetteurs français ainsi que l'avancée du cadre français et des pratiques observées par rapport à certains émetteurs étrangers.

A cet égard, l'essentiel des recommandations publiées en juillet 2017 par le groupe de travail lancé par le Conseil de stabilité financière sur l'information financière relative au climat (Task Force on Climate-related Financial Disclosures, TCFD) sont cohérentes avec le cadre français. Certaines vont au-delà et certains émetteurs français se sont d'ores et déjà engagés, de manière volontaire, à les mettre en œuvre. De fait, les recommandations de ce groupe de travail contribueront à nourrir les réflexions sur la qualité du reporting climatique des sociétés cotées.

Le développement du segment des obligations « vertes » constitue un autre axe important. Dans son dernier rapport RSE, l'AMF recommande aux émetteurs de veiller à la transparence de l'information donnée lors des émissions de green bonds et pendant leur durée de vie, notamment sur les critères utilisés pour déterminer le critère « environnemental » ou non d'un projet, l'allocation des fonds et le respect des engagements pris. De ce point de vue aussi, des progrès pourront être accomplis pour mieux structurer ce segment de marché au niveau européen.

L'information sur la prise en compte des enjeux climatiques dans la gestion d'actifs

L'AMF a également entrepris dès 2015 d'évaluer l'information fournie aux investisseurs par les sociétés de gestion qui commercialisent des fonds sous l'étiquette Investissement socialement responsable (ISR) et de proposer des recommandations et des bonnes pratiques pour guider l'industrie. Elle vient de publier, le 7 décembre dernier, la deuxième édition de ce rapport qui a permis de constater une réelle amélioration des pratiques. Le rapport 2017 est aussi l'occasion d'une première évaluation de l'application par les sociétés de gestion de certaines dispositions de la loi de transition énergétique pour la croissance verte, avec, là encore, des préconisations pour faciliter cette mise en œuvre. L'AMF veillera à ce que le renforcement de la transparence se diffuse à l'ensemble de l'industrie.

L'information et l'éducation des épargnants

Les épargnants manifestent un intérêt croissant pour les produits financiers responsables et la finance verte en particulier. Au-delà de la lisibilité de l'information qui leur est fournie, l'éducation des investisseurs particuliers constitue un autre enjeu important. L'AMF travaille à les informer sur les objectifs de placements des investissements responsables et les différentes approches possibles et reste vigilante sur les risques potentiels de mauvaise commercialisation.

Les travaux à venir

La Commission européenne a mandaté début 2017 un groupe d'experts de haut niveau pour émettre des recommandations sur la finance durable (High level expert group on sustainable finance, HLEG). Une fois ces recommandations publiées, l'AMF participera activement aux débats qui suivront au niveau européen pour faire évoluer les règles et les pratiques.

L'AMF entend aussi soutenir les efforts des acteurs de la Place de Paris réunis notamment autour de l'initiative Finance for Tomorrow et dans le cadre du Comité 2020 pour concilier les objectifs de protection de l'épargne, d'intégrité des marchés, et de réponse aux besoins de financement liés à la transition climatique.

La Tribune

Le livret de développement durable va être réformé pour être plus vert

Par Delphine Cuny | 12 décembre 2017

Bruno Le Maire a annoncé le développement de nouveaux produits d'épargne grand public pour le climat, dans l'assurance-vie notamment, et la mobilisation des fonds de l'ex-Codevi vers des projets verts.

La finance verte ne doit pas rester l'affaire des grands investisseurs institutionnels mais doit devenir « une réalité pour tous nos concitoyens », a appelé Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie et des Finances, en clôturant le Climate Finance Day, la journée de la finance climat organisée à Bercy ce lundi. Il a notamment annoncé une réforme du Livret de Développement Durable et Solidaire (LDDS), l'ex-Codevi.

« Les Français veulent donner du sens à leur épargne, en la mettant au service de la transition énergétique », a-t-il fait valoir. « Mon souhait est clair : offrir à chaque Français la possibilité de placer leur épargne dans un produit qui finance la transition énergétique et l'adaptation au changement climatique. [...] L'épargne réglementée, qui est l'épargne populaire par excellence, doit porter cet engagement pour le climat. »

Flécher l'épargne

Le LDDS sera réformé pour assurer une plus grande transparence sur les projets financés, ce qui facilitera son appropriation par les titulaires des livrets, selon Bercy.

« Grâce [au LDDS], et même si peu d'épargnants le savent, près de 10 milliards d'euros de prêts ont été dédiés à la transition énergétique ces quatre dernières années. Mais c'est trop peu, alors que la collecte du LDDS dépasse les 100 milliards d'euros », a estimé Bruno Le Maire.

« Désormais, chaque euro placé dans un LDDS centralisé à la Caisse des dépôts sera associé à un projet contribuant effectivement à la transition énergétique ou à la réduction de l'empreinte climatique de notre modèle économique », a-t-il promis.

Plus de la moitié (61%) des 103 milliards d'euros d'encours du LDDS sont centralisés à la Caisse des Dépôts. Les projets financés seront par exemple dans le secteur du logement social ou des collectivités locales.

Le rapport sur la finance durable, remis la semaine dernière au ministre par Pierre Ducret et Sylvie Lemmet, recommande précisément de réformer ce livret "durable" dont le nom prête à confusion, alors que les banques ne peuvent allouer les fonds de ce mal-nommé livret, placement rémunéré à 0,75% et totalement liquide pour les épargnants qui peuvent retirer leur argent à tout moment.

L'assurance-vie (1.600 milliards...) aussi

Par ailleurs, Bruno Le Maire a annoncé que « tous les détenteurs de contrats d'assurance-vie pourront bénéficier, dès l'année prochaine, d'un support en unité de compte labellisé climat. »

L'assurance-vie des Français représente plus de 1.600 milliards d'euros d'encours.

La Fédération française de l'Assurance vient de prendre trois engagements en faveur du climat, notamment celui d'inclure dans leur offre, d'ici fin 2018, et pour toute nouvelle souscription d'un contrat d'assurance-vie, un support en unités de compte bénéficiant d'un label à caractère ESG (Environnementaux, sociaux et de gouvernance) et/ou climat comme le label transition écologique et énergétique pour le climat (TEEC) ou investissement socialement responsable (ISR).

La France pionnière et moteur de la finance verte

Par Delphine Cuny | 10 décembre 2017

Si l'État a joué un rôle d'impulsion, en tant que législateur et même émetteur de « green bonds », ce sont les acteurs privés, des banques aux grands groupes et aux agences de notation extra-financières, qui ont fait de Paris une des principales places financières vertes. L'écosystème s'organise pour conforter ce « leadership » face à la concurrence.

« Il faut que la finance se mette au service de la transition écologique, qu'elle mette à disposition des produits nouveaux qui permettent de financer la transition écologique, les énergies renouvelables, les projets éoliens, le secteur photovoltaïque. Tout ce qui aide à réussir la transition écologique ne marchera pas sans le soutien de la finance », soulignait le 28 novembre Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie et des Finances, au Forum Smart City du Grand Paris organisé par La Tribune.

Le Climate Finance Day, qui se tient ce lundi 11 décembre à Bercy, témoigne de l'engagement continu des pouvoirs publics dans le rassemblement de tous les acteurs autour de cette transition, depuis la loi de 2015 à la COP21 au One Planet Summit, organisé par Emmanuel Macron le 12 décembre. L'État a joué un rôle d'impulsion, mais les acteurs privés, des banques aux grands groupes, ont contribué à faire de la place de Paris une des principales places financières vertes.

Une banque française leader mondial des green bonds

« La France est loin devant tout le monde en Europe dans la finance verte. Il y a une conscience élevée dans toute la société de la nécessité d'être durable et responsable, cela se voit dans la rue, sur l'étiquette d'un pot de cosmétique ou la carte d'un restaurant. C'est tout un cercle vertueux qui va de l'État à l'opinion publique en passant par les grandes entreprises », analyse Victoria Clarke, responsable chez HSBC Europe des green bonds, ces emprunts obligataires finançant des projets bénéfiques à l'environnement.

La banque britannique est bien placée pour en parler : elle est le numéro deux mondial des arrangeurs d'obligations vertes... derrière le Crédit Agricole. Depuis janvier, la Banque verte s'est occupée de plus de 60 opérations d'un montant total de 7,9 milliards de dollars, selon le classement de Dealogic. Une autre française a récemment grimpé à la troisième place, devant JPMorgan et Citigroup : BNP Paribas (39 opérations).

Un quart des émissions d'obligations climat dans le monde sont arrangées par des banques françaises. Pourtant le phénomène est mondial : c'est la Chine qui est le premier émetteur de green bonds, avec plus de 16 milliards de dollars levés cette année, devant la France (15 milliards) et les États-Unis (14 milliards).

« Paris a pris un vrai leadership sur les green bonds », se félicite Gérard Mestrallet, le président du conseil d'administration d'Engie et de l'organisation Paris Europlace. « Engie est le numéro un de toutes les entreprises mondiales en termes d'encours de green bonds, avec plus de 5,25 milliards d'euros », se targue-t-il, talonné par Iberdrola et EDF. La France représente 21 % du stock mondial des green bonds, selon la direction du Trésor.

Cela tient également au rôle du secteur public, les collectivités et l'État lui-même. La République française a en effet réalisé en janvier un emprunt obligataire vert « jumbo » de 7 milliards d'euros (8,6 milliards après extension), d'une taille inégalée, à défaut d'être le premier émis par un État (la Pologne lui a grillé la politesse).

« L'idée était d'aider le marché des "green bonds" à se développer, en apportant à des investisseurs sensibles à la question environnementale un actif liquide, au profil de risque souverain [donc faible, ndr], et de contribuer à la définition des standards non pas comme régulateur mais en s'imposant des obligations ambitieuses en matière de reporting », souligne Jean Boissinot, de la direction du Trésor.

De l'investissement responsable à la finance durable

À l'autre bout de la chaîne de financement, les investisseurs français sont aussi parmi les plus gros acheteurs de green bonds (un peu plus d'un quart des volumes).

« Les acteurs français se sont intéressés il y a plus d'une quinzaine d'années à l'investissement responsable, d'abord aux sujets sociaux, poussés par les représentants de l'épargne salariale, puis aux questions environnementales », rapporte Philippe Zaouati, le directeur général de Mirova, la filiale d'investissement responsable de Natixis.

Plus d'une centaine de fonds français représentant 25 milliards d'euros d'encours ont le label ISR (responsables), une quinzaine pesant 2 milliards d'euros le label TEEC (Transition énergétique et écologique pour le climat).

« La France a la chance d'avoir un des écosystèmes les plus riches, si ce n'est le plus riche, en matière de finance durable, à travers tous les acteurs : les banques, les compagnies d'assurance, les investisseurs institutionnels notamment publics, les sociétés de gestion et les cabinets de conseil qui ont développé des méthodologies de mesure de l'empreinte carbone et d'analyse ESG », relève ce spécialiste, membre du groupe d'experts (HLEG) sur la finance durable créé par la Commission européenne.

Rendre l'écosystème visible

Dans le but de rendre plus visible cet écosystème, les acteurs de la place ont lancé en juin l'initiative Finance for Tomorrow, dont l'ambition est de faire de Paris « la capitale mondiale de la finance verte et durable ». Ce qu'elle est déjà sur de nombreux tableaux, mais ce leadership encore méconnu a besoin d'être conforté face à la concurrence de Londres, qui avait déjà sa Green Finance Initiative, tout comme Francfort et Zurich, où le Luxembourg, où sont cotées le plus grand nombre d'obligations vertes.

« Nous n'avons pas mis "green" dans le nom de cette initiative à dessein, car l'objectif n'est pas de s'arrêter à une sous-catégorie de la finance, une niche, mais de faire évoluer l'ensemble de la place parisienne pour qu'elle devienne verte et durable », confie Philippe Zaouati, qui préside Finance for Tomorrow.

Le tout premier benchmark des places financières vertes du G7, élaboré par PwC d'après une méthodologie d'i4CE (l'Institut de l'économie pour le climat, fondé par la Caisse des dépôts et consignations et l'Agence française de développement), sera dévoilé le 13 décembre, mais ce ne sera pas un classement.

« Construire le leadership de Paris, c'est aussi travailler avec les autres places internationales », insiste Philippe Zaouati, pour qui « la place financière du XXI^e siècle devra être très collaborative. »

"Article 173" : une innovation française inégalement appliquée

L'article 173 de la loi de transition énergétique et écologique, entré en vigueur en 2016, fait de la France le premier pays imposant aux investisseurs institutionnels d'intégrer dans leur communication publique des dimensions environnementales et sociales ainsi que le risque climat. Le décret d'application précise les catégories d'institutions concernées : entreprises d'assurance, mutuelles, sociétés de gestion, institutions de prévoyance, institutions de retraites complémentaires publiques et privées. Il prévoit également des obligations de reporting différentes selon la taille des institutions financières.

Au total, 840 investisseurs institutionnels doivent désormais expliquer quelle est leur politique d'investissement responsable. Les 430 sociétés de gestion françaises, enregistrées auprès de l'Association française de la gestion financière (AFG), qui avaient déjà, depuis juillet 2012, des obligations de reporting sur l'intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), en application de l'article 224 de la loi Grenelle II, y sont elles aussi assujetties.

En outre, une soixantaine d'investisseurs institutionnels affichant plus de 500 millions d'euros de bilan consolidé sont également soumis à une obligation de reporting concernant leur gestion des risques climatiques et leur contribution au financement de l'économie verte.

Le décret d'application fournit une trame des informations demandées aux investisseurs institutionnels et aux sociétés de gestion. La présentation de la démarche générale ESG doit détailler contenu, fréquence et moyens utilisés pour en informer les souscripteurs, affiliés, cotisants, allocataires ou clients. Pour les sociétés de gestion, elle doit préciser la liste des fonds prenant en compte des critères ESG, leur pourcentage dans les encours totaux gérés, ainsi que l'adhésion éventuelle à une charte, un code, une initiative ou l'obtention d'un label.

Les bilans réalisés en cette fin 2017 révèlent une grande disparité dans les réponses. Sur 100 investisseurs étudiés par le WWF et Novethic, 15 seulement ont mis en place de vraies stratégies climat ambitieuses quand un tiers d'entre eux n'ont même pas honoré leurs nouvelles obligations. Dominique Pialot

La Tribune

Climat : les banques s'engagent, les ONG demandent plus

Par Delphine Cuny | 12 décembre 2017

A l'occasion de la journée de la finance climat organisée à Bercy, les institutions financières publiques et privées ont rivalisé d'annonces en faveur de la transition énergétique. Le ministre Nicolas Hulot et Les Amis de la Terre les poussent à faire encore plus.

« La finance au chevet de la planète ? Faut-il s'en inquiéter ou s'en réjouir ? », s'est interrogé Nicolas Hulot, la moue un peu sceptique. « Dans cette semaine positive, je choisis de m'en réjouir car je perçois une grande sincérité. Nous devons réussir à enfin concilier économie et écologie » a déclaré le ministre de la Transition écologique et solidaire en ouvrant ce lundi le Climate Finance Day à Bercy. Cette troisième édition de la journée de la finance climat, qui aura désormais lieu chaque année à Paris, a été l'occasion pour les institutions financières publiques et privées de rivaliser d'annonces et d'engagements en faveur de l'environnement.

L'Etat actionnaire lui-même, avec la Caisse des Dépôts, sa filiale la Banque publique d'investissement (Bpifrance) l'Agence française de développement (AFD), le fonds de réserve pour les retraites (FRR) et l'Etablissement de retraite additionnelle de la Fonction publique (Erafp), ont signé conjointement une « charte des investisseurs publics en faveur du climat », s'engageant à prendre en compte les enjeux climatiques dans leur décision d'investissement, à financer la transition vers une économie bas carbone et à recourir à « des instruments financiers innovants tels que les obligations vertes. » L'AFD a déjà émis des « green bonds. »

La CDC en particulier est attaquée par l'ONG 350.org qui l'accuse dans un rapport publié lundi de mener des investissements "climaticides" (soutien aux énergies fossiles notamment dans Anglo American, TechnipFMC).

Natixis félicitée, la Soc Gen critiquée

Du côté du privé, BNP Paribas, qui avait anticipé dès octobre en excluant tout financement dans les gaz et pétroles de schiste, a annoncé de nouvelles initiatives, dont le lancement d'un fonds d'épargne vert pour financer la transition énergétique des PME/ETI et un prêt à 1% pour l'achat d'un véhicule neuf éligible au bonus écologique.

Surtout, Natixis a dégainé ce lundi de nouveaux engagements : deux ans après avoir cessé le financement du charbon, la filiale de BPCE (Banques Populaires Caisses d'Epargne) indique qu'elle ne financera plus les projets d'exploration, de production, de transport ou de stockage de pétrole issu des sables bitumineux, dans le monde entier, ni aucune entreprise dont l'activité repose principalement sur l'exploitation du pétrole issu des sables bitumineux. Natixis s'est aussi engagée à ne plus financer l'exploration ni la production de pétrole en Arctique (comme les autres grandes banques françaises). Sa filiale d'assurances s'associe par ailleurs aux initiatives en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique annoncées par la Fédération française des assurances.

Ces annonces ont été bien accueillies par l'association les Amis de la Terre pour qui Natixis « va plus loin » que Crédit Agricole (dont elle a qualifié les mesures de mercredi dernier de « cosmétiques ») et Société Générale vendredi. L'ONG, qui s'était invitée aux assemblées générales des banques en mai dernier, relève cependant des incertitudes sur les critères d'exclusion de Natixis, en particulier si les trois entreprises construisant de nouveaux grands pipelines (TransCanada pour Keystone XL, Enbridge pour Line 3 et Kinder Morgan pour TransMountain). Elle souligne aussi que si les projets en Arctique sont exclus, pas les entreprises qui y opèrent des forages, comme la norvégienne Statoil.

En revanche, la Société Générale est désormais la cible des attaques de l'ONG. Des militants déguisés en escargots rouges et noirs, aux couleurs de la banque de La Défense, ont défilé devant l'entrée du ministère de l'Economie et des Finances, juste avant le début du Climate Finance Day et distribué des tracts dénonçant "Société Générale à la traîne - Stop Rio Grande LNG", du nom d'un projet de terminal d'exportation de gaz de schiste, au Texas.

Les Amis de la Terre lui reproche d'être « l'un des plus gros financeurs du GNL » le gaz naturel liquéfié - avec plus de 2,4 milliards de dollars de financements « aux entreprises les plus agressives du secteur en Amérique du Nord entre 2014 et 2016 », selon le rapport "Banking on Climate Change" 2017 du groupe d'ONG BankTrack, Rainforest Action Network, Sierra Club et Oil Change International. Un groupe de 85 ONG internationales a écrit début novembre au directeur général de la banque pour qu'il sorte de ce projet, comme l'a fait Sumitomo Mitsui Financial Group et BNP Paribas sur un projet similaire.

Le charbon et "l'effet Kodak"

Si les Amis de la Terre cite en exemple BNP Paribas, qui arrive en tête en Europe pour ses engagements climatiques selon le classement publié récemment par l'association ShareAction, les banques françaises dans leur ensemble ne seraient pas des élèves si modèles dans le financement du charbon, selon le bilan dressé par BankTrack :

« Les banques françaises figurent dans les 40ème-50ème au classement général, mais elles jouent un rôle plus important et sont dans le top 20 pour ce qui concerne les prêts, Société Générale étant même dans le top 10 avec 2,2 milliards de dollars », a souligné Yann Louvel, coordinateur de la campagne climat-énergie de BankTrack.

Si les financements des banques françaises ont semble-t-il augmenté en 2016 par rapport à 2015 (de 135%), BNP Paribas, Crédit Agricole et Société Générale ont mis un terme définitif à leurs financements directs aux projets de centrales à charbon depuis la fin 2016, reconnaît les Amis de la Terre. La tendance devrait s'inscrire nettement en baisse.

Le ministre Nicolas Hulot a lui-même mis en garde les acteurs de la finance contre « l'effet Kodak » c'est-à-dire « la fin d'un modèle remplacé par la technologie » :

« L'énergie fossile, notamment le charbon, sera très rapidement remplacé par les renouvelables » a-t-il prédit.

La Tribune

Verdir la finance de l'intérieur, par obligation et par intérêt

Par Delphine Cuny | 11 décembre 2017

Sous la pression de la réglementation ou par crainte des risques, les investisseurs institutionnels, assureurs, fonds de pension et de retraite, ont commencé à réduire l'empreinte carbone de leurs portefeuilles en vendant les actifs les plus nocifs pour l'environnement. Les banques accélèrent les financements des projets verts, notamment via les « green bonds », un marché en très forte croissance.

« Un monde à +2 degrés pourrait être encore assurable, un monde à +4 degrés ne le serait certainement plus », avait déclaré Henri de Castries, l'ex-PDG d'Axa en mai 2015, au premier Climate Finance Day à Paris, consacré aux moyens de rediriger les milliers de milliards de dollars gérés par le secteur financier vers une économie bas carbone. Un propos révélateur de la prise de conscience accélérée ces dernières années des acteurs de la finance, en particulier les assureurs, des conséquences dévastatrices du réchauffement climatique. Pour la planète... et pour le business !

« D'un seul coup, le monde financier a réalisé qu'une catastrophe écologique serait aussi une catastrophe économique », résume Gérard Mestrallet, le président du conseil d'administration d'Engie.

Axa avait à l'époque annoncé son intention de céder ses participations dans les entreprises « les plus impliquées dans les activités liées au charbon », pour 500 millions d'euros, et de tripler ses investissements verts à plus de 3 milliards d'ici 2020. Car désinvestir n'est qu'une partie de la réponse : il faut surtout massivement réorienter ces milliards vers le développement durable, par exemple au travers de nouveaux outils de financement verts, comme les green bonds.

Moins soumis au diktat de la rentabilité immédiate qui prévaut sur les marchés financiers, les investisseurs de long terme, comme les assureurs, les fonds de pension et de retraite, notamment nordiques, ont été parmi les premiers à se saisir des sujets climatiques, après s'être engagés sur les questions éthiques et responsables. Parfois sous la pression des ONG, décidées à assécher les financements des énergies fossiles au profit des renouvelables. Et sous la pression de la réglementation et des gouvernements, comme ce fut le cas en France où la loi de Transition énergétique a constitué un tournant.

Le fonds de pension norvégien, le plus gros fonds souverain au monde (plus de 1.000 milliards de dollars d'actifs), qui avait banni de son portefeuille les fabricants d'armes et de tabac dès le milieu des années 2000, s'est engagé à la demande du Parlement à sortir du secteur du charbon en 2015. Dans un intérêt bien compris. C'est tout le paradoxe de ce fonds qui tire ses revenus des hydrocarbures (taxes, licences d'exploration, dividendes de la compagnie Statoil) et prépare l'avenir de l'après-pétrole, illustrant le concept même de transition.

Réduire les risques en « décarbonant » les portefeuilles

En septembre 2015, dans un discours qui a frappé les esprits, Mark Carney, le gouverneur de la Banque d'Angleterre et président du Conseil de stabilité financière (FSB), a le premier formalisé les risques que les dérèglements climatiques font peser sur le système financier : le risque physique lié aux inondations, ouragans et autres catastrophes naturelles, qui touche les assureurs et la valeur des actifs ; le risque juridique, en cas de poursuites contre les industriels les plus pollueurs ; et le risque de transition, pouvant rapidement déprécier de larges classes d'actifs qui seraient « ensablés » (stranded assets), sous l'effet de décisions politiques ou d'évolutions technologiques. Une approche par les risques auxquels les acteurs de la finance sont très sensibles, plus qu'aux arguments purement écologiques. Le risque s'est d'ailleurs concrétisé en 2016 par les mises en faillite de géants du charbon aux États-Unis (Arch Coal, Peabody).

« Quand le changement climatique deviendra une question déterminante pour la stabilité financière, il sera peut-être déjà trop tard », avait mis en garde Mark Carney.

Son rôle a été déterminant dans la mise en mouvement de la planète finance.

« Un travail essentiel a été réalisé sous la houlette du Conseil de stabilité financière, par la Task Force Climate-related Financial Disclosures (TCFD), afin de renforcer le reporting des risques climatiques dans le secteur financier et les secteurs non financiers, dans le même esprit que l'article 173 de la loi de transition énergétique française », soulignait Jean Boissinot, le directeur de la stabilité financière à la direction du Trésor, lors du Forum Smart City du Grand Paris organisé le 28 novembre par La Tribune.

Le reporting climat, défendu par le Carbon Disclosure Project depuis le début des années 2000, n'est pas suffisant, mais il est nécessaire.

« Ces informations doivent permettre au secteur financier - prêteurs, investisseurs - de se sentir plus confortable avec telle entreprise parce qu'elle a compris les enjeux du climat et mène une stratégie solide, et moins avec d'autres qui persistent à vouloir vivre dans un monde à +6 degrés, alors que nous essayons collectivement d'aller vers un monde à +2 degrés », a-t-il soutenu.

Le sujet était déjà dans l'air. Dès septembre 2014, des investisseurs du monde entier, dont le célèbre fonds de retraite des fonctionnaires californiens CalPERS, s'étaient engagés à évaluer et rendre publique l'empreinte carbone de leur portefeuille en adhérant à la « Promesse de Montréal » (Montreal Carbon Pledge). D'autres s'engageaient à réduire cette empreinte en rejoignant la Coalition pour la décarbonisation des portefeuilles, sous l'égide de l'ONU. Cette initiative, dont le numéro un européen de la gestion d'actifs, le français Amundi, est l'un des membres fondateurs, regroupe désormais près de 30 investisseurs, dont la Caisse des Dépôts, le FRR (Fonds de réserve pour les retraites), l'ERAFP (Établissement de retraite additionnelle de la fonction publique), Humanis, BNP IM et Mirova (Natixis AM), pesant plus de 3.000 milliards de dollars d'encours sous gestion, qui se sont engagés collectivement à réduire de 600 milliards l'intensité carbone de leurs portefeuilles. La COP21 a ensuite clairement joué un rôle d'accélérateur.

Pressions à géométrie variable

« Attention cependant aux limites du désinvestissement », relève Nicolas de Jenlis, le directeur développement durable chez Deloitte, sur son blog.

« Lorsqu'un investisseur vend une action d'une entreprise dans le charbon, quelqu'un d'autre l'achète. Certains fonds sont même spécialisés dans les sin stocks (les actions des entreprises de secteurs non éthiques comme les armes, l'alcool, le tabac, le charbon). Le désinvestissement n'a donc trop souvent qu'un impact limité sur l'accès au financement des entreprises, et répond bien souvent à une simple problématique de réputation. »

L'expert du cabinet de conseil invite les investisseurs dans la voie de « l'engagement actionnarial », à se faire entendre des conseils d'administration et en assemblée générale (AG).

C'est l'approche choisie par le numéro un mondial de la gestion d'actifs, l'américain BlackRock (6.000 milliards de dollars d'encours), qui a mis le risque climatique en avant depuis l'an dernier. Actionnaire des grandes majors pétrolières, le gérant d'actifs privilégie « un dialogue privé » et une attitude « constructive » pour faire évoluer le management sur ces questions. À l'AG d'Exxon Mobil, en mai, il a soutenu la résolution sur le reporting climat, mais sa position n'est pas constante à toutes les AG. Idem pour les autres géants américains Vanguard ou JP Morgan.

La pression des investisseurs reste encore à géométrie variable, tout comme les convictions. Les Européens sont les plus exigeants et les plus motivés, selon une récente enquête réalisée pour HSBC : 97% des investisseurs interrogés en Europe prévoient d'augmenter les montants alloués à l'investissement durable contre 85% en Amérique du Nord, 64% en Asie et 19% au Moyen-Orient.

Écllosion d'un écosystème de la finance verte

Le verdissement des portefeuilles passe aussi par l'investissement dans les bons projets pour transformer en profondeur l'économie. De nouveaux outils ont vu le jour il y a dix ans, les green bonds, ou obligations vertes, pour lever des fonds exclusivement consacrés à des projets ayant un impact positif sur l'environnement, qui ont connu une croissance exponentielle ces quatre dernières années et fait éclore tout un écosystème de la « finance verte », domaine dans lequel la France est en pointe. La Banque européenne d'investissement (BEI) a été la première à s'y aventurer en juillet 2007.

« Au cours de la dernière décennie, l'engagement sans faille d'un large éventail d'acteurs du marché [...] a transformé la contribution des marchés obligataires en solutions de financement climatique », analyse Jonathan Taylor, le vice-président de la BEI chargé de l'action en faveur du climat et de l'environnement, en célébrant le dixième anniversaire de l'émission.

« Les obligations vertes sont cruciales pour lutter contre les changements climatiques et accélérer le soutien aux investissements liés au climat », a-t-il fait valoir.

La BEI a émis pour plus de 18 milliards d'euros d'obligations climatiquement responsables dans onze monnaies (ce qui en fait le plus grand émetteur en cumulé à ce jour). Cela lui a permis de financer une part importante des prêts qu'elle accorde dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

D'autres banques de développement s'y sont mises (la Banque mondiale, la KfW allemande), puis des collectivités territoriales, comme l'Ile-de-France et Paris, des mégapoles américaines ou chinoises pour financer ou refinancer des infrastructures de transport collectif, d'installations de traitement de l'eau, de protection contre les inondations. Puis de grandes entreprises, notamment du secteur de l'énergie, comme EDF et Engie ou Iberdrola ont suivi. Et même des États : la Pologne et surtout la France, qui a émis le plus gros emprunt vert souverain à ce jour (8,6 milliards d'euros après extension).

Les îles Fidji ont émis en octobre le premier green bond d'un pays émergent, de 50 millions de dollars. Le Nigeria et le Kenya pourraient être les premiers pays africains à s'y lancer. D'autres États européens pourraient émettre l'an prochain des « obligations vertes » souveraines, notamment l'Irlande, la Belgique, la Suède et les Pays-Bas. Selon nos informations, toutes les grandes banques sont invitées à l'ambassade des Pays-Bas à Paris cette semaine pour plancher sur le sujet.

De quelques milliards par an en 2008-2009, le marché des green bonds a explosé pour dépasser les 100 milliards de dollars d'émissions cette année : il devrait atteindre 120 à 130 milliards à la fin du mois, en deçà toutefois de l'estimation très ambitieuse de 200 milliards que l'agence Moody's anticipait en janvier. L'ensemble des obligations vertes en circulation représentent près de 300 milliards, et même le triple si on inclut des obligations climat non labélisées, selon l'ONG britannique Climate Bonds Initiative. Cela ne représente cependant encore que quelques pour cent du colossal marché mondial des obligations classiques.

Retrouver un rôle positif dans la société

« Pour les investisseurs, le marché des green bonds offre un placement stable, noté et liquide, et de longue durée. Pour les émetteurs, les green bonds sont un moyen d'exploiter l'énorme bassin de 100.000 milliards de capital privé géré par les investisseurs institutionnels obligataires du monde entier », expliquait Mark Carney en septembre 2016 dans un discours à Berlin.

« Le développement de cette nouvelle classe d'actifs est une opportunité pour avancer vers un avenir bas carbone tout en augmentant les investissements mondiaux et en stimulant la croissance » observait-il.

Un marché de niche, qu'il faudra davantage encadrer et standardiser, pour éviter le green washing, l'éco-blanchiment de projets pas si bénéfiques pour le climat.

« Il y a beaucoup de nuances de vert », relève Victoria Clarke, responsable green bonds chez HSBC pour la zone Europe Moyen-Orient Afrique.

Dans leur rapport intérimaire de juillet dernier, le groupe d'experts de haut niveau sur la finance durable (HLEG), mis en place par la Commission européenne il y a un an, soulignait que, dans le contexte post-crise financière, « répondre aux défis de long terme du développement durable est aussi un moyen puissant pour les institutions financières de retrouver un rôle positif à jouer dans la société ».

Des banques ont montré l'exemple depuis deux ans. La Société Générale a émis deux obligations « à impact positif » de 500 millions d'euros, BPCE une obligation verte de 300 millions en décembre 2015, BNP Paribas une de 500 millions en novembre 2016. HSBC, dont la filiale française avait émis un green bond de 500 millions, vient d'émettre une méga obligation de développement durable d'un milliard de dollars. La plus grande banque du monde, la chinoise ICBC, s'y est mise en octobre, avec une opération à plus de 2 milliards de dollars.

Certaines ont aussi pris des engagements sur leurs financements non verts. En octobre, BNP Paribas a annoncé l'arrêt de ses relations avec les acteurs dont l'activité principale est l'exploration, la production, la distribution, le marketing ou le trading de gaz et de pétrole de schiste et/ou de pétrole issu des sables bitumineux. « Un pas dans la bonne direction », aux yeux des Amis de la Terre, l'ONG qui en mai avait interpellé les dirigeants de la BNP en pleine AG sur le financement de l'oléoduc américain controversé Dakota Access Pipeline. Crédit Agricole a annoncé de nouveaux engagements pour le climat mercredi, tout comme la Société Générale vendredi.

Il s'agit aussi de soutenir les champions de demain plutôt que ceux d'hier. Laurent Jacquier-Laforge, gérant chez La Française, prédisait en mai dernier, lors d'une table ronde, que « après les Gafa, les acteurs qui interviennent dans la lutte contre le réchauffement climatique devraient figurer parmi les principales capitalisations boursières mondiales ». Autant y investir le plus tôt possible.

La Tribune

One Planet Summit : Paris veut mettre la finance au service du climat

Par Dominique Pialot | 9 Décembre 2017

Deux ans après la COP21, la situation demeure alarmante. Seule une réorientation des flux financiers permettrait d'espérer la rétablir. Ce sera l'enjeu du « One Planet Summit »* organisé le 12 décembre à l'initiative d'Emmanuel Macron, qui permettra aussi à la place de Paris de faire valoir ses atouts dans la finance verte.

Tout un symbole. Le One Planet Summit* organisé à l'initiative d'Emmanuel Macron le 12 décembre à Paris s'ouvrira deux ans jour pour jour après que le petit marteau vert de Laurent Fabius, alors ministre des Affaires étrangères et président de la COP21, s'est abattu dans une salle comble du Bourget. À l'issue de treize jours et trois nuits de négociations, l'accord de Paris était adopté par 195 pays, s'engageant à tout mettre en œuvre pour limiter à 2° C la hausse de la température moyenne à la surface du globe par rapport à l'ère préindustrielle. Outre l'habileté de la diplomatie climatique française, saluée de toutes parts, l'issue de cette Conférence climat doit beaucoup à l'administration Obama et à son alliance, en forme d'émulation, avec la Chine de Xi Jinping.

Moins d'un an plus tard, le 4 novembre 2016 précisément, l'accord de Paris entrait en vigueur grâce à la ratification de plus de 55 pays représentant plus de 55% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Quelques jours après, la nouvelle de l'élection de Donald Trump créait un électrochoc auprès des participants à la COP22 à Marrakech. Les craintes suscitées par l'accession au pouvoir de ce climato-sceptique notoire se sont avérées fondées lorsque le président américain a confirmé à Pittsburgh le 1er juin dernier la sortie des États-Unis de l'accord de Paris.

Dans un paysage du « leadership climatique » en pleine recomposition, le président français, élu depuis moins d'un mois, a immédiatement profité de la défection américaine pour se positionner. Lors d'une allocution télévisée prononcée en français et en anglais dans les minutes suivant le discours de Trump, il a aussitôt repris l'initiative, par un slogan bien senti - « Make our planet great again » - et annoncé un programme doté de 30 millions d'euros pour attirer en France des chercheurs et entrepreneurs étrangers spécialistes du climat, qui aurait convaincu plusieurs centaines de candidats. Puis, lors du G20 à Hambourg en juillet dernier, il a annoncé la tenue du One Planet Summit de ce 12 décembre.

Quelques semaines après la COP23 à Bonn en novembre sous l'égide de la République des Fidji, ce sommet, qui sera précédé la veille, lundi 11 décembre, par un Climate Finance Day, doit réunir une centaine de pays et une cinquantaine de chefs d'États et de gouvernements et sera essentiellement dédié à la finance. La journée débutera par une matinée composée de quatre tables rondes consacrées à la finance publique, la finance privée, le financement des politiques publiques et le rôle des villes et collectivités. L'après-midi sera consacrée au « dialogue de haut niveau avec les chefs d'États et de gouvernements et les hautes personnalités ».

Forte mobilisation de la société civile

Depuis la COP21, qui leur avait pour la première fois fourni une occasion d'afficher leurs actions responsables, les acteurs non étatiques, villes, régions et entreprises, ont multiplié depuis engagements et mesures compatibles avec le respect de l'accord de Paris. Après l'« agenda des solutions » présenté lors de la COP en 2015 et la formation de coalitions sectorielles ou thématiques d'acteurs de la société civile, l'initiative 2 050 Pathways a été lancée en novembre 2016 lors de la COP22 par l'ambassadrice française pour les négociations climatiques, Laurence Tubiana, et la ministre marocaine de l'environnement, Hakima El Haite. À Bonn, en novembre dernier, le charismatique pilote Bertrand Piccard a donné naissance à l'Alliance mondiale pour des solutions efficaces, lancée par sa fondation Solar Impulse. À Bonn toujours, 50 pays se sont engagés pour une énergie 100 % renouvelable à l'horizon 2050. Aux États-Unis, la résistance à Trump n'a pas faibli : une coalition de villes, États et entreprises américaines représentant plus de 50 % de la population et du PIB du pays, emmenée par l'ancien maire de New York et envoyé spécial des Nations unies pour les villes et le climat, Michel Bloomberg, a concrétisé son soutien à l'accord de Paris par des engagements de réductions de leurs émissions de gaz à effet de serre.

Cette mobilisation sans précédent prend forme dans un contexte où l'urgence climatique n'a jamais semblé aussi pressante. Les catastrophes naturelles se sont multipliées dans le monde ces derniers mois, et en pleine COP23, une étude du Global Carbon Project nous a appris qu'après plusieurs années de stagnation, les émissions de gaz à effet de serre repartent à la hausse en 2017. La situation est si critique qu'elle a incité 15 000 scientifiques à lancer un cri d'alarme à l'attention des gouvernements du monde entier réunis à Bonn. Ce nouveau rebond des émissions est alarmant parce qu'il porte un coup d'arrêt à la trajectoire nécessaire pour atteindre un pic des émissions mondiales à l'horizon 2 050, mais aussi parce qu'il serait notamment imputable à une reprise de l'économie chinoise. Or le poids de ce pays dans l'équation est tel qu'il détermine

l'atteinte de tout objectif global. Divers signes ont montré ces dernières années un découplage entre la croissance chinoise et celle de ses émissions, mais il reste insuffisant.

À la recherche des 100 milliards promis aux émergents

Dans ce contexte, le sujet du financement devient de plus en plus crucial. Une étude du cabinet de conseil en stratégie Boston Consulting Group, intitulée « Preparing for a warmer world » et publiée début décembre montre que même si la Chine, l'Union européenne, les pays asiatiques développés et les États-Unis parvenaient à diminuer leurs émissions, l'accord de Paris resterait hors de portée, à moins que les économies émergentes fassent de même. Mais si l'investissement requis (de 19.000 à 21.000 milliards de dollars d'ici à 2030, dont 60 à 80% dans les pays émergents) serait gérable pour les économies développées ou la Chine, ce n'est pas le cas pour la plupart des pays en développement, qui concentrent l'essentiel de la croissance démographique et une croissance économique dépendante des énergies fossiles. Abandonner des capacités de production d'énergies fossiles encore récentes tout en investissant dans des technologies bas carbone leur coûterait de 1,4 à 1,5% de leur PIB (contre 0,9% à 1,2% pour les pays de l'OCDE et la Chine). Une facture insupportable alors qu'ils doivent également financer des infrastructures de base, améliorer leur service de santé et garantir à leur population sécurité alimentaire et accès aux services essentiels.

Depuis la COP de Copenhague en 2009, les pays développés se sont engagés à verser aux pays émergents 100 milliards de dollars par an à compter de 2020 pour financer leur transition écologique et leurs actions d'adaptation à un changement climatique en partie inévitable. Cet engagement a été réitéré lors de la COP21, mais, outre que ce montant n'est toujours pas atteint à trois ans de l'échéance, c'est surtout le contenu exact de cette enveloppe qui fait débat. Nombre d'observateurs déplorent en effet qu'elle recouvre « des choux et des carottes » et se contente trop souvent de maquiller en finance climat des fonds d'ores et déjà programmés et ne respectant donc pas le principe de l'additionnalité.

Ces attermoissements à propos des 100 milliards cristallisent une défiance entre pays riches et plus démunis propre à tuer dans l'œuf l'adhésion indispensable de tous les États à la lutte contre le changement climatique. Si les pays développés sont très largement responsables des émissions de gaz à effet de serre déjà présents dans l'atmosphère, c'est bien le modèle de développement qu'adopteront non seulement les géants asiatiques tels que la Chine et l'Inde, mais surtout le continent africain, qui déterminera la réussite ou l'échec de l'ambition mondiale.

Mais, aussi emblématiques soient-ils, ces 100 milliards ne sont qu'une infime partie de la question. Alors que la finance mondiale brasse quelque 17.000 milliards de dollars, la finance climat en représente aujourd'hui moins de 1%. Pourtant, la situation évolue depuis deux ans, du côté de la finance privée. Dans la foulée du premier Climate Finance Day organisé en mai 2015 à Paris en amont de la COP21, un discours prononcé par Mark Carney, gouverneur de la banque d'Angleterre et président du conseil de stabilité financière instauré par le G20, fait date. C'est devant les cadres de la vénérable compagnie d'assurances Lloyd's qu'en septembre 2015, établissant un parallèle entre la crise des subprimes et les risques liés au changement climatique, il souligne dans sa « tragédie de l'horizon » la nécessité de mieux articuler changement climatique et stabilité financière. Cette allocution ouvrira d'ailleurs une polémique sur les stranded assets ou « actifs échoués », menacés dans le cadre d'un budget carbone compatible avec une hausse de la température limitée à + 2° C.

Premiers concernés, les actifs liés au charbon, qui ont fait l'objet depuis deux ans de nombreux désinvestissements. Selon un rapport publié par Unfriend Coal, quinze des plus gros assureurs du marché ont retiré 20 milliards de dollars d'emprunts et d'actions du secteur. Le sujet a marqué la COP23. Une Alliance pour la sortie du charbon a été initiée par le Royaume-Uni et le Canada, rejoints depuis par 25 États, dont la France, l'Italie, les Pays-Bas et les îles Fidji. Storebrand, le plus important fonds de pension privé de Norvège (80 milliards d'euros d'actifs) a annoncé l'exclusion de son portefeuille d'investissement de dix nouvelles sociétés exploitantes de centrales à charbon, dont le polonais PGE, et les allemands Uniper et RWE.

La Banque centrale norvégienne a recommandé au fonds souverain du pays - le plus doté au monde avec près de mille milliards de dollars d'actifs - de se désinvestir des énergies fossiles, ce qu'il pourrait faire dans les mois à venir. Ce serait là une avancée majeure pour la Norvège dont l'économie repose largement sur l'exploration pétrolière et gazière.

Des outils pour flécher l'investissement

Mais la finance climat ne se borne pas à se débarrasser des actifs les plus polluants, d'autant moins si ces derniers sont rachetés par d'autres opérateurs. L'objectif affiché par ses promoteurs ne vise pas à dégager des flux financiers supplémentaires, mais à réorienter la finance mondiale vers des investissements favorables au climat, une ambition que les Anglo-Saxons baptisent shifting the trillions (« transférer les milliards », ndlr)

La Task Force on Climate-Related Financial Disclosures (TCFD) créée lors de la COP21 sous l'égide du Conseil de stabilité financière et présidée par Michael Bloomberg, a présenté ses conclusions aux chefs d'État du G20 à Hambourg en juillet dernier. Elle propose aux entreprises des éléments de reporting pour mesurer l'impact des risques climatiques sur leurs activités et intégrer ces informations au sein de leurs rapports financiers. L'objectif est d'aider les acteurs du monde financier à mieux évaluer dans quelle mesure ils sont préparés aux évolutions liées au changement climatique, afin de « réduire le risque que les ajustements de marché vis-à-vis des changements climatiques soient incomplets, tardifs et potentiellement déstabilisants », selon les termes de Mark Carney. De son côté, la Commission européenne a lancé une consultation publique portant sur l'intégration de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans les décisions d'investissement des gestionnaires d'actifs et investisseurs institutionnels.

Un label pour la transition

Dans ce paysage en mutation, la place de Paris a choisi d'exploiter le sillon « finance verte » pour s'inscrire dans un contexte post-Brexit. Son initiative Finance for tomorrow surfe sur les atouts français : une expertise en matière d'investissements socialement responsable (ISR) ; une réglementation en pointe instaurée par la loi de transition énergétique, notamment son article 173 et la création du label TEEC (Transition énergétique et écologique pour le climat) valorisant les produits financiers qui contribuent directement ou indirectement à la transition énergétique et écologique ; enfin, l'émission en janvier dernier d'une obligation verte souveraine d'un montant de 7 milliards d'euros, inégalé à ce jour.

C'est aussi dans cette dynamique que s'inscrit le One Planet Summit. Que peut-on en attendre ? Pascal Canfin, ancien ministre du Développement du gouvernement Ayrault, membre de plusieurs commissions consacrées à la finance carbone au cours des dernières années et aujourd'hui directeur général du WWF France, espère qu'il contribue à « passer d'une logique de transparence à une action au cœur même du réacteur ». C'est pourquoi il appuie l'instauration d'un « green supporting factor » qui permettrait d'alléger les règles prudentielles appliquées aux investissements dans des actifs verts, dans le cadre des accords de Bâle III actuellement en cours d'amendement.

L'organisation de ce sommet fait consensus et suscite l'espoir que la France puisse fédérer autour d'elle d'autres États européens. Mais les ONG ont bien l'intention de rappeler à cette occasion à Emmanuel Macron les faiblesses françaises (retards sur les objectifs en matière d'énergies renouvelables, maintien de niches fiscales favorables aux énergies fossiles, difficulté à commencer la réduction du nucléaire dans son mix énergétique...). Être à la pointe de la finance verte n'exonère pas la France d'engager sa propre transition énergétique.

Les entreprises réclament un prix du carbone

Depuis la COP21, les entreprises de tous secteurs réclament à cor et à cri l'instauration d'un prix du dioxyde de carbone (CO₂), qui rentabiliserait leurs investissements dans une économie moins carbonée. Total comme Engie évoquent un prix de 20 euros la tonne, capable de déclencher la bascule du charbon vers le gaz. De façon générale, intégrer aux prix des biens et services les externalités négatives, c'est-à-dire leurs impacts sur les personnes et l'environnement, favoriserait un fonctionnement plus durable de l'économie de marché.

Sur le marché européen de quotas (ETS), qui concerne les activités industrielles les plus émettrices, le cours plafonne aux alentours de 7 euros la tonne et la réforme prévue par l'Union européenne laisse les observateurs sceptiques.

Dans le cadre de la Coalition pour la tarification du carbone, Nicholas Stern et Joseph Stiglitz, présidents de la Commission de haut niveau sur le prix du carbone, estiment que des fourchettes de 40 à 80 dollars en 2020 et de 50 à 100 dollars en 2030 permettraient d'infléchir les choix des acteurs économiques de façon à respecter l'accord de Paris.

À ce jour, 85% des émissions mondiales ne sont soumises à aucune tarification, et les 15% restant le sont à un prix inférieur à 10 dollars la tonne. Néanmoins, la part des émissions tarifées progresse. La Suède a mis en place depuis des années une taxe aujourd'hui équivalente à 100 euros. Au Royaume-Uni, l'introduction d'un complément au prix européen du charbon de 18 livres a permis d'instaurer un prix plancher et de faire baisser les émissions de centrales à charbon. En France, la contribution énergie climat, qui porte sur les prix des carburants fossiles, est aujourd'hui de 30,5 euros et doit atteindre selon la loi de transition énergétique 56 euros en 2020 et 100 euros en 2030.

La Chine, qui teste depuis plusieurs années des marchés régionaux, devrait étendre ce dispositif à l'ensemble de son territoire. En Amérique également, des marchés régionaux nouent des alliances. Unie au Québec et à l'Ontario, la Californie tend également la main à la Chine et à l'Europe.

En attendant, les entreprises sont de plus en plus nombreuses à utiliser un prix du carbone interne dans leurs décisions d'investissements. Selon le Carbon Disclosure Project, 517 l'utilisaient déjà en 2016 et 732 avaient l'intention de l'instaurer dans les deux ans.

(*) Le "One Planet Summit", co-organisé par la France, l'ONU et la Banque mondiale, se déroule le mardi 12 décembre 2017 sur l'Île Seguin, à Boulogne-Billancourt, dans les Hauts-de-Seine. En parallèle de ce sommet, se déroulent d'autres événements (side events) organisés les 10, 11 et 13 décembre.

Le Figaro

La finance verte peut-elle sauver la planète?

Par Anne Cheyvalle | 11 décembre 2017

INFOGRAPHIES - Banquiers, assureurs, fonds de pension ou gérants d'actifs jouent un rôle clé pour transférer le capital vers une économie plus verte.

Le gotha de la finance s'est donné rendez-vous, ce lundi à Bercy, pour la troisième édition du Climate Finance Day. Avec un objectif ambitieux: sauver la planète, donner un second souffle après l'élan de 2015, impulsé par la COP21 de Paris. Le discours de Marc Carney, gouverneur de la Banque d'Angleterre, président du comité de stabilité financière du G20, avait provoqué un électrochoc. «Le changement climatique arrive, réveillez-vous!», lançait-il en substance, en novembre 2015. Alarme appuyée par Henri de Castries, président d'Axa, qui déclarait: «Un monde à + 4 °C n'est plus assurable.»

La forte progression des catastrophes naturelles, à l'image des ouragans qui ont frappé les Antilles en septembre ou des violents incendies en Californie, renforce encore l'alerte. Le coût des sinistres a été multiplié par cinq depuis 2001. «L'accord de Paris fait référence aux flux financiers qu'il faut transférer pour atteindre l'objectif», rappelle Pascal Canfin, de l'organisation mondiale WWF. Il ne s'agit pas de verdir un petit pan de la finance mais de changer véritablement de paradigme. Parce qu'elle irrigue toute l'économie, la finance joue un rôle clé pour réallouer le capital vers un monde moins carboné. Grands détenteurs d'actifs (institutionnels, fonds de pension, assurance), sociétés de gestion, banques... Ses acteurs agissent désormais. Avec plusieurs leviers : désinvestir des énergies les plus polluantes, pousser les entreprises à se convertir au «vert» et investir directement dans la transition énergétique.

Les énergies fossiles moins financées

Le désinvestissement est parti des universités anglo-saxonnes, au départ plus pour raisons éthiques. Aujourd'hui, c'est le principe de réalité qui motive les financiers. « Un signe, le sujet climatique est passé des directions de développement durable aux directions des risques », illustre Pierre Ducret, président d'I4CE, un think-tank sur le climat, filiale de la Caisse des dépôts. Les fonds de pension font partie des plus actifs. « La façon dont on investit les cotisations des jeunes actifs est vitale pour leurs futures retraites », souligne Philippe Desfossés, directeur de l'ERAFP, fonds de retraite complémentaire de la fonction publique, qui - entre autres - mesure l'empreinte carbone de son portefeuille.

Assis sur des milliers de milliards d'euros d'avoirs, ces fonds se projettent sur le long terme et doivent se prémunir contre une dépréciation de leurs actifs, en particulier ceux placés dans les énergies fossiles. Pour limiter le réchauffement à 2 °C, avancent les experts, il faudrait laisser enfouis sous terre un tiers des réserves de pétrole, 50% du gaz et 80 % du charbon.

HSBC estime que 40 % à 60 % des valeurs boursières des entreprises pétrolières pourraient ainsi partir en fumée. La récente décision du fonds souverain norvégien - le plus riche au monde, doté d'un encours de 1000 milliards de dollars - de réduire son exposition au pétrole alors que la totalité de ses revenus provient de l'or noir est emblématique. Le fonds avait déjà annoncé une sortie programmée du charbon, suite à un vote du Parlement.

Plusieurs autres grands gestionnaires d'actifs bannissent progressivement cette énergie, la plus polluante, qui a déjà entraîné des pertes financières importantes. La norme est de ne plus financer les énergéticiens dont plus de 30 % des revenus proviennent du charbon, souligne le think-tank climatique Novethic. Un seuil encore trop élevé, juge l'ONG Les Amis de la Terre. «Glencore est en dessous du seuil et pourtant dans le top 10 des producteurs de charbon», déplore Lucie Pinson. L'étape d'après est de s'attaquer aux sables bitumineux et au gaz de schiste. BNP Paribas a franchi un cap important en décidant d'exclure projets et entreprises du secteur de ses financements. « Le nerf de la guerre, c'est le crédit aux entreprises », appuie Laurence Pessez, responsable RSE de la banque.

La pression des actionnaires

Une autre stratégie est de faire pression, via l'actionnariat, sur les entreprises pour qu'elles soient plus transparentes et « vertueuses », qu'à minima elles communiquent leur empreinte carbone et l'impact d'un scénario 2 °C. Une petite révolution s'est jouée en mai 2017 lors de l'assemblée générale d'Exxon Mobil, premier producteur mondial de pétrole et de gaz, réputé pour son opacité.

Après un rejet en 2016, une résolution a été adoptée à 62,3%, imposant au pétrolier de publier un rapport sur les risques financiers liés au changement climatique. Ces décisions n'en ont que plus de poids quand elles viennent de géants de la gestion d'actifs comme Vanguard ou BlackRock, le numéro un assis sur 5000 milliards de dollars d'encours. Rien moins que deux fois le PIB français ! Conscient du risque climatique, BlackRock rejoint des coalitions d'investisseurs qui demandent aux entreprises de véritables stress tests climatiques et des plans d'action.

Les financiers le reconnaissent, la difficulté méthodologique est de quantifier le risque. Quid d'une usine installée sur une zone côtière ? D'un changement de réglementation ? Du futur prix du carbone ? Des réserves non exploitées ? Les agences de notation y travaillent, chacune y va de son propre outil. Innovant en la matière, le cabinet de conseil Carbone 4 développe une boîte à outils qui cartographie les risques et note les entreprises, en croisant des données sur leurs activités et leurs installations avec l'évolution des aléas climatiques et les vulnérabilités sectorielles. Notes qui sont ensuite agrégées aux portefeuilles. La synthèse de Carbone 4 est alarmante : dans un monde à +4 °C, 11 % de l'économie mondiale serait menacée.

L'investissement de plus en plus vert

D'où l'urgence à investir. C'est l'autre volet de la finance verte : développer des instruments financiers qui flèchent le capital vers une économie bas carbone : énergies renouvelables, transports propres, efficacité énergétique... Si les montants restent modestes au regard des colossaux besoins de financement - évalués à 6000 milliards de dollars par an rien que pour les infrastructures, la palette d'instruments financiers se diversifie : fonds d'investissement verts ou ISG (investissement socialement responsable), obligations vertes, indices boursiers bas carbone basés sur les grandes indices.

Le principe, illustre Frédéric Samama, codirecteur de la clientèle institutionnelle de Amundi, est de garder la même composition sectorielle d'un indice, par exemple le MSCI Europe, en ôtant les entreprises les plus polluantes. « On arrive à réduire de plus de 50% l'empreinte carbone et l'exposition aux stranded assets (réserves fossiles à risque) pour une même rentabilité, jusqu'au jour où les entreprises qui polluent commencent à être pénalisées, générant alors une surperformance de ces indices. Et on l'observe déjà », avance-t-il.

Il met en avant l'initiative du Portfolio Decarbonization Coalition, créée par le fonds de pension suédois AP4, pionnier de la finance verte, et Amundi, sous l'égide des Nations unies : 28 investisseurs institutionnels et gérants d'actifs pesant 3600 milliards de dollars se sont engagés à aligner leurs portefeuilles avec une économie bas carbone pour près de 600 milliards de dollars.

Depuis quelques années, les obligations vertes ont le vent en poupe. Elles vont atteindre le niveau record de 130 milliards de dollars, émises par les banques de développement, les collectivités et les entreprises. Engie est l'entreprise privée qui compte le plus gros encours, 5,25 milliards d'euros. La France a pris le leadership cette année en lançant, en janvier dernier, la plus importante obligation souveraine de 7 milliards d'euros. Elle compte aussi 21 % des fonds verts européens. Le gouvernement a promis la création d'une commission indépendante sur les obligations vertes pour flécher les investissements. C'est tout l'enjeu de ces nouveaux instruments : définir des critères clairs pour vérifier leur impact positif sur le climat. S'il existe des standards, définis par les acteurs du marché comme les « green bonds principles », il faut améliorer la normalisation et le contrôle.

Les pouvoirs publics en première ligne

Pour imposer la transparence et la normalisation, les pouvoirs publics ont un rôle à jouer. Les professionnels le reconnaissent, la France fait figure de pionnière avec l'article 173, inscrite dans la loi de Transition écologique et énergétique (TEE) de 2016 qui pousse les gérants d'actifs à un reporting climat, à communiquer sur la prise en compte des paramètres environnementaux et sociaux dans leur politique d'investissement. « Ce n'est pas coercitif mais il y a un effet d'entraînement », note Hervé Guez, directeur de la recherche chez Mirova, l'affilié de Natixis Investment Managers dédié à l'investissement responsable. Depuis sa création en 2014, les encours sont passés de 4 à 9 milliards d'euros.

« L'investissement ISR ne présente encore qu'un petit marché, ajoute-t-il, à peine 1 à 2 % de l'épargne totale. Il y a un effort à faire de pédagogie via les réseaux de distribution », ajoute le gestionnaire qui plaide pour plus de labels. « L'article 173 a bouleversé la gestion d'actif, il faudrait le porter au niveau européen, insiste de son côté Isabelle Cabie de Candriam. Il y a un véritable tournant dans le marché, il ne faut pas grand-chose pour l'accélérer ». La vague verte n'est toutefois pas une déferlante, elle se heurte encore à des résistances, entre les vues souvent court-termistes de la finance et le climat sceptique Donald Trump. Le rebond des émissions mondiales de CO2 l'an dernier n'est pas un bon signal...

Le Figaro

Paris capitale du climat, deux ans après la COP21

Par Anne Cheyvalle | 11 décembre 2017

Le One Planet Summit s'ouvrira le 12 décembre à Paris et aura pour objectif d'intéresser les entreprises au financement des actions climatiques.

Donner un nouveau souffle à la transition écologique deux ans après la COP 21. Tel est l'enjeu de cette semaine, où Paris se transforme en capitale du climat, avec une série d'événements. Point d'orgue, un sommet des chefs d'État se tient mardi dans la nouvelle Scène musicale sur l'île Seguin, à Boulogne-Billancourt, organisé conjointement par la France, la Banque mondiale et l'ONU.

Emmanuel Macron a voulu marquer, jour pour jour, les deux ans de l'accord de Paris. Après un déjeuner à l'Élysée, le président emmènera la délégation en Bateau-Mouche, aux côtés d'Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies, et Jim Yong Kim, président de la Banque mondiale. Plus d'une centaine de chefs d'État et de gouvernement sont invités, à l'exception du climat sceptique **Donald Trump qui a annoncé le retrait des États-Unis de l'accord.** Plusieurs dirigeants africains seront présents - l'Afrique est particulièrement exposée aux risques climatiques - et la Chine sera représentée par le négociateur de l'accord de Paris. Narendra Modi, le président indien, ne fera pas le déplacement en raison d'élections locales test.

Il ne s'agit pas d'une nouvelle COP, précise l'Élysée : « Le One Planet Summit est plus spécifiquement consacré au financement des actions climatiques. » L'objectif est de provoquer « un nouveau sursaut de tous les acteurs publics et privés ». Les émissions de CO2 reparties à la hausse l'an dernier sonnent comme un coup de semonce de l'urgence à agir.

« Un acte rationnel »

Le monde de la finance joue un rôle clé pour contenir le réchauffement de la planète à deux degrés, objectif de l'accord de Paris. Ses acteurs se retrouvent, ce lundi à Bercy, pour une troisième édition du « climate finance day » avec plusieurs annonces à la clé. La surenchère a déjà commencé ces derniers jours entre banques et assurances.

« 2015 a acté le principe de réorientation des flux, 2016 a marqué le passage à l'action. Ce nouveau rendez-vous doit accélérer la mobilisation et les engagements », lance Gérard Mestrallet, ex-PDG d'Engie et président de Paris Europlace, l'association qui représente la place financière de Paris. Il ouvrira les débats, en présence de Nicolas Hulot, le ministre de l'Écologie, avec sa double casquette d'énergéticien et de financier, insistant sur les risques. « Il ne s'agit pas seulement de protéger la planète, les biens de nos enfants, mais c'est un acte rationnel de protection des actifs financiers », précise-t-il.

Un montant record de 130 milliards de dollars

L'enjeu est bien de rediriger les milliers de milliards détenus par les grands épargnants, fonds de pension, gestionnaires d'actifs, banquiers et assureurs vers une économie bas carbone. La finance a plusieurs leviers pour agir : sortir progressivement des énergies les plus nocives pour la planète et investir sur des projets « verts » : énergies renouvelables, transports propres, efficacité énergétique, agriculture durable... Le mouvement « Divest Invest » met à jour en continu les engagements de sortie d'énergie fossile qui s'élèvent à 5200 milliards de dollars. Les instruments financiers se développent : fonds d'investissement ESG (environnement, sociétal et gouvernance), indices boursiers bas carbone, obligations vertes.

Les émissions vont atteindre cette année un montant record de 130 milliards de dollars. La France, qui a lancé cette année la plus importante obligation souveraine, 7 milliards d'euros, veut jouer le rôle de leader et s'imposer capitale de la finance verte. Ces outils verts ne sont qu'une goutte d'eau face aux immenses besoins qui se chiffrent en milliers de milliards chaque année. Autre défi, améliorer la transparence et les standards pour s'assurer de leur réel impact positif sur le climat. C'est un vrai changement de paradigme qu'il faut pour limiter le réchauffement à deux degrés.

Le Figaro

Plus de transparence dans la finance verte ?

Par Le Figaro.fr | 12 décembre 2017

La France met en place de nouvelles initiatives "pour soutenir et développer" la finance verte au niveau national et accroître la transparence des investissements verts, a annoncé lundi le ministre de l'Economie Bruno Le Maire. "Le changement climatique est un risque financier majeur. Il expose les banques, il expose les assurances, il expose tous les acteurs financiers à des aléas financiers très significatifs" et "il est indispensable que nous fassions la transparence", a plaidé le ministre, qui concluait à Paris le Climate Finance day, une conférence rassemblant les principaux bailleurs de fonds mondiaux. Le gouvernement a ainsi mis en place une "charte des investisseurs publics français en faveur du climat", qui impose aux acteurs concernés (Caisse des dépôts, Bpifrance, portefeuille des participations de l'Etat, fond de réserve des retraites, etc.) d'intégrer désormais dans leur politique d'investissement "des critères d'impact climatique", a détaillé M. Le Maire.

Ces acteurs publics, qui représentent près de 600 milliards d'euros d'encours investis, devront aussi "inciter" les entreprises qu'ils financent à "améliorer" leur politique vis-à-vis du climat. Le gouvernement veut également permettre aux Français de mobiliser leur épargne en faveur du climat. Pour ce faire, "tous les contrats d'assurance-vie pourront désormais bénéficier d'un support en unités de compte labellisé climat" a annoncé M. Le Maire. Dans la même logique, la Caisse des dépôts devra également s'assurer que les sommes placées dans le livret de développement durable et solidaire (LDDS, plus de 100 milliards d'euros) sont bien utilisées en faveur du climat.

Avec une émission de dette verte de 7 milliards d'euros début 2017, la France a été le premier Etat à émettre une obligation verte de cette taille et pour "donner des preuves" que les financements qui en découlent sont vraiment verts, le gouvernement a installé ce lundi un conseil d'évaluation qui, là encore, vérifiera la direction des fonds investis, a annoncé M. Le Maire. Par ailleurs, "l'Etat vient de réémettre cette obligation jeudi dernier pour un montant d'encours qui atteint désormais près de 10 milliards d'euros", et la France poursuivra cette opération l'année prochaine, a-t-il indiqué. "Face à des acteurs financiers qui trop souvent sont de courte vue, la transparence doit permettre de remettre de la perspective", a défendu Bruno Le Maire.

Au niveau européen, la France souhaite que l'Union européenne fasse siennes les recommandations d'un groupe de travail du G20, mené par l'ancien maire de New York Michael Bloomberg et le gouverneur de la Banque d'Angleterre Mark Carney sur la transparence des entreprises face au risque climatique. "Je souhaite que ces standards de 'reporting' climatique et d'identification des actifs verts soient développés au niveau européen", a dit le ministre.

Challenges

La finance peut-elle se racheter une conduite en étant verte et durable ?

Par Thuy-Diep Nguyen | 12 Décembre 2017

Conviés au Climate Finance Day, à Bercy, les ténors de la finance ont fait feu de tout bois en multipliant les annonces et engagements en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique. Simple greenwashin ou mouvement de fond? Cécilia de Pierrebourg, vice-présidente de Reputation Institute France, cabinet expert en marque et réputation des entreprises, livre son analyse.

Ce n'est pas sur le terrain de la lutte climatique que la finance va redorer son blason

Les ténors de la finance mondiale multiplient leurs engagements contre le réchauffement climatique. Pas forcément payant en termes d'image.

Branle-bas le combat ! Alors que le gratin de la finance mondiale s'est réuni lundi 11 décembre pour le Climate Finance Day, troisième du genre, à Bercy, les grands acteurs multiplient les initiatives pour une industrie financière plus verte: 100 milliards d'euros de contribution sur quatre ans pour la transition énergétique annoncée par la Société Générale ; abandon des investissements dans les sables bitumineux dans le monde et du pétrole dans l'Arctique par Natixis, fonds dédié chez Amundi... Emmanuel Macron le répète à l'envi : il veut faire de Paris "la capitale de la finance verte et durable". L'occasion rêvée pour la finance mondiale de faire feu de tout bois et redorer (enfin) son blason aux yeux du grand public? Pas gagné, si l'on en croit l'analyse de Cécilia de Pierrebourg, vice-présidente et directrice du conseil au sein de Reputation Institute France. Expert en image et des marques, le cabinet publie chaque année le palmarès Reprtrack des meilleures réputations du Cac 40.

L'environnement, la transition énergétique, le climat... Euréka, la finance mondiale a trouvé une nouvelle martingale pour se racheter une conduite auprès de l'opinion ?

Evidemment, pour la finance, comme pour tous les secteurs, le climat c'est la bonne affaire pour l'image. Donc oui, il y a forcément un brin d'opportunisme chez ces acteurs qui se raccrochent aujourd'hui à ce thème. Mais il y a aussi de vraies démarches et c'est plutôt une bonne chose que les ténors de l'industrie financière endossent enfin leur responsabilité en dirigeant leurs investissements vers la finance durable. Ils ont compris qu'ils devaient être des acteurs, un moteur du changement. Reste à savoir si, en termes d'image, cette industrie est vraiment attendue sur le sujet et si leurs engagements sont un élément porteur pour leur réputation.

Vous voulez dire que l'opinion n'attend pas forcément la finance sur le terrain de l'engagement climatique ?

Pas autant qu'on pourrait le croire. On le constate dans notre étude : sur près de 25 critères pour jauger les acteurs de la finance, l'engagement et un comportement responsable en matière d'environnement n'arrivent qu'en douzième position, bien loin derrière la qualité des produits et des services, et le fait de répondre aux besoins du consommateur ! Il en va de même aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, où le comportement environnemental se perd aussi dans les limbes des critères (respectivement dans les 14ème et en 16ème rangs). Sans doute la facture du passé et de la crise financière : dans la finance, c'est encore et toujours les sujets d'éthique et de gouvernance qui priment dans la réputation. Quand les éléments qui composent l'image citoyenne – l'engagement pour le climat, le soutien aux grandes causes ou encore l'influence positive sur la société – arrivent en dernier dans l'esprit des gens. On attend d'abord des banques et des assureurs qu'ils aient un comportement éthique. Dans la finance, comme dans toute l'économie, l'éthique prend d'ailleurs une part croissante dans l'image des entreprises.

Alors, beaucoup de bruit... pour rien ?

Non car, encore une fois, la finance est tenue de donner le tempo. Si ces acteurs ne revoient pas leurs investissements, comment voulez-vous que les choses bougent dans les autres industries ? Et, même si on ne les attend pas forcément sur ce terrain, l'opinion publique est tout de même de plus en plus exigeante sur le sujet. Pour leur image sur le long terme, ils ne peuvent pas passer à côté. Pour l'instant d'ailleurs, aucune marque financière en France ne se distingue réellement en la matière. BNP Paribas, Société Générale, BPCE... elles sont toutes dans un mouchoir de poche dans notre palmarès et relativement mal classées, au regard de secteurs comme l'énergie ou l'industrie lourde très BtoB, réputés polluants. En somme, leur image est tellement faible sur le sujet – moins d'une personne interrogée sur cinq estime que les acteurs de la finance ont un rôle à jouer sur les sujets environnementaux – que ces marques ne peuvent que s'améliorer ! Et la moindre initiative aura un effet booster. Il sera d'ailleurs intéressant, après la ribambelle d'initiatives annoncées ces jours-ci, de constater dans le palmarès des réputations du Cac 40 de l'an prochain, si la réputation de la finance progresse sur ce terrain. Ou pas.

La Croix

« One Planet Summit » : la finance se met au vert

Par Antoine d'Abbundo | 12 Décembre 2017

La transition économique vers une économie « bas carbone » nécessite énormément d'argent.

La « finance verte » se développe pas à pas.

« Nous appelons à la fin immédiate de tout investissement dans de nouveaux projets de production et d'infrastructures de combustibles fossiles, et encourageons à une hausse significative du financement des énergies renouvelables. »

L'exhortation lancée par près de 80 économistes de renommée mondiale quelques jours avant le « One Planet Summit » qui s'ouvre mardi 12 décembre à Paris – initiative du président Macron appuyée par les Nations unies et la Banque mondiale – est on ne peut plus claire.

Si l'on veut que l'objectif de maintenir la hausse des températures dans la limite des 2 °C, gravé dans l'accord de Paris fin 2015, ne reste pas lettre morte, alors il faut un changement radical de nos façons de produire, de nous déplacer, de nous chauffer, de nous nourrir.

Mais pour opérer cette transition vers une économie bas carbone, c'est-à-dire peu émettrice de gaz à effet de serre, il faut de l'argent, beaucoup d'argent. En 2016, la commission internationale New Climate Economy a évalué les besoins mondiaux de financement d'infrastructures « durables » à 90 000 milliards de dollars d'ici à 2030 – 5 110 milliards d'euros par an...

« Il faut multiplier et accélérer les investissements verts »

On en est loin : selon une étude de l'organisation Climate Policy Initiative, les flux destinés à l'objectif climatique ont atteint le point haut de 372 milliards d'euros en 2015, avant de refluer à 326 milliards l'an dernier.

À l'échelle de la France, le différentiel a beau être moindre, il reste important. Selon le laboratoire d'idées I4CE, le plan national bas carbone nécessite 60 milliards d'euros par an, quand les dépenses plafonnent à 32 milliards d'euros en 2016.

La conclusion s'impose d'elle-même : « Il faut multiplier et accélérer les investissements verts », souligne Pierre Ducret, président d'I4CE et coauteur du rapport Pour une stratégie française de la finance verte remis mercredi dernier au ministre de l'économie, Bruno Le Maire.

« Rassembler les acteurs du public et du privé ; réorienter les instruments financiers pour verdir l'économie ; montrer qu'il existe déjà des solutions concrètes ; encourager l'esprit d'innovation et la solidarité entre pays, c'est précisément la raison d'être de ce One Planet Summit », explique-t-on à l'Élysée.

Les entreprises françaises montrent la voie

« Ce rendez-vous est un moment crucial pour réaffirmer l'ambition de la communauté internationale et restructurer en conséquence l'architecture financière mondiale », insiste Nick Nuttall, porte-parole des Nations unies.

Lundi 11 décembre, lors du « Climate Finance Day » qui inaugurerait cette séquence de mobilisation générale, les entreprises tricolores ont montré la voie en réaffirmant, au siège du Medef, leur engagement en faveur du climat. « Elles sont désormais 91, représentant 1 500 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 6 millions d'emplois, à investir massivement pour produire bas carbone, souligne Gilles Vermot-Desroches, directeur du développement durable chez Schneider Electric. Nombre de dirigeants ont compris que l'enjeu climatique n'était plus une contrainte mais une opportunité de business. »

En témoigne la courbe de progression des green bonds, ces « obligations vertes » émises pour financer des projets qui ont un impact environnemental positif dans des domaines aussi variés que les énergies renouvelables, les transports à faibles émissions de CO2 ou la gestion des déchets.

« Dix ans après son lancement, ce marché dépasse désormais sur une année pleine la barre symbolique des 100 milliards de dollars – 85 milliards d'euros –, tous émetteurs confondus : entreprises, États et institutions multilatérales », précise Olivier Vietti, gérant obligataire chez AXA IM.

Une finance verte pas encore assez verte

Phénomène mondial, cette finance verte connaît un développement important en Europe qui contrôle la moitié du marché. Et si la Chine reste le premier émetteur national, elle est immédiatement talonnée par la France, qui détient 21 % du stock mondial, devant les États-Unis.

« Si l'on compare au total des besoins, les obligations vertes restent un marché de niche qui a besoin d'être structuré et régulé, reconnaît Olivier Vietti. Mais la dynamique est là. Elles s'imposent comme un outil essentiel pour répondre au défi du changement climatique. »

Mais, pour que la finance devienne plus verte, il faut d'abord qu'elle renonce à financer du « brun », autrement dit qu'elle se retire des énergies fossiles. Ce qui n'est pas gagné. « Au vu des financements actuels, l'économie pousse le thermomètre à 4 °C d'ici à la fin du siècle. Pour éviter la catastrophe, il faudrait laisser sous terre un tiers du pétrole, la moitié du gaz et 80 % du charbon », explique Anne-Catherine Husson-Traoré, directrice générale du centre de recherches Novethic.

Des avancées insuffisantes pour les ONG

Pour y parvenir, diverses coalitions d'investisseurs ont vu le jour ces dernières années qui appellent leurs membres à « nettoyer » leurs portefeuilles des actifs les plus polluants. Certains d'entre eux viennent de lancer une nouvelle initiative, le « Climate Action 100+ », visant à mettre sur liste noire les 100 entreprises les plus émettrices de CO₂.

« De même, de grandes banques choisissent de diminuer ou de cesser leur participation aux projets d'énergie fossile », souligne Anne-Catherine Husson-Traoré. En octobre dernier, BNP Paribas a ainsi annoncé qu'elle ne financerait plus d'activités liées au pétrole ou au gaz de schiste. Le dernier rapport Banking on Climate Change montre ainsi que le financement des projets « extrêmement néfastes pour le climat » a baissé de 22 % en 2016 par rapport à 2015.

Pour les ONG, ces avancées sont insuffisantes. Dans une note publiée lundi 11 décembre, intitulée « Noir Dessein », les Amis de la Terre pointent ainsi le fait que les financements charbon des quatre grandes banques françaises se sont élevés à 8,5 milliards d'euros entre 2015 et 2016. « Il est urgent que les banques s'inscrivent dans une trajectoire de transition en excluant leur soutien à ce secteur », plaide Lucie Pinson, chargée de campagne sur les finances privées.

Une finance méconnue mais qui suscite un vif intérêt

Pour le collectif Réseau action climat, ce One Planet Summit est l'occasion de rappeler les trois priorités à mettre en œuvre. « D'abord, tenir la promesse faite par les pays riches de mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 pour aider les pays du sud à faire face au changement climatique. Ensuite, s'assurer que pas un euro de plus d'argent public ne va aux énergies fossiles. Et mettre enfin en œuvre la taxe européenne sur les transactions financières discutée depuis 2012 et qui pourrait rapporter 22 milliards d'euros par an », souligne Armelle Le Comte, d'Oxfam France.

Un dernier point sur lequel quatre ministres, dont celui de l'économie, Bruno Le Maire, et celui de la transition écologique, Nicolas Hulot, se sont engagés, dimanche 10 décembre, à s'employer.

Pris entre les effets d'annonce, les déclarations contradictoires et la complexité technique des sujets, le citoyen peine à s'y retrouver. 90 % des Français avouent qu'ils ne connaissent pas ou peu ce que recouvre la finance durable, selon un récent sondage de l'assureur Aviva.

Mais l'enquête révèle aussi un vrai intérêt pour le sujet : 62 % des sondés, soit 21 millions d'épargnants, se disent prêts à investir dans des placements plus responsables et plus respectueux de l'environnement. Reste à passer à l'action.

La Croix

« One Planet Summit », Paris accueille le sommet de la finance « verte »

Par Antoine d'Abbundo | 11 Décembre 2017

Deux ans après l'accord de Paris sur le climat, l'Élysée organise le « One Planet Summit », avec de nombreux événements lundi 11 et mardi 12 décembre. Objectif : accélérer les investissements en faveur d'une économie bas carbone.

Deux ans, jour pour jour, après l'adoption de l'accord de Paris et trois semaines après la COP 23 à Bonn, en Allemagne, les dirigeants politiques et les acteurs économiques du monde entier ont rendez-vous à Paris pour un nouveau sommet destiné à relancer une action climatique encore très insuffisante.

Une initiative du président Macron

Au programme de cette initiative lancé par le président Emmanuel Macron et appuyée par les Nations unies et la Banque mondiale, un sujet clé : comment orienter la finance mondiale vers les investissements « verts » pour assurer la transition vers une économie bas carbone.

En 2015, la communauté internationale s'est en effet engagée à limiter la hausse des températures à 2 °C. Mais cet objectif reste conditionné à la mise en place de financements de projets pour réduire les émissions de CO₂. Un montant estimé à 6 000 milliards de dollars par an au bas mot, soit 5 000 milliards d'euros

L'autre promesse à honorer a été faite en 2009 à Copenhague, lorsque les pays riches ont promis de mobiliser 100 milliards de dollars soit 85 milliards d'euros par an à l'horizon 2020 pour aider les pays du sud à faire face au changement climatique.

Rendez-vous sur l'île Séguin

Pour faire les comptes et orienter les flux financiers dans la bonne direction, une cinquantaine de chefs d'État et de gouvernement, mais aussi de grands acteurs économiques des secteurs public et privé, sans oublier les ONG, ont rendez-vous pour un One Planet Summit qui se tiendra mardi 12 décembre sur l'île Séguin, à l'ouest de la capitale.

Cette réunion au sommet sous l'égide de l'Élysée, sera précédée, la veille, de plusieurs événements qui l'auront préparée. Ainsi, lundi 11 décembre, au siège du Medef, où 91 entreprises françaises devraient rendre public leur plan en faveur du climat.

Au même moment, à Bercy, les grandes banques de développement multilatérales ou nationales, dont l'Agence française pour le développement (AFD), formuleront de nouveaux engagements pour accroître leurs financements climat.

Dîner officiel à l'Élysée

L'après-midi du lundi, toujours à Bercy, le Centre de conférence Pierre Mendès France abritera le Climate Finance Day piloté le ministère de l'économie avec Paris Europlace et Finance for Tomorrow, deux organisations tricolores qui ne cachent pas leur ambition d'inscrire Paris comme l'une des places fortes en Europe de la finance verte.

Le One Planet Summit qui suivra, le 12 décembre, sera organisé autour de quatre tables rondes qui occuperont toute une matinée conclue par un déjeuner officiel servi à l'Élysée. « L'après-midi sera l'occasion de présenter une douzaine de projets en cours en matière de financements verts à travers le monde et de faire dialoguer les acteurs étatiques et la société civile », promettent les services du président Emmanuel Macron.

Le vœu du pape François

Celui-ci devrait clore les débats par un discours qui récapitulera les 12 engagements pris lors de ce sommet qui se veut « pragmatique et concret ».

Dans une déclaration prononcée dimanche 10 décembre, le pape François a souhaité que ce rendez-vous favorise « une claire prise de conscience sur la nécessité d'adopter des décisions réellement efficaces pour contre les changements climatiques et, dans le même temps, combattre la pauvreté. »

L'Usine Nouvelle

A Paris, grand brainstorming et petits pas pour développer la finance verte

Par Arnaud Dumas | 12 Décembre 2017

Le troisième Climate finance day est placé sous le signe de l'accélération de l'effort des acteurs de la finance. Les actions mises en place ne sont pas encore suffisantes et doivent être multipliées. Industriels, banques, investisseurs ont profité de cette journée, juste avant le One Planet Summit, pour faire part de nouveaux engagements.

A Paris, grand brainstorming et petits pas pour développer la finance verte Neuf entreprises ayant émis des Green bonds pour un montant total de 26 milliards d'euros ont annoncé lors du Climate finance day leur engagement de stimuler ce marché.

Le troisième Climate finance day aura-t-il autant de retentissement que le premier ? Cette journée dédiée à la finance verte, organisée par le ministère de l'Economie et Paris Europlace, se tient le lundi 11 décembre, juste avant le One Planet Summit lancé par Emmanuel Macron.

En 2015, quelques mois avant la COP 21, la première édition de cette journée mondiale dédiée à la finance verte avait marqué le point de départ de l'engagement des investisseurs en faveur du climat. Axa, l'assureur français, s'était notamment distingué en étant l'un des premiers à annoncer son désengagement partiel du financement du charbon.

Depuis, les initiatives des acteurs de la finance publique et privée se sont multipliées. "Mais ces premiers efforts ne sont pas suffisants, le réchauffement climatique est toujours en cours, souligne Gérard Mestrallet, le président de Paris Europlace et président du conseil d'administration d'Engie. Les besoins de financements sont énormes pour atteindre les objectifs fixés par l'ONU, entre 5 et 7 000 milliards de dollars par an."

Les acteurs de l'économie ont profité du Climate finance day pour avancer leurs solutions. La massification du marché des obligations vertes, cet outil le plus visible pour le financement de la transition énergétique, rassemble notamment tous les suffrages.

Augmenter le marché des green bonds

Neuf entreprises ayant émis des Green bonds pour un montant total de 26 milliards d'euros ont annoncé lors du Climate finance day leur engagement de stimuler ce marché. Parmi ces industriels se trouvent EDF, Engie, SNCF réseau, Paprec et Icade. Ils s'engagent à continuer de faire appel à ce segment de marché sur le long terme, à le placer au cœur de leur stratégie de financement et à inciter leurs pairs à faire plus appel à ce marché encore récent.

"Les green bonds donnent l'opportunité de diversifier ses financements et d'atteindre des investisseurs spécialisés dont les intérêts sont alignés aux nôtres", explique Judith Hartmann, la directrice financière d'Engie.

La France, l'un des premiers Etat à avoir émis une obligation verte souveraine, vient d'ailleurs de renouveler le Green bonds émis en début d'année. De 7 milliards d'euros, il est passé la semaine dernière à 10 milliards d'euros. "Je souhaite que cette obligation verte se poursuive et reste liquide sur la durée", a confié Bruno Le Maire, le ministre de l'Economie. Il a également annoncé l'adhésion de la France aux "Green bonds principes", cette association qui vise à standardiser le reporting sur les investissements verts réalisés.

Mais les Green bonds demeurent encore un outil marginal. Ce marché devrait atteindre 130 milliards d'euros cette année, ce qui représente moins de 2 % du marché obligataire mondial. La Chine, le deuxième émetteur mondial de Green bonds, voit bien plus grand pour ces emprunts verts. "Le défi de ce marché, même s'il grandit vite, c'est qu'il reste toujours petit, confirme Ma Jun, le conseiller spécial du gouverneur de la banque centrale de Chine. Je pense qu'il devrait représenter 10 à 20 % du marché obligataire mondial, voire plus."

Favoriser les financements verts

L'Etat français a présenté de nouveaux outils pour orienter l'épargne vers la finance verte. "Tous les contrats d'assurance vie pourront bénéficier d'un support en unités de compte labélisé climat", déclare Bruno Le Maire. Il a également annoncé que toutes les sommes collectées au titre du livret de développement durable et solidaire seraient désormais affectées au financement de projets verts.

Les institutions financières prennent aussi de plus en plus de mesures pour verdir leurs comptes. Natixis prévoit de mettre en place un mécanisme de "green incentive", pour favoriser les financements en fonction du risque environnemental. "Tout le

monde veut investir plus dans la finance verte, s'il y a une incitation à le faire, cela peut aller plus vite, explique Laurent Mignon, le PDG de Natixis. A la fin 2018, nous l'aurons implémenté en interne."

Les gestionnaires d'actifs, quant à eux, travaillent de plus en plus en direct avec les entreprises dans lesquelles ils investissent pour infléchir leur stratégie. "Une part croissante de notre travail consiste à s'engager en direct auprès de nos participations, confie Philipp Hildebrand, le vice-président de Blackrock. Il s'agit d'un travail tout au long de l'année avec le conseil d'administration ou le management. Si l'entreprise ne bouge pas, nous continuons d'aller la voir. Le vote en assemblée générale est le dernier outil à utiliser."

Travailler sur les indices boursiers

Les investisseurs souhaitent enfin que les indices boursiers évoluent pour prendre en compte les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Ces indices permettent de créer les véhicules financiers dans lesquels les grands investisseurs misent leur argent. "Si les fournisseurs d'indices ne répondent pas à cette demande, alors les gestionnaires d'actifs finiront par créer eux-mêmes leurs outils", prévient le vice-président de Blackrock, l'un des plus gros gestionnaires d'actifs mondiaux.

L'Usine Nouvelle

One planet summit, Agora Industrie, Galileo... Que se passe-t-il dans l'industrie cette semaine ?

Par Léna Corot | 10 Décembre 2017

One planet summit

Deux ans jour pour jour après l'accord historique de Paris, le One planet summit, voulu par Emmanuel Macron, doit permettre de remobiliser les Etats pour lutter contre le réchauffement climatique. Plusieurs représentants de l'Union européenne et de la commission prévoient de se rendre à Paris, le 12 décembre, pour démontrer l'engagement de l'Europe sur le climat.

La veille, le Medef présentera plus de 60 entreprises françaises, toutes tailles et tous secteurs confondus, qui s'engagent concrètement pour lutter contre le changement climatique. Une conférence aura ensuite lieu sur le thème "Territoires, entreprises, opérateurs financiers : des solutions concrètes pour le climat".

En marge du One planet summit, des entrepreneurs qui innovent pour lutter contre le réchauffement climatique se retrouveront à Station F lundi 11 décembre à l'occasion de la Tech for planet. Se tiendra aussi une conférence organisée par l'Ademe et le SER, à la Maison de l'Unesco (Paris) sur le thème "Energies renouvelables : les entreprises engagées pour le climat" portant sur les solutions que peuvent apporter les énergies renouvelables dans l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris.

Agora Industrie

Mardi 12 décembre, se tient l'Agora Industrie à la Maison de la Mutualité à Paris qui se définit comme un forum de dialogue et de propositions concrètes sur les métiers, compétences et organisation du travail dans l'industrie du futur. Acteurs publics et privés, organisations de salariés et patronales représentatives, jeunes et salariés vont s'interroger autour du thème de "l'Homme au cœur de l'industrie du futur".

Mais aussi...

La 3ème édition du Climate finance day qui a pour objectif d'accélérer la mobilisation internationale sur le financement de la lutte contre le changement climatique se tient au Centre de conférence Pierre Mendès-France (Paris) lundi 11 décembre.

La FIEEC, WE Network, l'ACSIEL, le SNESE et le SPDEI présentent et remettent la feuille de route de l'industrie électronique du futur mardi 12 décembre au siège de la Fédération des industries électriques, électroniques et de communication à Paris.

La cité des sciences et de l'industrie à Paris, va accueillir le forum emploi maths (FEM) jeudi 13 décembre. L'objectif est de connecter les étudiants et les formations en mathématique aux besoins des entreprises. L'occasion d'aller à la rencontre d'entreprises et de laboratoire ou de participer à une table ronde réunissant Olivier Bousquet, Axelle Lemaire et Cédric Villani.

Jeudi 14 décembre, au Medef (Paris), 350 décideurs seront réunis autour de 40 intervenants pour échanger sur les tendances social media, partager leurs conseils, présenter des campagnes et bonnes pratiques dans leurs secteurs à l'occasion du Future of social marketing & business.

Les évènements à suivre

Lundi 11 décembre, les 45 membres du conseil exécutif du Medef voteront à bulletins secrets pour dire si, oui ou non, ils souhaitent interpréter ou changer les statuts, pour permettre une candidature de Jean-Dominique Senard qui aura dépassé l'âge limite pour se présenter à la présidence du Medef au départ de Pierre Gattaz.

Des salariés de Gemalto appellent à la grève mardi 12 décembre sur le site de Gemenos suite à l'annonce du projet de réorganisation faite fin le novembre par le spécialiste de l'identité numérique. Gemalto va supprimer 288 postes, soit près de 10% des effectifs français du groupe, sur les sites Gémenos et La Ciotat dans les Bouches-du-Rhône, et Meudon dans les Hauts-de-Seine.

Un nouveau lancement pour Ariane 5 mardi 12 décembre. La fusée décollera depuis le pas de tir de Kourou en Guyane à 19h36 heure de Paris afin de mettre en orbite cinq satellites de la constellation Galileo, le programme européen de navigation par satellites, pour le compte de l'Agence spatiale européenne (ESA) et de la Commission européenne.

Mercredi 13 décembre, la ministre chargée des Transport Elisabeth Borne va s'occuper de clôturer les Assises nationales de la mobilité. Alors que le secteur des transports est en pleine révolution la ministre a souhaité interroger les différents acteurs du secteur et écouter leurs propositions afin d'enrichir la nouvelle loi d'orientation qui sera dévoilée début 2018. Quelles propositions ressortiront de ces Assises ?

Mercredi 13 décembre, le rapport des médiateurs sur le transfert d'aéroport de Nantes-Atlantique à Notre-Dame-des-Landes est remis au gouvernement.

Lors du Conseil européen du vendredi 15 décembre, les dirigeants de l'Union européenne devraient valider l'accord trouvé entre le Royaume Uni et la Commission européenne sur les grandes lignes du divorce du pays avec l'UE afin d'entrer dans la phase 2 des discussions devant définir les relations futures de l'UE avec Londres.

Les Echos Start

Finance verte : tout ce qu'il faut savoir sur les green bonds

Par Esther Attias | 11 Décembre 2017

Ce lundi, la Climate Finance Day a réuni chefs d'entreprise, membres de gouvernement et institutions internationales à Paris pour mobiliser les acteurs de la finance autour du réchauffement climatique. La France se distingue par son leadership en matière de green bonds. Explications.

La Climate Finance Day a lieu la veille du One Planet Summit, sommet plus vaste réunissant les leaders internationaux autour du réchauffement climatique à l'initiative de l'Elysée.

Encadré par le Ministère de l'Economie et des Finances, le Climate Finance Day veut renforcer le marché des obligations vertes - "green bonds" en anglais - en proposant des éléments de mesure et de structure du marché.

Qu'est-ce que la finance verte ?

La finance verte représente le marché des obligations vertes. Selon le ministère de la Transition écologique et solidaire, une obligation verte est "un emprunt émis sur le marché par une entreprise ou une entité publique auprès d'investisseurs pour lui permettre de financer ses projets contribuant à la transition écologique et le développement d'infrastructures". C'est une alternative au crédit bancaire.

Il s'agit, pour les collectivités et les institutions financières, de financer des projets ayant trait aux énergies renouvelables, à l'efficacité énergétique, à la gestion durable des déchets et de l'eau, à l'exploitation durable des terres, ou encore au transport propre. Et donc de se détourner d'investissements en énergies fossiles polluantes.

En France, les entreprises comme SNCF, Engie, EDF, AXA, la Caisse des Dépôts, entre autres, reverdissent leur image en misant sur les green bonds. A l'échelle mondiale, la moitié des émissions de ces obligations proviennent du secteur public, 30% des entreprises et 20% des institutions financières, selon l'association Climate Bonds Initiative, promouvant les obligations vertes et proposant une série de critères pour les définir.

Une réglementation floue

Malgré une définition de principe, "aucun standard précis ne caractérise la dimension environnementale des projets financés," rappelle le Ministère de la Transition écologique et solidaire. Manque de transparence, absence de définition standardisée et de cadrage des normes, doutes quant à la fiabilité des informations transmises et des suivis posent la question de l'efficacité des "green bonds" dans leur mission initiale.

Des ambiguïtés qui font craindre le risque de greenwashing - cette stratégie marketing qui donne une image éco-responsable à une initiative en déconnexion de ses ambitions réelles.

Si des orientations générales et des standards ont bien été définis par diverses associations, elles n'ont pas suscité le consensus de la communauté internationale. La France a mis en place de son côté son propre label, le "label transition énergétique et écologique pour le climat", en 2015.

Un marché obligataire encore marginal

Le marché de l'obligation verte reste encore limité. Avec "quelque 221 milliards de dollars recensés à ce jour, le marché des obligations vertes fait toujours figure de Lilliputien au regard des 70.000 milliards d'encours de dette émis au niveau mondial," rapporte Joël Cossardeux des Echos. A ce jour, cela représente 0,01% de la totalité des produits financiers.

Cela est en partie dû à la jeunesse du marché. La Banque Centrale Européenne, 1ère émettrice d'obligations vertes, s'est lancée en 2007, suivie par la Banque mondiale l'année suivante. Quant à la France, elle a émis sa première obligation en 2014.

Mais ce marché se renforce à vitesse grand V depuis l'accord de Paris de décembre 2015 sur le climat. Alors qu'elle n'est pas finie, l'année 2017 affiche à ce jour 98,2 milliards de dollars de nouvelles émissions vertes, et leur nombre s'est accru de 27% en 2 ans, selon Green Bonds Initiative.

La France en quête d'un rôle diplomatique et financier

Justement. Depuis la COP21 en 2015, la France s'est dessinée un rôle de leader dans la lutte contre le réchauffement climatique. D'un point de vue financier, la place de Paris est en tête de file européenne sur le marché des obligations vertes. Elle est actuellement troisième mondiale, après les États-Unis (17%) et la Chine (14%), avec 13% des volumes et plus de 17 milliards de green bonds émis en 2017.

A lui seul, l'État français a émis une obligation de 7 milliards de dollars (sur les 17 milliards d'obligations françaises), ce qui montre bien sa détermination à montrer l'exemple et à susciter des vocations au sein de l'Union Européenne. L'Europe est ainsi la région la plus active, avec 57% des émissions des obligations vertes.

Dans une perspective diplomatique, tant le Climate Finance Day, le One Planet submit, que la cinquantaine d'initiatives pour le verdissement de l'économie nées dans le sillage de la COP21 montrent que l'Hexagone veut devenir un acteur international incontournable en matière énergétique. Ces événements sont également une riposte au retrait des États-Unis à l'Accord de Paris sur le Climat.

Les Echos

Le Livret de développement durable et solidaire a du mal à remplir ses missions

Par Sharon Wajsbrot | 16 Décembre 2017

Livret de développement durable, l'ambition était bien d'en faire un placement « vert ». Mais la réalité est toute autre.

« Une partie de l'argent placé par les épargnants dans leurs livrets « développement durable et solidaire » (LDDS) sert à financer l'industrie des énergies fossiles, dans une proportion non connue ». Cette alerte de l'ONG 350.org - formulée à l'occasion du Climate Finance Day pour sensibiliser les épargnants à l'usage qui est fait de leurs deniers - n'a surpris aucun banquier. Certes, lorsque le livret Codevi est devenu le Livret de développement durable, l'ambition était bien d'en faire un placement « vert ». Mais la réalité est toute autre.

En théorie, les avoirs placés sur ces LDDS doivent financer - pour au moins 10 % de la collecte - des prêts de rénovation énergétique de logements et pour au moins 80 % des prêts aux PME. Mais de l'aveu des banques elles-mêmes « *vérifier l'exacte application de ces obligations de réemplois est extrêmement difficile* ». Par ailleurs, la dynamique de croissance des prêts aux PME est telle qu'elle absorbe la grande majorité de la collecte.

Des obligations supplémentaires

Du coup, dans leur communication annuelle sur l'emploi de cette épargne, les banques se contentent de rappeler que l'encours de leurs prêts aux PME dépasse largement celui des Livret A et LDDS qu'elles portent à leurs bilans.

Déjà contraints sur la gestion de leurs liquidités par les régulateurs, les établissements bancaires ne sont pas demandeurs de nouvelles contraintes sur l'emploi de leurs ressources. D'autant que la loi Sapin 2 a déjà introduit des obligations supplémentaires de gestion des dépôts placés sur les LDDS.

Concrètement, les avoirs de ces livrets conservés aux bilans des banques devront aussi financer des entreprises de l'économie sociale et solidaire et les intérêts de ces supports d'épargne pourront faire l'objet de dons. Le décret d'application de la loi est toujours attendu par les professionnels du secteur.

Le risque d'effets d'aubaine

C'est sans doute la raison pour laquelle la réforme annoncée par le gouvernement ne vise pas les banques mais la Caisse des dépôts, qui centralise 60 % des dépôts du LDDS. L'institution publique finance en outre déjà la rénovation des bâtiments publics et la transition énergétique.

Il reste qu'« *il est difficile d'utiliser un seul produit d'épargne pour plusieurs objectifs. On risque in fine de privilégier certaines contraintes d'emploi ou de générer des effets d'aubaine, c'est-à-dire privilégier des projets économiquement moins viables pour atteindre des objectifs d'emploi* », avertit Laurent Quignon, économiste chez BNP Paribas. Il estime qu'il aurait été préférable de « subordonner l'incitation à la nature du projet plutôt qu'au type de ressources mobilisées ».

Forbes

Tech For Planet : Les Entreprises S'Engagent Pour Le Climat

Par Audrey Chabal | 12 Décembre 2017

Deux ans après la COP21 et la signature de l'Accord de Paris, Emmanuel Macron organise ce mardi 12 décembre le One Planet Summit. Objectif : « Make our planet great again ». A la veille de cet événement international, l'accélérateur NUMA organisait ce lundi à Station F les rencontres Tech For Planet. Avec pour mot d'ordre : « It's time to act ! ». Parmi les invités de marque, le président de Microsoft, les CEO de Suez et BNP Paribas, le créateur de Solar Impulse ou le CEO de Hyperloop. Mais aussi, le Président de la République Emmanuel Macron.

« Make our planet great again ». Si l'invective sonnait début juin comme un pied de nez à la barbe de Donald Trump après sa décision de retirer les Etats-Unis de l'accord de Paris sur le climat, la petite phrase s'est rapidement transformée en appel, et aujourd'hui, en projets. 18 pour être précis. Lundi soir, à Station F, Emmanuel Macron est venu saluer les 18 lauréats de son initiative « Make our planet great again ». Des chercheurs, en grande majorité américains (13), comme le montre la liste des lauréats. Le Canada, l'Espagne, l'Italie, l'Inde et la Pologne ont de leur côté chacun un représentant.

Deux ans après la COP21 et la signature de l'Accord de Paris, et à la veille de l'événement international One Planet Summit, l'accélérateur NUMA en proposait la version tech, ce lundi à Station F. Tech for planet avait pour mot d'ordre : « It's time to act ! ». Dont acte.

Microsoft compte investir 50 millions

« C'est un moment important » a indiqué Brad Smith, président de Microsoft. L'entreprise s'est engagée à verser 50 millions de dollars dans les cinq ans pour soutenir les initiatives qui luttent contre le changement climatique. Avec « AI for earth » l'entreprise américaine compte identifier les innovations qui permettent, grâce à la tech, de réduire l'impact sur la planète.

Car c'est un problème, la tech a un impact fort sur l'environnement. En introduction, Jean-Louis Missika, adjoint à la mairie de Paris, l'a rappelé avec l'exemple, entre autres, d'Amazon : « Toutes les camionnettes qui circulent, c'est une véritable catastrophe pour les villes. C'est de la tech against planet ! » L'adjoint, très impliqué dans le projet data city souhaite voir naître un GIEC du numérique pour évaluer l'impact du numérique sur le climat et réfléchir à des solutions.

Et des solutions, il y en a. Sur scène, Marie-Vorgan Le Barzic précise : « nous avons décidé chez NUMA de ne plus soutenir que des start-up ayant un impact positif social et environnemental. » Un credo grâce auquel elle a pu réunir en cette veille de sommet le président de Microsoft, les créateurs de Solar Impulse et d'Hyperloop, mais aussi une trentaine de start-up, Suez... Et donc le Président de la République et la ministre de la recherche Frédérique Vidal. L'Etat, deux ans après l'accord de Paris, voulait montrer qu'il s'implique, plus que jamais.

Sur la scène de Station F lundi soir, Emmanuel Macron l'a répété : « l'accord de Paris a été signé il y a deux ans, nous sommes dans une nouvelle phase, la phase de l'action. La priorité est de faire le maximum pour être au rendez-vous de nos engagements. » Dont acte.

Le Président a appelé tout le monde à s'engager pour le climat : « responsables des gouvernements, de la finance, des universités... C'est l'objectif du One planet summit, remplacer la part laissée par les Etats-Unis. » Et il semble qu'avec ces 18 chercheurs engagés contre le climat, dont 13 américains, qui seront affiliés à des instituts français, la part commence à être prise. La ministre de la recherche Frédérique Vidal a de son côté annoncé qu'une nouvelle session de candidatures allait être ouverte dès le mois de janvier pour « Make our planet great again ».

La France fait pousser la finance verte

Ce lundi se tenait également à Bercy le Climate Finance Day. Depuis la COP21, Paris est devenu un acteur central de la finance verte. Et de finance verte il en sera question ce mardi à l'occasion du One Planet Summit. Au cœur des discussions, les « green bonds », ces « obligations vertes » ou emprunts obligataires émis sur les marchés pour financer des projets en faveur de l'environnement ou contribuant à la transition écologique et au développement durable.

Si le premier « green bond » a été émis en 2007, ce n'est que depuis 2013 que le marché connaît une forte croissance. Rien que cette année, 100 milliards ont été émis, sur un total de 275 milliards de dollars. En tête des émetteurs, la Chine avec 16 milliards levés. C'est une surprise quand on sait que le pays suffoque sous un nuage de pollution. Et juste derrière, la France, avec 15 milliards et les Etats-Unis avec 14 milliards. Un quart des émissions d'obligations climat dans le monde sont effectuées par des banques françaises et l'Etat français a émis un « green bond » de 8,6 milliards d'euros en janvier, un record.

Ce dimanche, dans le JDD, quatre ministres s'engageaient en faveur d'une taxe européenne sur les transactions financières afin d'insuffler des fonds dans la lutte contre le réchauffement climatique. Les ministres de l'économie Bruno Le Maire, de la transition écologique Nicolas Hulot, des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, et de la recherche Frédérique Vidal souhaitent dans cette tribune « rendre notre économie renouvelable ». Ils profitent du One Planet Summit annoncé en fanfare par Emmanuel Macron (« Make our planet great again ») après le retrait des Etats-Unis de l'accord sur le climat, pour montrer leur volonté de faire de Paris « la capitale du climat, de la recherche et de la finance verte ».

Le Monde

Climat : Nicolas Hulot appelle les patrons français à passer « à l'action »

Par Rémi Barroux | 11 Décembre 2017

Devant les membres du Medef, le ministre a défendu l'alliance de l'économie et de l'écologie pour renforcer la lutte contre le réchauffement climatique.

C'est une véritable offensive médiatique que mènent les entreprises à la veille de la tenue du One Planet Summit, le sommet international sur le climat organisé à Paris à l'initiative d'Emmanuel Macron, mardi 12 décembre. Ainsi, le futur de la planète est omniprésent dans la communication de grandes sociétés, dans leurs publicités comme dans leurs communiqués de presse.

A l'occasion du Climate Finance Day, qui s'est tenu lundi 11 juste avant le sommet, le Medef organisait une conférence à son siège parisien pour présenter « l'engagement de 91 entreprises françaises pour le climat » (French Business Climate Pledge). En 2015, lors de la COP21 à Paris, elles n'étaient que 39 à s'engager dans cette voie, a rappelé Pierre Gattaz, le président du Medef. « Le temps de l'incantation est derrière nous, nous sommes dans la mise en œuvre concrète des solutions », a-t-il assuré.

Dans les colonnes du Monde (12 décembre), Jean-Pascal Tricoire, le patron de Schneider Electric, l'un des principaux initiateurs de cet engagement, rappelle que la lutte contre le changement climatique est « un sujet politique qui intéressait peu les entreprises quand Schneider Electric s'y est engagé, il y a quinze ans ».

« Métamorphose des entreprises en faveur du climat »

Ces relations tendues entre économie et écologie, Nicolas Hulot ne s'est pas privé de les rappeler devant le parterre de patrons réuni dans les locaux du Medef, lundi matin, lui qui en a été l'un des emblèmes avant de devenir ministre de la transition écologique et solidaire. « Il y a quelques années, personne n'aurait pu imaginer cette métamorphose des entreprises en faveur du climat. Parfois, il faut un peu de temps pour accorder nos violons », a-t-il commenté.

Se félicitant donc de l'évolution, le ministre a continué d'argumenter en faveur du changement de paradigme de l'économie française, plaidant pour « les bases d'une nouvelle société », rappelant que dans « économie », il y a « économiser ». Ce qui signifie, selon lui, « émancipation » des énergies fossiles, neutralité carbone, économie circulaire...

Car l'urgence climatique a été plusieurs fois réaffirmée lors de cette rencontre. « Le temps n'est plus au débat, il est à l'action », a insisté Nicolas Hulot en appelant à « la mobilisation générale » : « Cet horizon, c'est le seul possible pour envisager un avenir apaisé, sans conflit, sans les inégalités et la pauvreté accrues par les désordres climatiques. (...) Ignorer les enjeux climatiques, c'est se mettre en situation de conflit », a-t-il fait valoir.

Appuyant « là où ça fait mal », selon ses propres termes, le ministre a en outre vivement incité les entreprises et le Medef à « respecter les règles du jeu » :

« Le monde économique ne peut plus jouer contre son camp. Il ne peut plus se permettre le scandale des moteurs truqués, les fraudes aux quotas de CO2, les tentatives d'influencer la science. »

« C'est plus qu'une obligation, c'est une promesse à nos enfants et on ne ment pas aux enfants », a conclu Nicolas Hulot, avant de confier en aparté vouloir croire à cette évolution. « Je vous prends au mot », a d'ailleurs lancé aux patrons français cet ancien président d'une fondation portant son nom qui a toujours su entretenir de bonnes relations avec de grandes sociétés. EDF, TF1 et L'Oréal ont même été des partenaires historiques de la FNH lors de ses débuts, en 1990.

Par ailleurs, M. Hulot a plaidé pour l'économie sociale et solidaire, une priorité pour lui au point de demander son rattachement à son ministère lors de sa nomination. Il a annoncé qu'il préparait avec le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, et son homologue chargée du travail, Muriel Pénicaud, « avec l'aval du président de la République », une évolution de l'objet social des entreprises.

Cette réforme, qui entraînerait une modification du code civil, introduirait les principes de l'économie sociale et solidaire dans les statuts mêmes de l'entreprise, afin de réconcilier « performance économique et intérêt général ». Pour le ministre, la fonction des entreprises « ne peut plus être le simple profit, sans considération aucune pour les femmes et les hommes qui travaillent, sans regard sur les désordres environnementaux ».

Pendant ce temps-là, devant le ministère de l'économie où se tenait le Climate Finance Day, des militants des Amis de la Terre et d'Action non-violente-COP21 menaient une action de protestation. Ils voulaient dénoncer la politique de la Société générale qui persiste, selon eux, à « financer directement et indirectement les énergies fossiles les plus risquées pour le climat et les droits humains ». Ils voulaient aussi réclamer « son retrait définitif des projets de terminal de gaz naturel liquéfié Rio Grande LNG et le double pipeline de gaz de schiste Rio Bravo au Texas ».

Mardi, au petit jour, plusieurs centaines de personnes sont attendues place du Panthéon (dont des militants venus de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes) à l'appel de la plupart des associations de défense de l'environnement et du combat climatique. Celles-ci dénoncent non seulement le comportement de certaines entreprises, mais aussi le manque d'ambition du Sommet climat du 12 décembre. Mission pour les participants : former une « gigantesque vague bleue pétrole, symbolisant les énergies du passé, les projets climaticides et les grands projets inutiles et imposés ».

Le Monde

Finance verte : à quoi servent les « green bonds » ?

Par Maxime Mainguet | 11 Décembre 2017

Le marché des obligations vertes, ces emprunts destinés à financer un projet ou une activité contribuant à la transition énergétique, n'en est qu'à ses balbutiements.

« Verdir la finance. » Le « Climate Finance Day », qui se tient à Paris ce 11 décembre, à la veille du « One Planet Summit », entend faire la promotion des différentes facettes de la finance verte, aux premiers rangs desquelles les « green bonds ». De quoi s'agit-il ? D'une émission obligataire, lancée par une collectivité locale, une entreprise... afin de financer un projet ou une activité contribuant à la transition énergétique.

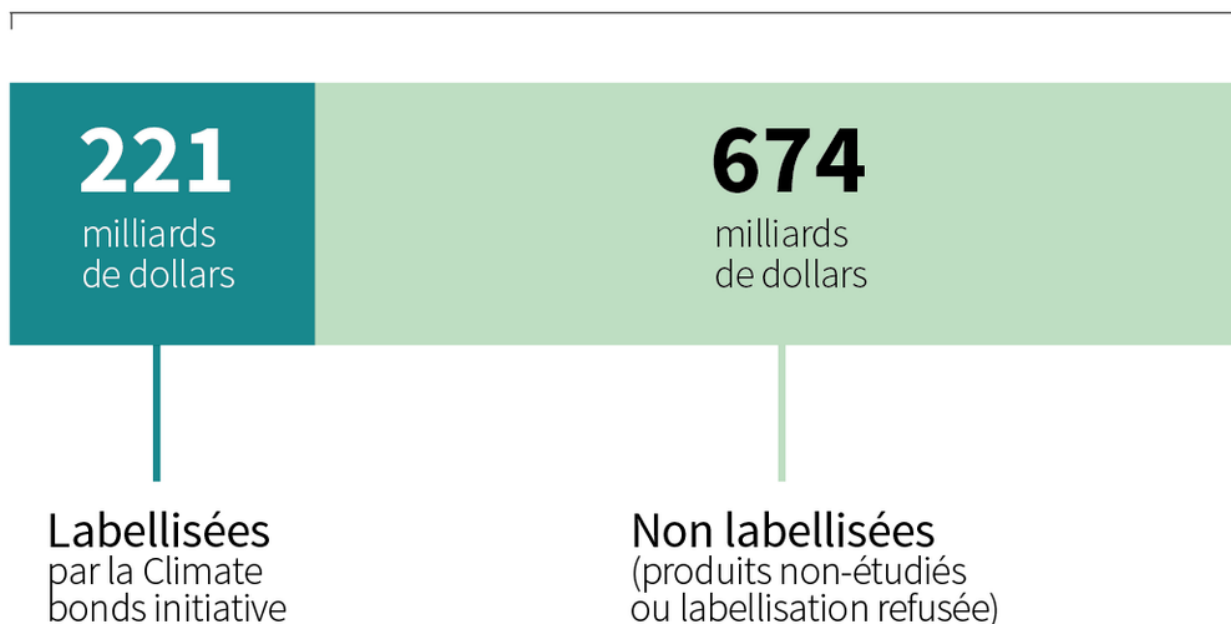
Ces obligations vertes permettent à leurs émetteurs de « verdir » leur image, en démontrant leur engagement écologique, tout en diversifiant leurs sources de financement. De leur côté, les investisseurs-souscripteurs bénéficient des mêmes avantages et revenus qu'avec une obligation classique, tout en pouvant mettre en exergue leur stratégie d'investisseur responsable.

Mais si le concept de « green bonds » peut potentiellement séduire les marchés, il n'en reste pas moins un domaine où tout reste à faire, ou presque.

Un cadre réglementaire encore flou

STATUT DES OBLIGATIONS À CARACTÈRE ÉCOLOGIQUE EN CIRCULATION DANS LE MONDE

Encours des obligations à caractère écologique :
895 milliards de dollars



SOURCE : CLIMATE BONDS INITIATIVE

Comment définir précisément une obligation verte ? La question, simple en apparence, est capitale, tant ce type de produit financier a encore du mal à être standardisé.

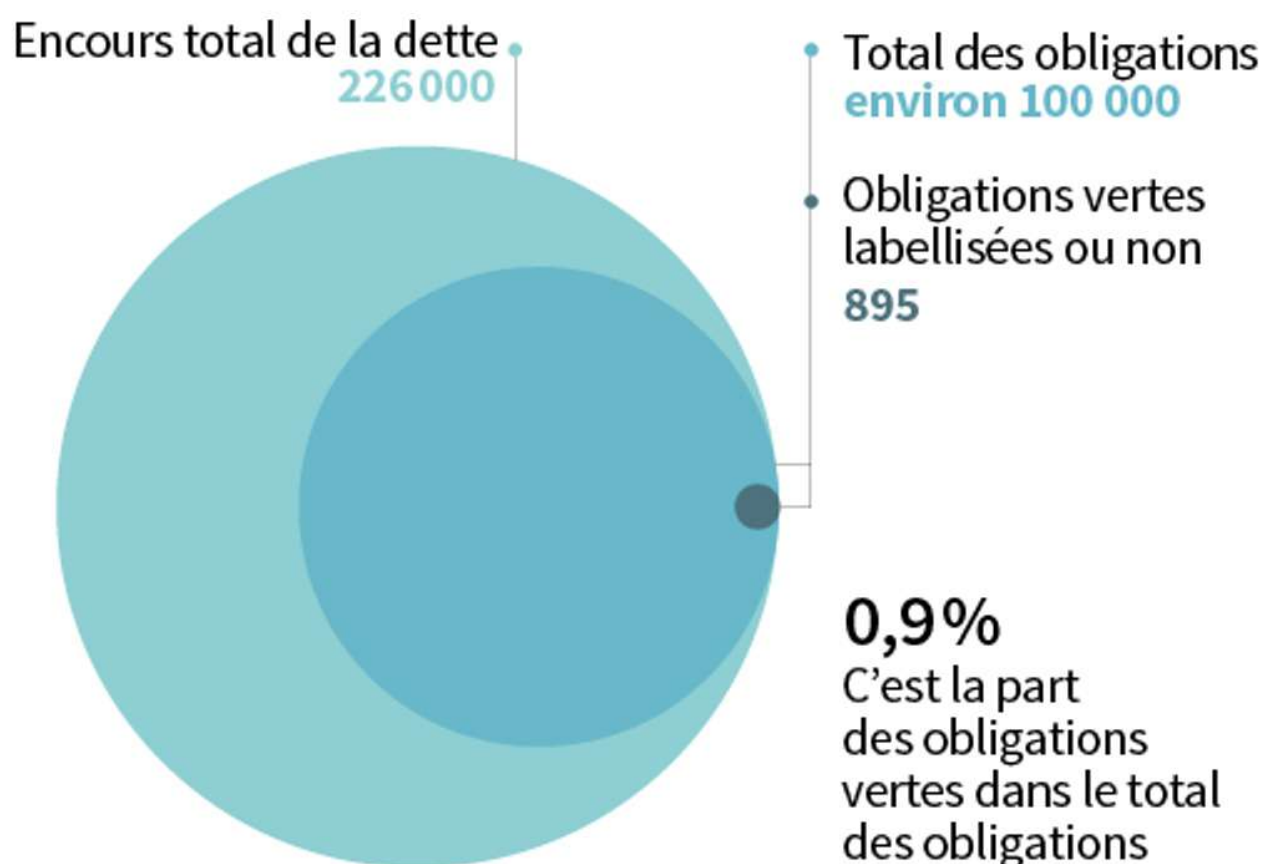
Les « Green Bonds Principles », édictés par l'International Capital Market Association (ICMA), constituent un premier apport au corpus réglementaire attaché ce type d'obligations. Mais il ne s'agit que de lignes directrices.

La « Climate Bonds Initiative » va un peu plus loin et propose quant à elle une batterie de critères précis permettant d'attribuer le label « green bonds » à certains produits financiers. Selon cette organisation, les obligations estampillées « green bonds » représentent 221 milliards de dollars (188 milliards d'euros) au niveau mondial, en septembre 2017. Les obligations « alignées sur le climat », mais non labellisées (produits non étudiés ou label refusé) représentent 674 milliards de dollars supplémentaires (572 milliards d'euros) d'encours.

Si ces chiffres font de plus en plus office de référence lorsqu'il est question de « green bonds », les ONG environnementales regrettent qu'ils n'émanent pas des puissances publiques. Celles-ci n'ont en effet toujours pas arrêté leurs propres critères de définition, pas plus qu'elles n'ont esquissé de cadre réglementaire contraignant en la matière, laissant la porte ouverte à d'éventuelles opérations de « greenwashing » (ou « écoblanchiment »).

Un marché embryonnaire

ENCOURS DANS LE MONDE, EN MILLIARDS DE DOLLARS



SOURCES : CLIMATE BONDS INITIATIVE, ICMA, IIF

Né il y a une dizaine d'années, le concept de « green bonds » commence à trouver sa place dans les lexiques financiers et les discours politiques. Neuf des principaux émetteurs industriels d'obligations vertes (EDF, Enel, ENGIE, Iberdrola, Icade, Paprec, SNCF Réseau, SSE and TenneT), qui ont à ce jour émis 26 milliards d'euros d'obligations vertes, se sont d'ailleurs engagés, lundi 11 décembre, à poursuivre le développement de ce marché.

Pour autant, les presque 900 milliards de dollars d'encours d'obligations vertes (labellisées ou non) ne sont qu'une goutte d'eau au milieu des 226 000 milliards de dollars de dettes recensées dans le monde par l'Institute of International Finance (IIF). L'encours des « green bonds » est également très limité comparé au marché plus restreint des obligations, évalué à 100 000 milliards de dollars.

Des besoins trop grands

INVESTISSEMENTS EN INFRASTRUCTURES À PRÉVOIR DANS LE CADRE DE LA « TRAJECTOIRE DES DEUX DEGRÉS » EN MILLIARDS DE DOLLARS

Selon...

L'OCDE, d'ici 2030

95 000

Encours des obligations vertes
labellisées ou non : **895**

Le chiffre annoncé
par l'OCDE équivaut
à un investissement
annuel d'environ
6 800 milliards
de dollars.

L'étude « New
Climate Economy »,
d'ici 2030

73 000

En 2017, seulement
130 milliards
de green bonds
devraient être émis.

L'Agence inter-
nationale de l'énergie,
d'ici 2035

53 000

SOURCES : CLIMATE BONDS INITIATIVE, OCDE, AIE

En décembre 2015, la COP 21 accouchait d'un texte dans lequel les pays signataires s'engageaient à agir pour contenir la hausse des températures à + 2 °C en 2100 par rapport aux niveaux préindustriels.

Atteindre cet objectif nécessitera d'importants investissements dans la rénovation de bâtiments, les transports, la production d'énergie... et donc de besoin de financement, dont feront partie les « green bonds ».

Le Monde

« L'officialisation d'une "dette climat" inciterait les Etats à ne plus se contenter de beaux discours »

Tribune d'Étienne Billette de Villemeur et Justin Leroux | 13 Décembre 2017

Mardi 12 décembre, deux ans jour pour jour après l'accord historique (mais non contraignant) du sommet de Paris sur le climat, la France réitère sa position de leader des négociations internationales avec le One Planet Summit.

Premier constat : un accent important est placé sur la finance verte. En effet, en plus d'une série de tables rondes sur ce thème, les organisateurs ont consacré une journée entière au « Climate Finance Day », événement en marge du sommet.

Manque d'inspiration

Second constat, selon la presse : « beaucoup d'annonces mais peu de nouveautés », et un manque cruel « d'impulsion politique » pour « fixer des cadres ambitieux afin d'inciter les secteurs privé et public à réorienter leurs financements vers la transition bas carbone ».

Autrement dit, on mise sur la finance verte, mais l'inspiration semble manquer. Pourtant, plusieurs signes très récents pointent vers une articulation finance-climat radicalement nouvelle, peut-être le « cadre ambitieux » tant recherché. En voici deux.

Le 30 novembre, l'Allemagne a accepté d'examiner la requête d'un fermier péruvien contre le géant de l'énergie RWE. L'objet de la plainte : RWE serait responsable d'environ 0.5 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) de la planète et aurait donc une part de responsabilité non négligeable dans le réchauffement climatique. M. Lliuya, le fermier, réclame le financement par RWE d'une partie des travaux de sécurisation contre les risques d'inondation de sa ville, causés par la fonte des glaciers andins.

Le 1er décembre, l'agence de notation américaine Moody's menaçait les Etats côtiers (Texas, Floride, etc.) d'une baisse de leur cote de crédit s'ils ne montraient pas de signes de préparation face aux risques climatiques.

Dédommager les communautés affectées

On peut lire dans ces deux événements un changement d'attitude majeur face aux changements climatiques.

D'une part, on estime que les émissions de gaz à effet de serre (GES) sont empreintes de la responsabilité de leurs émetteurs, y compris celles qui ont été « légalisées » parce qu'assujetties à une taxe carbone ou encadrées par des permis d'émissions.

D'autre part, on commence à se tourner vers les dégâts (avérés ou anticipés) liés au changement climatique, et non plus uniquement sur les émissions.

On assisterait donc à un changement d'approche absolument radical, mais qui serait loin d'être catastrophique. Bien au contraire. Le fait de ne pas dédouaner totalement les émetteurs de leurs responsabilités comporte plusieurs avantages.

Premièrement, une évaluation « *ex post* » permet une meilleure estimation des dégâts.

Ensuite, le fait de confronter les émetteurs de GES aux conséquences de leurs actions autorise un dédommagement direct des communautés affectées.

Enfin, cela permet un partage du risque qui n'existe actuellement pas, puisque les collectivités qui subissent les dégâts liés au réchauffement climatique sont seules face aux risques. Or c'est bien le point de départ de la requête de M. Lliuya : sa communauté est désormais à risque alors que RWE n'est absolument pas liée aux conséquences de ses actes.

Une responsabilité transférée aux Etats

Dans le cas de RWE, il s'agit d'une société qui existe de longue date, et qui est vraisemblablement victime de sa longévité. En effet, eut-elle été dissoute, rachetée ou même eut-elle simplement changé de nom, il aurait été difficile pour notre fermier andin de la poursuivre. C'est pourquoi une telle responsabilité doit ultimement être transférée aux Etats qui seraient alors responsables des émissions des sociétés enregistrées sur leur territoire, accumulant ainsi une « dette climat », qui s'ajouterait à leur dette financière.

Concrètement, les dégâts climatiques avérés seraient facturés aux Etats au prorata de leurs émissions. Libre ensuite à chaque Etat de se tourner vers sa population pour financer cette dette avec la politique climatique de son choix, conservant ainsi sa souveraineté en la matière. Cette systématisation présenterait aussi l'avantage d'éviter de coûteuses procédures légales qui le plus souvent mettraient en scène David, le fermier, contre Goliath, le géant de l'énergie. Rappelons que M. Liuya doit avancer lui-même les 20 000 euros lui permettant d'être entendu.

Surtout, l'officialisation d'une « dette climat » inciterait les Etats à ne plus se contenter de beaux discours en réaction aux éventuelles demandes de l'électorat, mais à adopter enfin une démarche proactive face au problème du climat. Autrement dit « l'impulsion politique » suivrait car la pression que constituerait la menace (financière) de cette « dette climat » agirait de fait dès aujourd'hui comme un frein aux émissions que, bon gré mal gré, tous les pays seraient amenés à adopter.

Nous assistons peut-être à la naissance d'une approche radicalement nouvelle des politiques climatiques, ce dont nous ne pouvons que nous réjouir.

PRESSE FRANÇAISE REGIONALE

Ouest France

Les grands et les petits pas de la finance verte

Par Christelle Guibert | 12 Décembre 2017

Paris accueille un nouveau sommet climat ce mardi. Il a pour objectif de verdir la finance. La dynamique est là, mais les règles internationales restent floues et peu contraignantes.

La France championne, mais...

Les promesses ont afflué, hier, veille d'un nouveau sommet international sur la finance et le climat, à Paris. Près de cent groupes français (PSA, Vinci, Engie...) ont promis d'investir 300 milliards d'euros dans des activités à plus faibles émissions de carbone. Une cinquantaine d'autres, parfois les mêmes, s'engagent à publier leurs efforts contre le réchauffement. Banques, assureurs, fonds de pensions se mobilisent pour faire de Paris, « la place de la finance verte ».

C'est déjà le cas. La France est le deuxième pays du monde, derrière la Chine, à émettre des « obligations vertes » des emprunts contractés par des institutions publiques ou des banques privées, avec l'engagement que cet argent serve à des projets respectueux de l'environnement. Depuis 2015, la France est aussi un des rares pays à obliger ses investisseurs à rendre des comptes sur leur politique climat. Le ministre Hulot propose d'aller plus loin en intégrant l'enjeu environnemental dans l'objet social des entreprises. Façon de rendre « contraignant » l'Accord de Paris.

Car la bonne volonté ne suffit pas. Sur les 17 000 milliards d'euros d'investissements mondiaux cette année, les « obligations vertes » n'ont représenté que 0,1% !

Pieuse Angleterre

La riche Eglise d'Angleterre est verte, « en accord avec nos valeurs chrétiennes ». Son fonds d'investissement de 9,2 milliards d'euros ne finance plus aucune entreprise si ses activités proviennent du charbon à plus de 10%. L'Encyclique sur le climat du pape a eu son effet : quarante institutions catholiques de onze pays ne financent plus les énergies fossiles.

Lyon Capitale

La Coalition Climat du Rhône réclame la taxe verte sur la finance

Par Rémi Martin | 10 Décembre 2017

Alors que deux journées autour du climat réunissent des financiers et des membres de gouvernements à Paris, la Coalition Climat Rhône estime qu'il n'y aura que peu d'avancées sans la fin des investissements dans les énergies fossiles et la mise en place d'une taxe européenne sur les transactions financière dédiée à la transition écologique.

"C'est ambigu de faire une journée sur le climat avec des financiers alors que les banques et les compagnies d'assurances soutiennent des projets destructeurs du climat", constate Michel Buisson, membre de la Coalition Climat Rhône. Alors que s'ouvre ce lundi et ce mardi le Finance Climate Day et le One Planet Summit (Jour de la Finance Climatique et Une Seule Planète), l'associatif a peu d'espoirs. "Il y a plein de financements possibles pour le climat, mais la finance ne se dirige pas vers les bons. Il faut réellement rediriger les investissements vers les énergies renouvelables ou de la consommation plus respectueuse" plaide-t-il, estimant que derrière les paroles, peu d'actes concrets suivent. Depuis quelques mois, la grogne monte parmi les ONG et les associations à propos de la transition écologique. Ces dernières réclament une taxe européenne sur la finance pour rediriger une partie des transactions financières vers le développement durable et la transition écologique.

"Le gouvernement acte des décisions contraires à la transition écologique"

Pour Michel Buisson, les avancées vers la transition restent bien trop faible en France. "Alors que le Président veut s'offrir à bon compte une image de leader pour le climat, son gouvernement acte des décisions contraires à la transition écologique, énergétique et sociale comme le CETA, la loi sur les hydrocarbures ou le recul sur le désengagement du nucléaire". Il juge tout aussi sévèrement les premiers pas de Nicolas Hulot en tant que ministre. "Il n'y a pas de vision globale. Il ne pense pas en terme de transition alors que c'est le plus important. Il parle un jour des voitures, le lendemain du glyphosate, ensuite il recule sur le nucléaire. C'est du coup par coup" explique-t-il. À défaut de pouvoir peser au niveau national, la Coalition Climat Rhône a engagé des travaux sur le logement, les déplacements, l'énergie renouvelable ou l'alimentation avec le vice-président au développement durable de la Métropole de Lyon, Bruno Charles.

L'Echo Républicain

Un sommet à Paris pour accélérer les financements climat

AFP | 11 Décembre 2017

Plusieurs dizaines de dirigeants sont réunis mardi dans la capitale française pour donner un coup d'accélérateur au financement de la lutte contre le changement climatique, un "défi immense" deux ans après la signature de l'Accord de Paris.

"Le défi est immense, nous devons tout faire pour le relever", a déclaré le Premier ministre fidjien Frank Bainimarama, président de la 23e Conférence de l'ONU sur le climat (COP23), insistant sur l'importance des financements publics et privés, à l'ouverture de la réunion que les autres chefs d'Etat et de gouvernement rejoindront dans l'après-midi.

Le président français Emmanuel Macron a lancé l'idée du sommet après l'annonce par Donald Trump du retrait américain du pacte historique de 2015 contre le réchauffement terrestre.

A quelques heures de l'ouverture de la réunion, le chef de l'Etat français a de nouveau interpellé, dans une interview à la chaîne américaine CBS, son homologue américain sur sa "responsabilité face à l'Histoire", tout en se disant "assez certain" que Donald Trump "va changer d'avis dans les mois ou les années à venir".

L'accord vise à contenir la hausse de la température sous le seuil critique de 2°C, mais sur la base des engagements pris par les Etats, la planète se dirige toujours vers +3°C par rapport à l'ère pré-industrielle. Déjà, une hausse de moins de 1°C a suffi à provoquer plus de précipitations, le rétrécissement de la banquise ou l'augmentation du niveau moyen des océans.

Pour réduire les gaz à effet de serre et atteindre les objectifs, il faudra des investissements massifs.

- 3.500 milliards de dollars par an -

"L'Agence internationale de l'Energie estime qu'il faudra en moyenne 3.500 milliards de dollars (d'investissements dans le secteur énergétique) chaque année pendant 30 ans pour contenir l'augmentation des températures à un minimum de 2°C", a souligné le président de la Banque mondiale Jim Yong Kim juste avant ce "One Planet summit".

Une soixantaine de chefs d'Etat et de gouvernement sont annoncés sur l'île Seguin, à l'ouest de Paris, dont le Mexicain Enrique Pena Nieto, le roi du Maroc Mohammed VI, des présidents africains et de petites îles vulnérables au réchauffement, ainsi que le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker et le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres. Mais la Chine, l'Inde ou le Canada, grands émetteurs de gaz à effet de serre, ne doivent être représentés qu'au niveau ministériel.

Et les Etats-Unis, dont le président n'était pas invité, par un chargé d'ambassade, alors que les inquiétudes sont grandes, Washington n'ayant par exemple versé qu'un milliard de dollars sur les trois promis au Fonds vert de l'ONU.

"Ça n'a pas d'importance que Donald Trump ait tourné le dos à l'accord de Paris", a assuré lundi l'ancien gouverneur de Californie Arnold Schwarzenegger, insistant sur l'engagement des Américains à tous les autres niveaux. "Personne n'a laissé tomber (...) Nous, au niveau sub-national, nous allons prendre le relais", a insisté le fondateur du R20, réseau d'autorités régionales.

D'autres Américains ont fait le déplacement, comme l'ancien maire de New York Michael Bloomberg, le gouverneur de Californie Jerry Brown, le milliardaire Bill Gates ou encore l'acteur Sean Penn.

- Pas une conférence des donateurs -

Les pays du Nord ont promis de porter à 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 leurs financements climat aux pays du Sud, qui réclament des assurances sur cette promesse, en particulier pour pouvoir s'adapter aux impacts des dérèglements (digues, surélévation des habitats, système d'alerte météo etc).

"La pièce manquante du puzzle est le financement pour aider les pays les plus pauvres à avoir accès à une énergie propre, pour qu'ils ne suivent pas le chemin du monde riche qui marche aux énergies fossiles", a commenté Mohamed Adow, de l'ONG Christian Aid.

Mais le sommet de mardi n'est pas une conférence des donateurs, insiste la présidence française qui évoque des "solutions concrètes" pour "multiplier les projets sur le terrain".

Parmi les engagements qui pourraient être annoncés, des dons de fondations, des coalitions pour la neutralité carbone ou contre le charbon.

Pour trouver d'autres sources de financement, plusieurs ministres français ont appuyé l'idée d'une taxe européenne sur les transactions financières, projet au point mort après des années de discussions.

Munies de pancartes "Une France exemplaire", "OGM non merci", près de 200 personnes se sont rassemblées devant le Panthéon à Paris en marge du sommet, à l'appel de plusieurs associations. Pour Attac France, la France ne doit pas verser "un euro de plus pour les énergies fossiles".

L'ONG 350.org a, elle, dénoncé un sommet qui est "une opération de communication pour Emmanuel Macron".

PRESSE WEB

Sébastien Lecornu était l'invitée de RTL

Par La Rédaction numérique de RTL | 11 Décembre 2017

Sébastien Lecornu, secrétaire d'État à la Transition écologique, était l'invité d'Elizabeth Martichoux le 11 décembre 2017.

La troisième édition du Climate Finance Day se tient lundi 11 décembre 2017 à Bercy, en présence de Nicolas Hulot, ministre de la Transition écologique et solidaire. Organisé par Bercy, cet événement réunit des représentants de l'industrie financière, des autorités de régulation et de supervision et des banques publiques.

La question sera posée à Sébastien Lecornu, secrétaire d'État à la transition écologique, de l'efficacité d'un tel sommet, qui vise à financer "par le haut", la lutte contre le changement climatique. L'idée est en fait de passer par le monde de l'entreprise, en complément des États.

La première édition de ce sommet avait vu le jour à la veille de la COP21. "Elle avait permis de prendre conscience que les enjeux climatiques ne pouvaient être du seul ressort de grandes institutions et des pouvoirs publics, et que le secteur financier avait son rôle à jouer", avait soufflé aux Échos une source du ministère des Finances. L'objectif que s'est fixé ce troisième sommet est l'accélération du processus de financements. Objectif ou vœu pieu ?

Ségolène Royal était l'invitée de RTL

Par La Rédaction numérique de RTL | 12 Décembre 2017

Ségolène Royal, ambassadrice chargée de la négociation internationale pour les pôles Arctique et Antarctique, a répondu à Élisabeth Martichoux le 12 décembre 2017.

L'ancienne ministre de l'Environnement est l'invitée d'RTL ce mardi 12 décembre, jour où se tient un grand sommet sur le climat à Paris. Organisé à la Seine Musicale à Boulogne-Billancourt, il intervient deux ans jour pour jour après le vote de l'accord de Paris au Bourget. Une occasion pour Emmanuel Macron de remobiliser les acteurs privés et publics dans la lutte contre le changement climatique.

Ségolène Royal semble toujours mobilisée pour défendre l'environnement. Elle a annoncé dimanche sur France 3 qu'elle lancerait une ONG écologique vendredi 15 décembre. Son nom ? "Désirs d'avenir pour la planète". "Quand j'ai quitté le gouvernement, je me suis demandée comment j'allais pouvoir continuer et répondre à toutes les sollicitations, aux amis qui m'entourent et qui me disaient de continuer cette action climatique. [...] Ça va être finalisé à la fin de l'année, le 15 décembre. On va faire une assemblée générale et je vais créer cette ONG qui va s'appeler 'Désirs d'avenir pour la planète'", a-t-elle déclaré.

Parmi les événements récents en matière environnementale, la troisième édition du Climate Finance Day se tenait également lundi 11 décembre 2017 à Bercy, en présence de Nicolas Hulot, ministre de la Transition écologique et solidaire. Organisé par Bercy, cet événement a réuni des représentants de l'industrie financière, des autorités de régulation et de supervision et des banques publiques.

L'occasion de constater que deux ans après la COP21, toutes les promesses n'ont pas été tenues. Ségolène Royal, désormais nommée ambassadrice des pôles, va devoir expliquer comment elle compte orienter l'argent des investisseurs vers l'énergie verte ce mardi 12 décembre face à Élisabeth Martichoux.

La Finance au chevet du climat ?

Par Dominique Baillard | 12 Décembre 2017

Pour célébrer le deuxième anniversaire de l'accord de Paris sur le climat le président Macron invite aujourd'hui à Paris une cinquantaine de chef d'Etat pour le Sommet climat. Il sera beaucoup question d'argent, un ingrédient indispensable pour réaliser la transition énergétique car la finance peut sauver le climat.

Cette alliance paraît à première vue contre nature. Et pourtant « *la finance peut être la clé pour changer de focale et réaliser les investissements nécessaires à la lutte contre le réchauffement* », affirme le gérant de l'un des plus des plus grands fonds, l'américain Philippe Hildebrand. Le vice-président de BlackRock a participé lundi 11 décembre à Paris au Climate Finance Day, une réunion annuelle dédiée à la finance verte. Banquiers, investisseurs, gérants de fonds ou encore assureurs, tous les participants sont convaincus qu'ils peuvent, qu'ils doivent diriger les flux de capitaux vers la bonne cause, celle de la lutte contre le réchauffement climatique.

Ce sont des raisons économiques qui incitent l'industrie financière à verdir de l'économie.

Le climat est dorénavant perçu comme un risque. Les investissements dans des secteurs néfastes au climat peuvent se révéler peu rentables d'ici 30 ou 40 ans. Le fonds souverain norvégien, souvent à l'avant-garde dans la gestion de son portefeuille réfléchi à la réduction de son exposition aux hydrocarbures. Un comble pour un fonds dont la richesse est basée sur l'or noir ? Non, du réalisme : ses analystes constatent que les rendements de l'industrie pétrolière suivent l'évolution du baril et qu'elle est bien installée sur la pente descendante. Les fonds de pension disposent d'un pouvoir considérable en décidant délibérément de bannir de leur portefeuilles les entreprises nuisibles au climat et ils commencent à utiliser ce pouvoir à grande échelle. Le fonds de pension suédois AP4 associé à l'investisseur français Amundi est par exemple engagé dans cette démarche avec une trentaine d'autres, ils ont lancé un porte-feuille exclusivement bas carbone, avec le soutien des Nations Unies.

Comment ça marche la finance verte ?

En théorie, la finance verte fournit des capitaux exclusivement destinés à des projets à faible impact carbone, l'émetteur, privé ou public s'y engage. Bruno Le Maire a annoncé hier la mise en service prochaine de produits d'épargne tournés vers le climat. Il existe déjà des produits bien connus des professionnels, plébiscités par les clients : les obligations vertes. Les encours ont doublé en un an et dépassent les 100 milliards de dollars. La France en est le troisième émetteur. Mais cette industrie n'en est encore qu'à ses débuts. En Chine, par exemple le plus gros joueur sur ce nouveau marché, les obligations vertes ne représentent que 2% du volume total de la dette. Et elles sont parfois bien verdâtres, bien opaques ces obligations, en Chine comme ailleurs. Les ONG dénoncent des obligations vertes qui ont finalement servi à financer des aéroports par exemple.

La finance verte est parfois un alibi pour les entreprises ?

Elle peut virer au greenwashing, à l'éco-blanchiment en français. Une opération de communication sans effet sur la décarbonation de leur activité. Pour éviter ce dévoiement, il faut des informations claires sur ce qu'on fait de l'argent, sur la façon de faire tourner l'entreprise. Cela passe par de la régulation mondiale et nationale. En France, le reporting environnemental est inscrit dans la loi de transition énergétique. En Chine, il sera obligatoire pour toutes les entreprises à partir de 2020. La pression des actionnaires parfois suffit. Comme en témoigne la bonne nouvelle du jour en provenance des États-Unis : le plus grand groupe pétrolier au monde, Exxon qui a longtemps nié le réchauffement climatique s'est engagé lundi à publier un rapport sur le risque climat, pour se conformer enfin aux demandes des actionnaires.

EN BREF

Climat encore avec la révolution solaire annoncée hier par EDF. Le champion français du nucléaire s'engage à investir 25 milliards d'euros dans l'électricité solaire. Sans remettre en cause le programme de rénovations des centrales atomiques. Cet effort pourrait quadrupler l'offre d'électricité photo voltaïque en France.

Les Européens s'alarment de la réforme fiscale de Donald Trump. Les ministres des Finances des cinq plus grandes économies européennes – Allemagne, France, Royaume-Uni, Espagne et Italie ont pris leur plume pour prévenir l'administration américaine des dérives potentielles contenues dans la réforme de Donald Trump. Les Européens redoutent qu'une double taxation des entreprises nuise à la libre concurrence, au détriment des groupes européens.

France Info

Réchauffement climatique : 90 entreprises s'engagent à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre

Par Célia Quilleret | 11 Décembre 2017

À l'occasion du Climate Finance Day, lundi, un peu plus de 90 entreprises se sont engagées à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Elles sont trois fois plus qu'au moment de la COP21 mais cette mobilisation concerne surtout les grandes entreprises du CAC40.

Le Climate Finance Day se tient lundi 11 décembre, à la veille d'un sommet à Paris sur le climat. À cette occasion, un peu plus de 90 entreprises ont signé un engagement pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Elles étaient rassemblées au siège du Medef, à Paris, en présence du ministre de la Transition écologique et solidaire. Il y a deux ans, au moment de la COP21, une trentaine d'entreprises avaient lancé le mouvement : elles sont donc trois fois plus aujourd'hui. Mais cette accélération concerne principalement les entreprises du CAC40.

Les villes, cœur de la bataille du climat

Toutes ces grandes entreprises signataires sont soucieuses de "verdir" leur image. Elles doivent désormais afficher leurs efforts pour dépenser moins de CO2 et être plus économes en énergie. "Les entreprises ont un énorme coup à jouer, c'est un choix de bon sens", affirme ainsi Jean-Pascal Tricoire, le PDG de Schneider Electric. Selon lui, les efforts pour penser une ville plus verte ne sont pas incompatibles avec une économie rentable. "Il faut savoir que 70% des émissions de carbone dans le monde se passent dans les villes. La bataille du réchauffement climatique se gagnera ou se perdra dans les villes."

La mise en place d'infrastructures durables en utilisant des nouvelles technologies n'a pas un coût très supérieur. On parle d'un retour sur investissement qui est très souvent de trois ans. C'est très court.

Jean-Pascal Tricoire, PDG de Schneider Electric
à franceinfo

Le ministre de la Transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot, a décidé d'enfoncer le clou : "Le monde économique ne peut plus jouer contre son camp. Il ne peut plus se permettre le scandale des moteurs truqués, les fraudes aux quotas de CO2", a-t-il martelé devant ces entreprises signataires, au siège du Medef. Il souhaite les responsabiliser. "Vous vous créez une obligation. C'est une promesse que l'on fait à nos enfants et on ne saurait mentir à nos enfants." D'ici 2020, ces entreprises prévoient d'investir 300 milliards d'euros pour les énergies renouvelables ou, plus globalement, la lutte contre le réchauffement de la planète. Pour Nicolas Hulot, c'est une "magnifique métamorphose de la société".

Euractiv

La finance mondiale veut se mettre au vert

Par Cécilia Barbière | 12 Décembre 2017

Les investisseurs se sont réunis à Paris pour promouvoir la finance verte, en amont du sommet climat. Si la dynamique est au rendez-vous, la définition des investissements verts doit encore être affinée.

Depuis 2015 et l'adoption de l'accord de Paris, le monde de la finance a mis les bouchées doubles pour verdir ses investissements.

À la veille du sommet « One Planet Summit » organisé à l'initiative du président français Emmanuel Macron, les acteurs de la finance mondiale se sont réunis pour faire état de l'avancement du verdissement de leurs investissements, lors d'une troisième édition du Climate Finance Day, organisé à Bercy.

Le sommet climat français veut faire bouger les lignes de la lutte contre le changement climatique
Changer les règles plutôt que de promettre des millions : deux ans après l'Accord de Paris, le combat contre le changement climatique a changé d'armes. Ses nouvelles cibles sont la finance et le droit.

Dans la pratique, beaucoup a été fait depuis l'Accord de Paris, tant au niveau des investisseurs publics que privés. Ainsi, la France revendique la deuxième place au niveau mondial pour l'émission de green bonds, (obligations verte), derrière la Chine. Mais la généralisation des investissements verts est encore loin d'être suffisante. En effet, sur les 17 000 milliards d'investissements en 2017 dans le monde, les obligations vertes n'ont représenté que 130 milliards, soit 0,1 %.

« La finance au chevet de la planète, devons-nous nous en inquiéter ou nous en réjouir ? » a demandé Nicolas Hulot, ministre de la Transition écologique. « Aujourd'hui, je préfère m'en réjouir. [...] Face aux enjeux posés par le réchauffement climatique, le monde de la finance commence à évoluer », a-t-il affirmé en ouverture du Climate Finance Day.

Réorientation des investissements

Selon les estimations de l'initiative New Climate Economy, les besoins en financement d'infrastructures durables sont estimés à 90 000 milliards de dollars d'ici à 2030. Un montant absolument hors de portée des seuls investissements publics, et qui rend nécessaire une réorientation de l'économie mondiale au service du climat.

Mais pour atteindre les objectifs de financement, les investisseurs ne doivent pas seulement avoir un « objectif climat isolé », rappelle Howard Bamsey, le directeur du Fonds vert pour le climat, « mais ils doivent revoir et réorganiser l'ensemble de leur portefeuille en fonction de la question du réchauffement climatique ».

Pour le patron du Fonds vert, la stratégie des acteurs de la finance visant à dédier une partie des investissements aux projets climatiques n'a de sens que si le reste des investissements sont faits en cohérence avec les objectifs de l'Accord de Paris.

« Sur le plan financier, l'accord de Paris a fixé une ambition : rendre les flux de capitaux cohérents avec la transition vers une économie bas carbone et résiliente aux dérèglements climatiques », a également rappelé le ministre de l'Économie, Bruno Lemaire en clôture de la journée.

La COP23 laisse en plan la question du financement
Les pays riches avaient promis de lever 100 milliards de dollars d'ici 2020 pour financer la lutte contre le réchauffement climatique dans les pays en développement. En septembre 2017, les engagements concrets ne s'élevaient pourtant qu'à 10,3 milliards.

Pour renforcer la cohérence des investissements internationaux avec les objectifs de lutte contre le réchauffement climatique, l'inclusion du risque financier causé par le climat fait partie des outils stratégiques à mettre en place, a rappelé Bruno Lemaire, rappelant que « l'ouragan Irma a causé plus de 1 milliard d'euros de dommages sur le seul territoire français ».

Pour que le risque climatique soit pris en compte en amont dans les décisions des investisseurs, la Task-force [groupe de travail] sur la transparence climatique dans le secteur financier (la TCFD) propose que le secteur privé prenne en compte ces risques dans ses décisions d'investissement et sa gestion quotidienne.

« Je souhaite que ces conclusions soient désormais appliquées intégralement en France, mais aussi au niveau international et européen », a affirmé Bruno Lemaire. Cette annonce pourrait accélérer la mise en œuvre des principes d'évaluation au niveau mondial, aujourd'hui bloquée par le refus des États-Unis de les valider au niveau du G20.

Le club des banques de développement se concentre sur le climat

Le patron de l'Agence française de développement, Rémy Rioux, a pris pour deux ans les rênes d'IDFC, un club de 23 banques de développement représentant 3000 milliards de dollars. Objectif: mettre tous les investissements au service de l'agenda pour le développement durable.

Transparence

Autre outil promu par Bruno Lemaire, le reporting climatique au niveau européen. « Il nous manque une langue commune au niveau européen. Je souhaite donc que des standards de reporting climatiques et d'identification des actifs verts soient développés au niveau européen », a-t-il précisé.

La révision de la directive sur le reporting extra-financier des entreprises « est une opportunité qui doit être saisie », souligne-t-il.

Alternatives économiques

One Planet Summit : renforcer les engagements... et passer à l'acte !

Chronique de Pascal Canfin (WWF France) | 11 Décembre 2017

La France accueille demain le One Planet Summit, un sommet international sur le climat à l'occasion des deux ans de l'accord de Paris. Si ce sommet n'était qu'un moment de célébration de l'anniversaire de la COP21, ce serait bien évidemment très décevant. Il reste tant à faire pour mettre en œuvre concrètement l'accord de Paris, et même aller au-delà, que nous devons non pas regarder dans le rétroviseur mais faire de cette rencontre internationale un moment où de nouveaux engagements seront pris.

La première attente porte sur la solidarité climatique internationale, les fameux 100 milliards de dollars promis en 2009 à Copenhague. Il y a, on peut le craindre, peu à attendre du One Planet Summit de ce côté-là. Pourtant, le retrait américain du fonds vert risque fort d'accentuer l'écart entre l'engagement des 100 milliards et la réalité des financements vers les pays du Sud. Et l'instauration d'une taxe sur les transactions financières (TTF) commune à une dizaine de pays européens a été abandonnée suite au changement de position de la France après l'élection d'Emmanuel Macron, et ce malgré plusieurs années de négociations qui étaient proches d'aboutir. La TTF aurait pu rapporter 10 milliards d'euros par an et combler ainsi largement les conséquences du retrait financier américain. Résultat, les annonces de financement public additionnel devraient rester limitées.

Mobiliser les capitaux privés

Un deuxième critère pour juger du résultat de ce sommet portera sur la finance privée. Car pour rester sous les 2 °C de réchauffement climatique, il faut changer profondément les règles du jeu du système financier mondial et l'allocation du capital dans l'énergie, les transports, les infrastructures, etc. De nombreux acteurs privés, banques, compagnies d'assurances ou encore fonds de pension sont venus à Paris le 11 décembre pour une journée entière d'engagements, le Climate Finance Day. Cela doit être l'occasion de franchir une marche supplémentaire dans le développement de la finance verte. Les obligations vertes, par exemple, viennent de dépasser pour la première fois, en 2017, la barre des 100 milliards. Et des annonces de nouvelles émissions de ces green bonds devraient être faites aujourd'hui.

Au-delà de ce qui reste encore un marché de niche à l'échelle mondiale, il faudra regarder de près les engagements des financiers qui visent à aligner leur flux d'investissements vers la perspective d'un monde à 2 °C. En effet, il n'est pas possible d'imaginer limiter le dérèglement climatique en dessous de 2 °C si le système financier continue de fonctionner comme avant, si ceux qui gèrent notre épargne ne dirigent pas leurs investissements selon une trajectoire compatible avec la neutralité carbone.

En France, l'article 173 de la loi de transition énergétique adoptée en 2015 oblige ceux qui gèrent notre épargne à rendre des comptes sur la façon dont leurs investissements impactent le climat. Le WWF France a récemment analysé les informations communiquées par les seize plus gros assureurs hexagonaux qui gèrent 2 000 milliards d'euros, soit sept fois le budget de l'Etat. Celui qui a le plus joué le jeu de la transparence est AG2R La Mondiale, qui a calculé et publié à quel degré de réchauffement climatique correspond l'ensemble des placements et investissements qu'elle réalise avec l'épargne qui lui est confiée par les Français. Résultat : 3,6 °C. On est très loin des 2 °C, mais le WWF France a salué AG2R pour sa transparence car cela permet de se donner un objectif clair et structurant : que progressivement – mais rapidement, car nous sommes engagés dans une course contre la montre – le monde financé par AG2R La Mondiale, comme par les autres acteurs financiers, passe à 3 puis 2,5 puis 2 °C.

La Commission européenne réfléchit à imposer de nouvelles règles du jeu aux banques Twitter

En parallèle des engagements privés, il faut bien sûr changer les règles du jeu publiques. A ce titre, la Commission européenne pourrait faire des annonces importantes. Ainsi, elle a déjà proposé que la gestion du risque climatique entre dans la responsabilité légale des investisseurs. Et elle réfléchit à modifier les obligations des banques en termes de réserves en capital, donc la rentabilité de leurs activités, en fonction du caractère plus ou moins vert de l'actif financé. Tout cela constitue un changement de paradigme très profond, nécessaire si l'on veut qu'au-delà des « bons élèves », ce soit l'ensemble de la classe des financiers qui change de modèle.

Le test de Notre-Dame-des-Landes

Enfin, le One Planet Summit devra être jugé à l'aune des engagements pris pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et, en ce qui concerne les pays riches, parvenir à la neutralité carbone d'ici à 2050. Or, les annonces faites jusqu'à présent constituent un gros tiers du chemin à parcourir. On est donc loin du compte et les Etats, les villes, les entreprises doivent aller plus loin.

En ce qui concerne la France, le plan climat annoncé par Nicolas Hulot en juin dernier est en phase avec l'objectif global des 2 °C, puisqu'il prévoit de mettre la France sur la voie de la neutralité carbone en 2050. Ce sont donc moins de nouveaux objectifs qui sont attendus de la part du gouvernement, que des précisions sur la façon d'y parvenir. A ce titre, les prochains jours seront déterminants. La commission indépendante sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes doit remettre son rapport le lendemain du One Planet Summit. Surtout, une décision est attendue avant Noël quant à l'abandon, ou non, de ce projet vieux de plus de quarante ans. Tenir un sommet mondial sur le climat le 12 décembre et soutenir un nouvel aéroport international en France quelques jours plus tard ruinerait la crédibilité du gouvernement et du président de la République sur ce sujet. Mais, heureusement, le pire n'est jamais sûr !

Alternatives économiques

Comment la France verdit sa finance

Par Xavier de la Vega | 11 Décembre 2017

Le One Planet Summit, organisé à l'initiative d'Emmanuel Macron ce mardi 12 décembre à Paris, veut encourager les Etats volontaires à accélérer leurs efforts pour contenir le réchauffement climatique. Il s'agit entre autres pour eux de mobiliser la finance afin qu'elle devienne un acteur pleinement engagé dans ce domaine et que les flux d'investissement soient orientés vers une croissance verte. Car le problème du financement de la transition bas carbone – le nerf de la guerre climatique – n'est pas le manque d'argent. Il réside plutôt dans le fait que des milliards et des milliards de dollars d'épargne collectés dans le monde continuent de financer des actifs toxiques pour la planète et l'humanité, à commencer par la construction de centrales à charbon.

Deux des quatre thèmes du One Planet Summit portent sur cette question et c'est aussi l'objet du Climate Finance Day accueilli aujourd'hui à Bercy. La France a quelque légitimité à se poser à l'avant-garde de ce combat. Non seulement sa diplomatie a joué un rôle décisif dans le succès de la COP21, en décembre 2015, mais la loi de transition énergétique votée à l'été de la même année lui confère un statut de pionnière de la réglementation verte de la finance. L'article 173 alinéa 6 de cette loi demande ainsi aux investisseurs institutionnels (assurances, fonds de retraite, mutuelles, Sicav, etc.) de publier un rapport annuel sur la manière dont leur stratégie d'investissement prend en compte « l'objectif international de limitation du réchauffement climatique » et « l'exposition aux risques climatiques ».

173 nuances de reporting

Les enjeux climatiques sont de plus en plus intégrés par les investisseurs dans le monde entier. C'est le fait de la pression des associations, des actionnaires et des recommandations des pays du G20, via la « Task force on climate-related financial disclosures » (voir zoom ci-dessous). La France se démarque en étant le premier pays à avoir fait de cet exercice une obligation légale, qui s'applique depuis le 1er janvier 2017.

Briser la tragédie des horizons

Les investisseurs institutionnels français se sont-ils conformés à la loi ? Leurs rapports financiers publiés en 2017 (et portant sur l'exercice 2016) ont été examinés par une série d'observateurs avertis, de Novethic, média spécialisé dans l'« économie responsable », à l'organisation environnementale WWF, en passant par le think tank The shift project et la société de conseil Indefi. Tous signalent une nette progression dans la prise en compte des enjeux climatiques, même s'il existe de grandes disparités entre obligés. Tout d'abord, sur les 100 principaux investisseurs institutionnels retenus par Novethic, une trentaine n'ont pas rendu de rapport climat, contrevenant à la loi. En revanche, un tiers en publie un pour la première fois, rejoignant vingt « pionniers » de l'investissement responsable et quinze acteurs déjà fortement engagés.

Pointant « 173 nuances de reporting », Novethic souligne ensuite une forte hétérogénéité dans la qualité des rapports. Ainsi, les trois quarts d'entre eux donnent une mesure de l'empreinte carbone des différentes composantes de leur portefeuille, généralement exprimée en tonnes équivalent carbone par million d'euros investis (teq/M€). Mais rares sont ceux qui, au-delà de cette photographie de leur portefeuille, indiquent si l'évolution de cette empreinte est cohérente ou non avec l'objectif de l'Accord de Paris sur le climat : contenir le réchauffement sous la barre des 2 °C. Si cet objectif est mentionné dans une grosse moitié des rapports, seules deux institutions – les assureurs AGDR-La Mondiale et CMP – ont indiqué noir sur blanc la trajectoire de réchauffement global à laquelle correspond leur portefeuille d'actif. Et l'on est pour l'instant loin du compte : +3,6 °C pour AGDR et +4 °C pour CMP...

Certains prennent néanmoins le sujet au sérieux. C'est le cas d'Aviva-France, filiale de l'assureur britannique Aviva, qui a consacré son rapport à l'exposition aux risques climatiques. « Lorsqu'une inondation ravage la région côtière thaïlandaise où se concentrent les fabricants de disques durs de la planète, c'est l'ensemble du marché informatique qui est impacté », observe Jean-François Copenolle, manager senior à Aviva France. Face à de tels risques, le modèle même de l'assurance est remis en question. « Si nous ne nous mobilisons pas tous face au changement climatique et à ses impacts, un certain nombre de risques ne seront plus assurables », conclut Jean-François Copenolle.

« Divest » et « Invest »

Alors que font concrètement les investisseurs pour réduire leur exposition aux risques liés au climat, qu'il s'agisse des risques physiques – la multiplication des cyclones – ou des risques liés à l'évolution de la réglementation – une taxe carbone dissuasive ? « Une première approche consiste à se désengager des activités les plus émissives de CO2. Au risque cependant de

délaisser certains acteurs, comme les constructeurs automobiles qui, avec leurs capacités d'innovation, détiennent une partie de la solution », estime Caroline Le Meaux, conseillère ISR (investissement socialement responsable) à l'Ircantec, caisse de retraite complémentaire publique.

« Une seconde vision envisage la finance comme un outil pour accompagner la transition climatique », poursuit Caroline Le Meaux. Les investisseurs les plus engagés ne se contentent pas, ainsi, de désinvestir du charbon, mais veulent orienter leurs actifs vers un développement soutenable. Les « investissements verts », destinés à financer des projets de transition énergétique, progressent dans leurs bilans. Aviva France a par exemple décidé d'investir chaque année 580 millions d'euros annuels dans des infrastructures bas carbone. Reste que ces flux restent marginaux. Les investissements verts atteignent au mieux 4 % du portefeuille des acteurs hexagonaux et, dans l'ensemble, selon Novethic, « pas plus de 0,5 % des plus de 3 000 milliards d'euros d'investissement gérés par la centaine de grosses institutions financières françaises n'est investi dans l'économie verte ».

Engagement actionnarial

Une autre stratégie pour les investisseurs consiste à sélectionner les entreprises qui ont pris des engagements climatiques forts, même si elles sont très émettrices de CO₂ du fait de leur secteur d'activité. Cette approche du « meilleur de la classe » a par exemple été retenue par l'ERAFP, le fonds de pension en charge de la retraite additionnelle de la fonction publique. Une telle démarche peut aller de pair avec l'« engagement actionnarial ». « L'engagement auprès des entreprises, que ce soit par des échanges privés ou par notre participation aux assemblées d'actionnaires, est autant une manière d'obtenir des informations sur les meilleures pratiques, que de faire passer des messages sur nos priorités », avance Pauline Lejay, responsable ISR à l'ERAFP. « Nous pouvons rejeter les résolutions climat d'une entreprise lorsqu'elle ne satisfait pas nos attentes, complète Caroline Le Meaux. C'est l'attitude que nous avons adoptée auprès d'Engie en 2016. »

Le décret d'application de l'article 173 souffre de bien des faiblesses. Les entreprises ont toute latitude sur les informations à inscrire dans leur rapport, à condition de justifier leur position. Et si les rapports sont contrôlés par l'AMF (Autorités des marchés financiers), il reste à voir comment seront sanctionnés les contrevenants. Malgré ses limites, ce texte a, en l'état, obligé nombre d'entreprises à se pencher sur leur attitude face au climat. C'est par exemple le cas de l'assureur Thélem. Si son rapport climat 2016 est sommaire, un rattrapage à marche forcée est en cours : « Il y a un an l'investissement ISR représentait 0 % de notre portefeuille. Nous visons à présent 95 % », affirme le directeur financier de Thélem, Benoît Jullien. Une dynamique également motivée par un constat : l'augmentation des sinistres liés au climat déclarés auprès de cet assureur.

Le WWF estime néanmoins que les investisseurs ont encore beaucoup à faire, notamment pour rendre leurs rapports intelligibles pour le commun des épargnants. En 2018, l'ONG entend maintenir la pression. Elle va inciter les citoyens à demander à leur assureur comment celui-ci entend prendre en compte les risques climatiques.

L'Express / L'Expansion

Climat: des ONG sceptiques sur les engagements des banques françaises

Par l'Express avec AFP | 11 Décembre 2017

Plusieurs organisations ont mis lundi la pression sur le secteur bancaire français, jugeant insuffisants ses engagements climatiques.

"Les banques françaises portent une part de responsabilité dans le développement des nouvelles centrales à charbon et l'aggravation de la crise climatique". Alors que cette semaine l'Elysée organise un grand sommet deux ans après l'Accord de Paris, l'ONG Les Amis de la Terre, publie un rapport aux côtés des altermondialistes d'Attac et des écologistes de 350.org très à charge contre la politique du secteur bancaire.

L'étude, qui concerne la période de début 2014 à fin 2017, est publiée à l'occasion du "Climate Finance Day", volet financier du sommet climat qui se tiendra mardi dans la capitale française. Les Amis de la Terre, qui reconnaissent que les banques françaises bien moins impliquées que les chinoises dans les investissements en actions et en obligations dans les grands producteurs de charbon, leur reprochent surtout de prêter beaucoup directement à ces acteurs et mettent particulièrement en cause trois établissements. Tous types de financements confondus, BNP Paribas est le 41e plus gros financeur mondial du charbon, Société Générale le 45e et Crédit Agricole le 52e, selon le classement de l'ONG.

La Caisse des dépôts et l'État aussi ciblés

Une trentaine de manifestants, dont une douzaine déguisés en escargots aux couleurs de Société Générale, s'étaient d'ailleurs rassemblés lundi devant le ministère de l'Économie, où se tient le Climate Finance Day, pour dénoncer les investissements de cette banque dans les énergies fossiles.

L'offensive des Amis de la Terre a lieu au moment où les banques françaises, qui ont globalement décidé en 2016 ou 2017 de ne plus financer de nouvelles centrales à charbon, font part de nouveaux engagements à l'occasion du Climate Finance Day, principalement sur l'arrêt de financements d'activités pétrolières liées aux sables bitumineux ou réalisées dans l'Arctique. Crédit Agricole, Société Générale et Natixis, filiale cotée de BPCE, ont fait des annonces en ce sens depuis une semaine. BNP Paribas avait déjà pris des engagements semblables en octobre.

Contrepoints

Parlons climat : (III) Pognon, GIEC et Politiques publiques

Edito par Nathalie MP et H16 | 15 Décembre 2017

C'est officiel et c'est merveilleux : depuis le début de la semaine, Paris est la capitale mondiale de la conscience climatique, Nicolas Hulot en est le chevalier vert et le pétulant Macron est le nouveau sauveur du monde.

« La planète brûle toujours » confiait avec sa prudence légendaire Laurent Fabius au Figaro, en concédant toutefois que « nous ne regardons plus ailleurs » et qu'il ne reste donc plus qu'une chose à faire : trouver de l'argent, beaucoup d'argent, des masses énormes d'argent, des centaines de piscines olympiques remplies d'argent frais pour accélérer vigoureusement notre entrée dans un monde d'autant moins chaud plus cool qu'il sera furieusement décarboné.

Oui, la planète brûle, c'est horrible et vous le savez car vous avez lu nos deux articles précédents (I & II) qui montrent le réchauffement colossal de la planète (une augmentation titanesque de 0,6° C au XXème siècle suivie d'une très violente stabilité depuis). Le coupable est sans aucun doute possible le CO2 dont la teneur dans l'atmosphère a vertigineusement augmenté de 0,032 % à 0,04 % entre 1960 et aujourd'hui.

Oui, la planète brûle et il nous faut donc agir : les conséquences matérielles et humaines de ce réchauffement climatique anthropique (RCA) sont déjà désastreuses (par exemple, il y avait plus de 5.000 ours polaires en 1960 alors qu'ils ne sont plus que 25.000 aujourd'hui). Mais surtout, si le pire n'est pas certain, il n'en reste pas moins « devant nous » et quoi qu'on fasse, « on n'en fera jamais assez » – dixit Nicolas Hulot.

Oui, la planète brûle et Emmanuel Macron est formel :

Si on décide de ne pas agir et de ne pas changer la manière dont nous produisons, dont nous investissons, dont nous nous comportons, nous serons responsables de milliards de victimes. (CBS, 12 décembre 2017)

Des milliards, qu'on vous dit !... De dollars, surtout, que nos réchauffistes entendent bien s'accaparer.

C'est pour cela que Macron et Hulot ont convoqué coup sur coup le Climate Finance Day et le One Planet Summit de lundi 11 et mardi 12 décembre dernier : les États-Unis partis avec leurs milliards, Macron se retrouve dans la soutane de Grand Sauveur de la planète aux poches percées et sans le moindre sou d'avance.

Il faut donc trouver des financements, ajuster les impôts, « impliquer » le secteur privé, bref, inciter la finance mondiale à « penser printemps » et petites feuilles vertes jusqu'au bout ; c'est pour la bonne cause.

Pour rappel, l'Accord de Paris signé lors de la COP21 de décembre 2015 prévoyait de la part des pays riches une enveloppe « plancher » (mais dodue) de 100 milliards de dollars par an afin d'aider les pays pauvres à financer leur transition énergétique... Sachant qu'on est encore très loin du compte et que cette somme ne couvre même pas la transition énergétique des pays riches.

Billancourt, qui hébergeait jadis Renault et accueille ce One Planet Summit, frise encore une fois le désespoir aux fers chauds : Armelle Le Comte, responsable Énergie & climat d'Oxfam France, sanglote déjà sur ces deux climathons aux résultats concrets décevants : pas de volonté politique, trop d'opérations existantes rhabillées en vert, absence de vexations fiscales et réglementaires écologiques et surtout, pas de mention de la taxe européenne sur les opérations financières alors que Macron s'était engagé à la relancer.

C'est mou, tout ça.

Non, ce qu'il faudrait, c'est du costaud, du solide, du massif, du brut d'impression comme l'explique Gaël Giraud, économiste en chef de l'Agence française de développement, tout à fait à l'aise :

Il faudrait 6.000 milliards de dollars par an, pour les investissements dans les infrastructures vertes, dont 4.000 milliards pour les pays du Sud.

Mille milliards de mille millions de mille dollars, voilà qui est parler : pourquoi cramer 100 gros milliards là où 6000 petits milliards pourraient suffire ? Après tout, ce n'est que 8% du PIB mondial (77.000 milliards en 2016) ! Au diable l'avarice ! Tavernier, servez-nous à nouveau de votre délicieux caviar, c'est le contribuable qui régale !

Devant de tels chiffres, un peu de recul s'impose. Recul d'autant plus important que les données sur le climat incitent à la prudence et que le GIEC, l'organisme à l'origine de ces données, est loin d'être aussi scientifique qu'on nous le serine. Sa fondation fut d'ailleurs motivée bien plus par la politique que par la science.

C'est pourtant sur sa recommandation de limiter le RCA à 2° C — voire 1,5 ° C — par rapport à l'ère préindustrielle que repose toute l'hystérie climatique actuelle avec pour conséquence la définition de politiques aussi coûteuses que leur rationalité est douteuse.

Le GIEC, ou « Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat », a été fondé conjointement par l'ONU et l'OMM (Organisation météorologique mondiale) en 1988. Avec de tels parents, on pouvait espérer un enfant timide mais scientifique. Il n'en fut rien : émanation d'États en lieu et place d'entités scientifiques indépendantes, le pauvre animal souffre d'une malformation congénitale dès le départ de sa mission qui sera d'étudier les conséquences du RCA alors posé comme vérité irréfutable (la formulation a changé depuis) :

Le GIEC a pour mission d'évaluer [...] les informations d'ordre scientifique, technique et socio-économique qui nous sont nécessaires pour mieux comprendre les fondements scientifiques des risques liés au changement climatique d'origine humaine, cerner plus précisément les conséquences possibles de ce changement et envisager d'éventuelles stratégies d'adaptation et d'atténuation.

En 1988, Michael E. Mann n'avait pas encore sorti sa courbe en crosse de hockey controversée qui servira de base (erronée) à l'alarmisme climatique, mais les opinions publiques des pays occidentaux avaient été sensibilisées dès 1972 aux enjeux écologiques tels que pollution et épuisement des ressources par le rapport du Club de Rome et la Conférence de Stockholm.

Dans ce contexte, Margaret Thatcher trouva dans la thèse du RCA un argument supplémentaire de poids pour démanteler les charbonnages britanniques non rentables, briser les syndicats de mineurs qui s'opposaient à leur fermeture et pousser l'énergie nucléaire.

La création du GIEC puis ses recommandations bénéficièrent alors de son soutien parfaitement calculé et très politicien. De formation scientifique elle-même, elle n'hésita pourtant pas à inciter la Royal Society (Académie des Sciences britannique) à trouver une relation entre les températures et le CO2 et à balayer les incertitudes scientifiques qui apparaissaient :

Nous ne comprenons pas encore complètement les gaz à effet de serre ni comment ils vont opérer, mais nous savons qu'il est de notre devoir d'agir. (1988)

Nous devons appliquer le principe de précaution au niveau international [...] et ne pas perdre du temps et de l'énergie à discuter le rapport du GIEC. (1990)

Ce qui ne l'empêchera pas, au début des années 2000, de se raviser et d'adopter des positions plus réalistes, considérant finalement qu'elle s'était fait avoir par des experts plus pétris de catastrophisme que de science. Néanmoins, la décision de Thatcher lui permit d'effectuer la reconversion britannique en faveur du nucléaire. Choix judicieux puisque c'est une source d'énergie sûre et bon marché qui n'émet ni CO2 ni particules polluantes.

Mais pour les réchauffistes les plus échauffés, ce n'est évidemment pas suffisant : si on parle de transition énergétique, cela implique non seulement de sortir du charbon, du pétrole et du gaz, mais également de sortir du nucléaire.

On se demande si le véritable agenda écologiste n'est pas là.

Ainsi, en Allemagne, on constate aujourd'hui que la montée en puissance des énergies renouvelables intermittentes (29 % de l'électricité allemande dont 12 % pour l'éolien et 6 % pour le solaire) s'est fait exclusivement au détriment du nucléaire (graphe

ci-contre extrait du journal Le Monde). Ce qui impose, comble de l'ironie, d'ouvrir des mines de lignite à ciel ouvert extrêmement polluantes et de faire tourner à plein des centrales à charbon tout aussi polluantes pour couvrir les besoins.

Inutile de dire que dans ces conditions, les émissions de CO₂ par habitant sont beaucoup plus élevées en Allemagne qu'en France, tout comme le prix de l'électricité (environ le double pour les deux grandeurs).

La situation électrique française est complètement différente, mais elle est également marquée par la volonté de sortir du nucléaire.

C'est pourtant un secteur qui – répétons-le – n'émet pas de CO₂, dans lequel nous avons maintenant une grande expérience et qui représente aujourd'hui environ 72 % de notre production électrique. Si l'on ajoute les 12 % de l'hydraulique, et les 7 % de l'éolien, du solaire et des bioénergies, la France n'est pas loin d'avoir une électricité parfaitement CO₂-free (voir graphique ci-dessous).

Las ! Bien que favorable, cette situation ne saurait convenir à nos écologistes les plus conscientisés.

Dans les principes inébranlables de l'écologie de combat, le nucléaire est une abomination qui ne peut recevoir qu'un « Nein, Danke ! » ferme et définitif permettant de mépriser toute analyse comparée des différentes sources d'énergies possibles. Mépris des faits qui sera commode pour Ségolène Royal en 2015 afin de propulser sa loi de transition énergétique ; mépris de la logique ouvertement partagé par le Nicolas Hulot de l'époque ; mépris des conséquences entérinées par le frétilant Macron lors de sa campagne électorale qui reprendra telles quelles les lubies de Ségolène visant à faire descendre la part du nucléaire à 50 % de la production électrique en 2025.

Hélas pour nos trois Pieds Nickelés Ségolène, Nicolas et Emmanuel, cet objectif est totalement irréalisable sans relancer dans le même temps des centrales à charbon et à gaz. La réalité ne peut être méprisée que le temps d'une élection : la mort dans l'âme mais avec un peu plus de logique et de réalisme que nos amis allemands, le gouvernement a donc revu ses plans à la baisse.

À des fins médiatiques et électorales, nos mousquetaires du bricolage énergétique ont tout de même promis de communiquer au plus vite le nombre de centrales nucléaires qui seront fermées, et quand. Ce serait vraiment trop dommage de se fâcher avec Greenpeace qui n'hésite même plus à se vautrer dans l'amalgame grossier entre pétrole et nucléaire :

Ce n'est pas en reculant sur le nucléaire que la lutte contre les dérèglements climatiques s'accélérera. Nicolas Hulot se doit d'être le rempart contre les lobbys du pétrole et du nucléaire.

Raisonnement sous-jacent : il faut accélérer le démantèlement du nucléaire pour faire enfin monter en puissance l'éolien et le solaire, énergies d'avenir vertes, mignonnes et créatrices d'emploi. En revanche, on n'entend plus personne lorsqu'il s'agit de rappeler que ce sont des énergies lourdement subventionnées, à l'intermittence très mal maîtrisée et incluant des terres rares pas du tout écologiques.

RÉCAPITULONS

Oui, il y a bien eu un réchauffement climatique entre 1850 et 2000, suivi d'une pause. La cause mise en avant, les émissions anthropiques de CO₂, semble bien fragile sur le plan scientifique tant la science climatique est encore jeune et nous réserve régulièrement des surprises.

Mais admettons.

Cependant, si la chasse à l'affreux dioxyde de C est à ce point importante, pourquoi en veut-on plus à l'énergie nucléaire qu'au charbon ? Et si la lutte contre la pollution est si importante, pourquoi s'en prend-on plus au CO₂, qui n'est pas un polluant, qu'aux particules fines et au CO notamment, polluants avérés ?

Quelle belle pelote d'incohérences bien embrouillées ! Dès qu'on en tire un fil, on découvre plus les motivations idéologiques anti-progrès, anti-développement et anti-capitaliste de l'écologie radicale qu'une quelconque démarche scientifique impartiale visant le progrès de l'Homme et de la planète.

Cette pelote d'incohérences sert cependant de support à des politiques publiques extrêmement dispendieuses visant à transformer autoritairement les comportements des gens selon le schéma classique : inciter, taxer, punir.

Les mêmes sommes investies de façon privée, dans un marché libre, concurrentiel et transparent grâce à un système de prix non faussés permettrait l'apparition d'une grande diversité d'acteurs aux centres d'intérêt variés, embrassant un grand nombre de sujets écologiques différents (et pas seulement un petit greenwashing de connivence agréable aux autorités). Cela permettrait en surcroît de trouver l'équilibre énergétique de demain compatible avec le développement humain et la protection de l'environnement.

Les préoccupations écologiques sont entrées dans le quotidien des gens. Il n'y a plus qu'à les laisser faire, tant l'économie est aujourd'hui une écologie.

PRESSE INTERNATIONALE

La Nouvelle Tribune

Le Climate Finance Day se pérenniserà à Paris

12 Décembre 2017

Les différentes parties prenantes, représentant tant les pouvoirs publics que le secteur privé, ayant pris part, lundi à Paris, à la troisième édition du Climate Finance Day, organisée à la veille du sommet mondial sur le climat (One Planet Summit), ont pris de nouveaux engagements pour accélérer le verdissement de la finance.

L'édition 2017 du Climate Finance Day a réuni près de 1.000 représentants internationaux de haut niveau de l'industrie financière, des entreprises, des autorités de régulation et de supervision, ainsi que des banques publiques, des représentants d'organisations non gouvernementales et de la sphère académique.

Cette troisième édition du Climate Finance Day, placée sous le signe de l'accélération de l'action, a mis en lumière les initiatives les plus innovantes réalisées depuis la COP 21 pour accroître la mobilisation du secteur financier dans la lutte contre le changement climatique, à la fois sur le financement de la transition énergétique et sur l'adaptation au réchauffement climatique.

Les principaux axes de cette évolution sont le renforcement de la transparence et de l'analyse des risques ainsi que le développement d'instruments financiers verts et de financements publics-privés.

A cette occasion, le ministre français de la Transition Ecologique et Solidaire, Nicolas Hulot, a rappelé que la lutte contre le changement climatique nécessitait une mobilisation et une mise en cohérence sans précédent des flux financiers publics et privés sur la planète.

« Les engagements pris aujourd'hui par les acteurs du financement de l'économie démontrent la possibilité de mettre l'investivité de la finance au service d'un monde neutre en carbone, sans pauvreté et résilient aux impacts du changement climatique », a-t-il dit, soulignant la nécessité d'investir plus et mieux là où le financement privé ne se dirige pas spontanément : la transition agro-écologique, la résilience des éco-systèmes, les capacités de stockage du carbone des sols et des forêts.

Il a aussi encouragé à la multiplication de partenariats entre les ressources publiques et les ressources privées, notamment au sein de fonds à impact prenant en compte les bénéfices sociaux et environnementaux des investissements, en finançant des projets qui améliorent le climat et la qualité de vie de tous, appelant les acteurs financiers à accélérer la décarbonation de leurs portefeuilles et réduire progressivement leurs financements aux énergies fossiles, notamment le charbon, pour se tourner vers les technologies de la neutralité carbone.

Pour sa part, le ministre français de l'Economie et des Finances, a annoncé le développement de nouveaux produits d'épargne grand public pour le climat, notamment des supports verts dans les contrats d'assurance vie, ainsi que la mobilisation pour des projets ayant un impact climatique favorable des sommes versées sur les livrets de développement durable et solidaire (LDDS) centralisés à la Caisse des dépôts.

Le LDDS sera réformé pour assurer une plus grande transparence sur les projets financés, ce qui facilitera son appropriation par les titulaires des livrets, a-t-il expliqué, plaidant pour l'application des recommandations de la Task Force sur la transparence sur les risques climatiques (TCFD) au niveau national et européen.

Il a en outre annoncé la signature d'une Charte pour le climat par lesquels les grands investisseurs publics rattachés à l'État s'engagent à prendre en considération les enjeux liés à la lutte contre le changement climatique dans leur politique d'investissement.

De son côté, le Président de Paris EUROPLACE, Gérard Mestrallet a annoncé que le Climate Finance Day se tiendrait dorénavant chaque année à Paris, ajoutant que cet événement participe d'une volonté double de la Place : faire de Paris le lieu de rendez-vous international de la finance verte et jouer un rôle moteur dans la mobilisation du secteur financier dans la lutte contre le changement climatique.

A rappeler que One Planet Summit vise à traduire en actions concrètes les engagements pris en 2015 à Paris, en insistant en particulier sur le rôle de la finance publique et privée dans la lutte contre les effets du changement climatique.

REUTERS

France to push for European financial transactions tax

Par Geert De Clercq et Yann Le Guernigou | 10 Décembre 2017

France will push for an European financial transactions tax to fund the fight against climate change, four French government ministers said in a joint statement.

The tax could raise up to 5 billion euros (\$5.9 billion) per year by 2020, according to a joint opinion piece authored by finance minister Bruno Le Maire, foreign minister Jean-Yves Le Drian, environment minister Nicolas Hulot and higher education minister Frederique Vidal.

It was published in Le Journal du Dimanche ahead of a climate summit in Paris on Monday.

They said that France had already put in place a financial transactions tax which helps finance its environmental policies.

"We will push for this tax to become applicable in Europe and will ask everyone to take part in this solidarity effort," the four ministers said.

In 2012, France introduced a 0.2 percent tax on purchases of shares in French companies with a market capitalization of at least 1 billion euros. The tax raised 1.1 billion euros in 2016 and was raised to 0.3 percent this year.

France and Germany have long led efforts to create a financial transactions tax. Ten countries - Germany, France, Italy, Austria, Belgium, Greece, Portugal, Slovakia, Slovenia and Spain - have signed up in principle.

But talks have dragged on since 2011 as countries struggle to agree what instruments should be covered and at which rate.

French President Emmanuel Macron said in July he would push for a European financial transaction tax as long as it was effective. He added that it depended on whether Britain would have access to EU financial markets after Brexit, as otherwise firms would move to London where the tax will not apply.

Banks and other opponents of the tax argue that it only makes sense if it covers many countries or else transactions will shift toward financial centres not covered by it.

Paperjam

La finance verte pour soutenir le climat

Par Frédéric Antzorn | 12 Décembre 2017

Après un «Climate Finance Day» hier, Paris accueille ce mardi le «One Planet Summit» pour évoquer le plus que nécessaire financement des engagements pris dans le cadre de la COP21 il y a deux ans pour freiner le changement climatique.

Deux ans après la COP21, Paris accueille ce mardi un nouveau sommet sur le climat, organisé à l'initiative du président français Emmanuel Macron, avec le soutien des Nations unies et de la Banque mondiale.

Devant réunir 4.000 participants – dont le Premier ministre Xavier Bettel et la ministre de l'Environnement Carole Drieschbourg – ainsi que 800 organisations et acteurs publics et privés, ce «One Planet Summit» est consacré au financement des politiques climatiques, «actuellement insuffisant pour atteindre les engagements de l'Accord de Paris», comme le relevait il y a peu Jim Yong Kim, le président de la Banque mondiale.

«Tout le monde est désormais conscient du fait que la prochaine étape est d'assurer les investissements pour accompagner notamment les pays en voie de développement dans leur adaptation aux problématiques du changement climatique», a poursuivi le dirigeant de l'institution basée à Washington, ajoutant que «sans financement, l'Accord de Paris ne restera qu'un processus politique et que rien ne changera sur le terrain».

Un triple enjeu

En matière de financements publics, l'un des enjeux de ce sommet est de mettre en œuvre les actions des collectivités et des métropoles qui, en parallèle des États, prennent une part active à la mobilisation en faveur d'une économie décarbonée. Du côté des financements privés, il s'agit de mettre en avant les actions des entreprises proactives dans la lutte contre le changement climatique, notamment par la fixation d'un prix du carbone interne dans leurs décisions d'investissements.

Un autre enjeu de ce «One Planet Summit» est la mise en place d'un écosystème permettant un partage des expériences des acteurs publics et privés, et des mesures à prendre en faveur du financement de la lutte contre le réchauffement climatique.

Enfin, il s'agit également de préparer les prochaines échéances, et en particulier le sommet de l'action climatique mondiale qui réunira des représentants des villes, des entreprises, du monde de la recherche et de la société civile en septembre 2018 à San Francisco.

«Green bonds»: l'expertise luxembourgeoise

À noter encore qu'en prélude à ce «One Planet Summit» s'est tenu ce lundi – à Paris également – un «Climate Finance Day» destiné à faire la promotion des différentes facettes de la finance verte, dont notamment les «green bonds», des émissions obligataires lancées par exemple par une collectivité locale ou une entreprise pour financer un projet ou une activité contribuant à la transition énergétique.

Sur ce point, le Luxembourg a pu faire valoir son rôle de pionnier. D'une part, parce que la Bourse de Luxembourg, en septembre 2016, avait lancé le Luxembourg Green Exchange (LGX), le tout premier dispositif dédié aux obligations vertes qui avait valu au pays de faire la une des journaux du monde entier.

Et d'autre part, parce que l'agence de certification Luxflag, créée il y a plus de 10 ans, s'est axée ces dernières années sur la finance verte, labélisant en octobre dernier – selon les dernières données disponibles – 78 fonds d'investissement qui géraient plus de 31 milliards d'euros d'actifs.

Si la grande majorité se situait dans le domaine de la microfinance, de plus en plus choisissent toutefois Luxflag pour valider leurs engagements dans les labels environnement, ESG (environnement, social, gouvernance) et financement climatique.

Sveriges Natur

Så ska finansbranschen ta klimathänsyn i sina investeringar

Par Tobias Persson | 14 Décembre 2017

I veckan levererade finansmarknadsminister Per Bolund (MP) ett ambitiöst utspel: Svenska bolag ska gå i bräschen för att implementera ett nytt, banbrytande, ramverk för en hållbar finansmarknad. Tanken är att företag frivilligt ska rapportera hur deras verksamhet påverkas av framtida klimatförändringar. Men de frivilliga insatserna får kritik från vissa som menar att lagstiftning och tydliga krav är vad som krävs.

– Jag kan försäkra er om att Sverige och Frankrike ska implementera Task Force on Climate-related Financial Disclosures riktlinjer. Vi är redo att investera vårt kapital, det politiska kapitalet, för att säkerställa att de införs i våra länder och på europeisk nivå.

Per Bolund kom under toppmötet Climate Finance Day tidigare i veckan med ett vågat utspel. På plats i salen fanns några av världens främsta investerare, topp-politiker och andra inflytelserika personer som samlats för att diskutera hur finansvärlden kan bidra till en hållbar utveckling. Löftet från Per Bolund har stöd i färdplanen för det svensk-franska partnerskap som lanserades i november och frågan ligger redan på Finansinspektionens bord. Men många ställer sig antagligen frågan vad ramverket egentligen innebär.

Hänsyn till klimatförändringarna

TCFD är ett initiativ vars syfte är att investerare och andra aktörer i finansbranschen ska ta hänsyn till klimatförändringarna vid sina investeringsbeslut. Många experter menar att initiativet kan vara en katalysator för att den breda massan av finansaktörer ska börja ta hänsyn till de risker som klimatförändringarna innebär.

– Jag tycker att det är ett jättestarkt initiativ och jag hoppas väldigt mycket på de här rekommendationerna eftersom de riktar sig till mainstream-investerare. Initiativet kommer inte från någon nischgrupp med ansvarsfulla investerare utan det är G20-länderna under ledning av brittiska centralbankschefen som talar till hela finansbranschen, säger Gunnela Hahn, chef för hållbara investeringar på Svenska kyrkan.

TCFD är en grupp som består av representanter från några av världens största investerare och leds av Michael Bloomberg, före detta borgmästare i New York. Initiativet till att etablera gruppen kommer från Mark Carney, chef för Bank of England och ordförande i Financial Stability Board, ett internationellt G20-organ som övervakar det globala finanssystemet. I somras lanserade TCFD sina frivilliga riktlinjer för hur företag ska rapportera klimatrelaterade risker. De stöds i dag av knappt 250 storföretag, inklusive svenska Alecta och Nordea men även aktörer som Finansinspektionen och Sveriges regering.

Kortsiktighet ett hinder

Många experter har pekat ut finansmarknadens kortsiktighet i investeringsbeslut som det största hindret för hållbara investeringar, vilket TCFD hoppas överbrygga genom att rikta fokus på långsiktiga klimatrisker. Tanken är att företag frivilligt ska börja rapportera framtidsprognoser, så kallade scenarioanalyser, för hur klimatrisker och -möjligheter kan komma att påverka lönsamheten. Syftet är att skicka en signal till investerare att långsiktigt ohållbara bolag är en dålig investering. Samtidigt kan analysen vara en ögonöppnare för bolagets ledning som inser att de måste ställa om för att verksamheten ska överleva.

– Klimatförändringarna medför både ekonomiska risker och möjligheter. Men i nuläget har företag inte den data som behövs för att på ett korrekt sätt mäta risker och bedöma möjligheter. Det hindrar dem från att genomföra åtgärder för att mäta och identifiera hållbara investeringar, säger Michael Bloomberg i en kommentar kring svårigheterna med att i dagsläget prissätta bolagens klimatrelaterade risker.

Klimatet har länge setts som en icke-finansiell fråga utan någon större direkt påverkan på bolagens lönsamhet. Men TCFD menar att klimatriskerna är ett problem som kan slå direkt mot bolagens lönsamhet och att dessa därför ska avhandlas som en del av företagets årliga finansiella rapportering. Gunnela Hahn konstaterar att det är ett smart upplägg att TCFD uppmanar bolagen att bedöma hur klimatförändringarna kan påverka deras resultat, snarare än hur bolagen påverkar klimatet. Det tar bort den moraliska och politiska aspekten av högutsläppande bolags verksamhet, vilket ökar chanserna att de följer rekommendationerna och rapporterar sina klimatrisker samtidigt som investerare får upp ögonen för frågan.

Räcker inte med frivilliga riktlinjer

Jakob König, som tidigare har jobbat i finansbranschen och nu är projektledare på Fair Finance Guide, menar att initiativet är ett rejält kliv framåt för att nå en hållbar finanssektor. Däremot anser han att det inte räcker med frivilliga riktlinjer. Han menar att det borde vara ett lagkrav att företag ska göra scenarioanalyser över hur klimatförändringarna påverkar deras verksamhet eftersom det är brådskande att minska utsläppen av växthusgaser.

– Scenarioanalyser är det som egentligen behövs. Det handlar om hela ekonomin och hur framtiden kommer se ut. Vilka företag som kommer klara sig där och vad är det för typ av produkter som kommer funka i en sådan ekonomi, säger Jakob König.

Han menar att fördelen med initiativet är den stora bredden av aktörer som står bakom. Men han lyfter samtidigt att det är ett stort problem att det saknas en tydlig definition av hur scenarioanalyserna ska genomföras av bolagen. TCFD lyfter i sin slutrapport fram att det är upp till organisationerna att bedöma vilken metod som ska användas för analysen. Men Jakob König påpekar att det är ett problem att analyserna kommer skilja sig åt eftersom informationen inte kommer vara jämförbar mellan bolag. I förlängningen kan det innebära att det blir svårt att granska om och hur finansaktörerna faktiskt väger in klimatriskerna i sina investeringsbeslut.

Möjliggör extern granskning

En sak är i varje fall säker; i takt med att fler företag börjar redovisa hur deras verksamhet kommer påverkas av klimatförändringarna kommer möjligheter för extern granskning öka. Det gäller dels för hur bolagen rapporterar och vilka antaganden de gör för sina bedömningar, men även hur de finansiella aktörerna tar hänsyn till klimatrisker. Samtidigt kan man tänka sig att konflikter kan uppstå om vilka framtidsscenarion som företag och investerare borde bygga sin analys på. Man kan tänka sig att civilsamhället kommer ha en del att säga till om i frågan.

– Jag tror att miljörelsen och organisationer i civilsamhället inser mer och mer vilken maktposition finansvärlden sitter på i frågor om hållbar utveckling. De inser att det finns en hel del knappar att trycka på där för att påverka marknaden. Det har varit ett successivt uppvaknande, säger Jakob König.

PRESSE ENVIRONNEMENT / ENERGIE

Le Journal de l'Environnement

Finance carbone : politiques et investisseurs ne sont pas au diapason- 12/12

Par Valéry Laramée de Tannenberg | 12 Décembre 2017

Paris accueillait, lundi 11 décembre, la troisième édition du Climate Finance Day. Cette avant-première au sommet voulu par le président

Macron, le One Planet Summit, a été l'occasion d'un dialogue de sourds entre les banquiers et les politiques.

« La finance est une partie de la solution au changement climatique. » Jusque-là, les centaines de personnes réunies pour la troisième édition du Climate Finance Day n'ont pu qu'opiner du chef. C'est ensuite que les choses se sont gâtées. La faute, peut-être, au syndrome de Paris.

« Depuis la COP 21, les politiques considèrent que leur travail s'est achevé avec la conclusion de l'Accord et que c'est désormais à la société civile de prendre le relais », résume un bon connaisseur des négociations. Pas si faux.

Réconcilier écologie et finance

Car, à l'image de Nicolas Hulot, les pouvoirs publics attendent beaucoup du monde de la finance.

« La finance au chevet de la planète. Devons-nous nous en inquiéter ou nous en réjouir ? Je m'en réjouis. [...] Nous arrivons à concilier économie et écologie », veut croire le ministre d'Etat. Sa prédécesseure n'est pas en reste : « L'intérêt des investisseurs c'est de trouver des outils pour investir, et de ne pas compter seulement sur les dotations publiques », martèle Ségolène Royal.

Banquiers, gestionnaires de fonds souverains ou de retraites, investisseurs institutionnels ont bien compris ce qu'on attendait d'eux. Et s'adaptent à la nouvelle donne.

Nouvelle donne, car les montants en jeu sont phénoménaux. « On parle de 100.000 milliards de dollars », souligne Daniel Klier, chargé de la finance durable chez HSBC.

Nouvelle donne, car les conséquences du réchauffement frapperont aussi les investisseurs imprudents.

Investir sur le long terme

Et ce n'est pas le fonds pétrolier norvégien, le plus important fonds souverain du monde, qui dira le contraire. « Mon travail, c'est de sauvegarder la richesse que nous avons acquise pour les générations futures. Je dois donc investir pour le long terme, en tenant compte des risques, notamment climatiques », explique Yngve Slyngstad, PDG de la banque norvégienne d'investissement.

Nouvelle donne enfin, car les besoins sont d'une immense diversité. Et pour chaque besoin exprimé, il n'existe pas toujours d'offre de financement clé en main. Depuis des années, la France peine à rénover son parc immobilier. De nombreux pays en développement découvrent à peine les solutions de financement ou d'assurance. Banques et investisseurs savent mobiliser des fonds pour financer des projets coûtant des millions d'euros mais sont incapables de prêter quelques centaines d'euros, regrette Josué Tanaka, directeur Efficacité énergétique et changement climatique à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd).

Investir dans la terre

L'imagination semble pourtant au pouvoir. A l'initiative du secrétariat de la Convention des Nations unies pour la lutte contre la désertification, Mirova (groupe Natixis), la Caisse des dépôts, la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque mondiale ont créé, en 2015, le 'Fonds LDN', premier véhicule financier visant à atteindre la neutralité en termes de dégradation des terres. « Il faudrait aussi investir dans la restauration des écosystèmes qui continueront à stocker du carbone », réclame Nicolas Hulot.

Banquiers et investisseurs semblent prêts à jouer le jeu, à quelques conditions toutefois. D'abord, que les politiques leur donnent des signaux clairs et cohérents. En clair, qu'ils mettent fin aux subventions aux énergies fossiles. Et dans le même temps, qu'ils tarifient à un niveau suffisant les émissions de carbone. Le rapport Stern-Stiglitz préconise, à cet égard, un corridor de prix (40-80 dollars la tonne de CO₂ en 2020 ; 50-100 \$ / tCO₂ en 2030). Aucun des ministres présents à Bercy ne prendra à son compte ses deux préconisations.

Reporting ESG

Autre écueil bien cartographié par les financeurs : le manque d'informations. Tous fustigent le manque de transparence des entreprises avides de fonds. « Or il faut une réelle transparence pour émettre des obligations vertes », reconnaît Judith Hartmann, directrice financière d'Engie. Le reporting environnemental, social et de gouvernance (ESG) est plébiscité.

Mais il peine encore à donner le meilleur de lui-même. En France, malgré l'article 173 de la loi sur la transition énergétique, les rapports ESG sont à « géométrie variable », résume joliment un récent rapport de Novéthic. « Il nous faut des données. Sans elles, nous ne pourrions distinguer un projet écologique d'un chantier classique », tonne Anne Le Lorier, sous-gouverneure à la Banque de France. Les faits lui donnent raison. Le Mexique finance la construction d'un aéroport géant grâce à des obligations vertes, souligne un récent rapport d'Attac. Aux Etats-Unis, Toyota finance le crédit pour l'achat de ses véhicules électriques et hybrides également grâce à des Green Bonds. « Nos obligations vertes ne sont pas très attractives mais elles ne sont pas risquées », confirme Adam Stam, de Toyota Financial Service.

Un livret vraiment durable

Clôture la journée, Bruno Le Maire ne s'est pas défilé. Le ministre de l'économie et des finances a proposé que les sommes collectées par le livret de développement durable et solidaire servent effectivement à financer des projets 'durables'. Le patron de Bercy suggère qu'une partie du montant des assurances-vie soit affecté, moyennant l'accord du souscripteur, « au service du climat ».

Le ministre normand a annoncé la signature d'une Charte pour le climat par laquelle les grands investisseurs publics rattachés à l'Etat s'engagent à prendre en considération les enjeux liés à la lutte contre le changement climatique dans leur politique d'investissement. Il a enfin confirmé l'engagement de la France de poursuivre l'émission de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) verte, ainsi que l'installation d'un conseil d'évaluation de ces obligations et l'adhésion de la France aux Green Bond Principles. Pas sûr que cela corresponde aux demandes des investisseurs et des banquiers.

Planet.fr

Climate Finance Day, One Planet Summit: "c'est une excellente initiative", Bertrand Piccard - 12/12

Vidéo publiée le 12 Décembre 2017

A l'occasion du sommet international sur le climat "One Planet Summit", Emmanuel Macron a annoncé qu'il faut une mobilisation beaucoup plus forte. Dans ce contexte, l'édition 2017 du "Climate Finance Day" a été placée sous le signe de l'accélération de l'action. L'objectif est de sauver la planète, et d'entretenir le succès de la COP21 en 2015. Quels sont les enjeux de ces sommets ? Les déclarations des grands groupes pour protéger le climat sont-elles crédibles et suffisantes ? - Avec: Bertrand Piccard, aéronaute, président du projet Solar Impulse. Et Jean-Pascal Pham-Ba, secrétaire général et porte-parole de Terrawatt Initiative. - 12h l'heure H, du mardi 12 décembre 2017, présenté par Hedwige Chevrillon, sur BFM Business.

[Voir la vidéo](#)

Les Amis de la Terre

Société Générale à la traîne : des escargots s'invitent au Climate Finance Day

11 Décembre 2017

Alors que les grands acteurs de la finance internationale se réunissaient cet après-midi à Bercy à l'occasion du Climate Finance Day, 52 militants des Amis de la Terre et d'ANV-COP21 ont mené une action non-violente aux portes de la conférence. Ils dénonçaient l'irresponsabilité de Société Générale qui persiste à financer directement et indirectement les énergies fossiles les plus risquées pour le climat et les droits humains, et réclamaient son retrait définitif des projets de terminal de gaz naturel liquéfié Rio Grande LNG et de double pipeline de gaz de schiste Rio Bravo au Texas.

À 13h30, une foule d'escargots rouges et noirs, aux couleurs de Société Générale, a perturbé l'entrée des participants affluant devant le ministère de l'Économie et des Finances à l'ouverture du Climate Finance Day. Les militants incarnaient la dangereuse lenteur de la banque dans la longue course contre les changements climatiques. Une banderole « Société Générale à la traîne – Stop Rio Grande LNG » donnait le ton de cette mobilisation. L'action visait à interpeller Société Générale qui joue un rôle clé de conseiller financier pour un projet de pipeline et de terminal d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) issu de gaz de schiste au Texas, Rio Bravo et Rio Grande LNG.

Les militants des Amis de la Terre et d'ANV-COP21 appelaient plus largement la banque à suivre et dépasser l'exemple de BNP Paribas [1] en renonçant à ces projets et à mettre un terme à tous ses soutiens aux projets et aux entreprises actives dans les énergies fossiles extrêmes : sables bitumineux, gaz de schiste, terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL), forages en eaux profondes et en Arctique.

« Société Générale fait preuve d'un greenwashing éhonté en prétendant sauver le climat alors qu'elle mise sur le développement du gaz, y compris dans ses formes les plus sales : le GNL et le gaz de schiste [2]. Non seulement le projet Rio Grande LNG entraînera l'extraction de toujours plus de gaz de schiste en amont, mais contribuera à émettre autant d'émissions que 44 centrales à charbon [3]. BNP Paribas a reconnu l'incompatibilité de soutenir ce projet et de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C voire 2°C en actant l'exclusion de ce type de projets de ses soutiens. Nous en attendons de même de la part de Société Générale », explique Lorette Philippot, chargée de campagne Finance privée aux Amis de la Terre France.

Société Générale est en effet l'un des plus gros financeurs du GNL, avec plus de 2,4 milliards de dollars de financements aux entreprises les plus agressives du secteur en Amérique du Nord entre 2014 et 2016 [4]. Le gaz est un important émetteur de méthane, gaz à effet de serre dont nous savons que le potentiel de réchauffement est plus de 80 fois supérieur au dioxyde de carbone. Le transport de gaz naturel et du gaz de schiste sous la forme de GNL fait exploser encore un peu plus les compteurs, étant responsable de 20% d'émissions supplémentaires par rapport au transport par gazoduc de courte distance [5].

« Société Générale ne pourra pas continuer éternellement à nier sa responsabilité vis-à-vis des communautés et des écosystèmes impactés par ces mégaprojets. La colère gronde aux États-Unis où la coalition "Sauvons la vallée du Rio Grande du GNL" se mobilise aux côtés de la communauté autochtone des Esto'k Gna dont les droits sont directement menacés par le terminal Rio Grande LNG et le pipeline Rio Bravo. Une lettre cosignée par 85 ONG a été adressée à Société Générale, lui demandant expressément de se retirer de ces deux projets et de ne plus financer de projets et d'entreprises des énergies fossiles extrêmes [6]. En France, nous suivrons de très près les choix de la banque dans les prochaines semaines et prochains mois et appellerons à des mobilisations croissantes aussi longtemps qu'elle ne s'engagera pas dans cette voie », conclut Élodie Nace, d'ANV-COP21.

Actu Environnement

A la veille du One Planet Summit, Paris se rêve en capitale de la finance verte

Pars Agnès Sinaï | 8 Décembre 2017

Le verdissement de la finance est le thème majeur du One Planet Summit voulu par le Président de la République Emmanuel Macron. Il est organisé en partenariat avec les Nations Unies deux ans jours pour jours après l'adoption de l'Accord de Paris.

Organisé à l'initiative d'Emmanuel Macron deux ans pile après l'adoption de l'Accord de Paris, le One Planet Summit, qui aura lieu à la Seine Musicale dans les anciennes usines de Boulogne-Billancourt (Hauts de Seine) le 12 décembre, se veut un sommet international où finance et climat vont enfin converger. La finance verte ne veut pas rester une goutte d'eau dans un océan d'actifs "bruns", plus ou moins nocifs pour le climat et dénués de transparence.

Les green bonds représentent un marché très dynamique, mais la valeur boursière n'en est pas impactée. La Bourse de New York est bien plus réactive à un tweet de Trump

Anne-Catherine Husson-Traore, Novethic

A l'heure où les portefeuilles financiers brassés dans les places boursières au rythme des transactions à haute fréquence représentent un encours de 17.000 milliards de dollars (Mds \$) par an, les obligations vertes, green bonds dans le jargon, n'en mènent pas large du haut de leurs 130 Mds \$ en 2017. Un encours qui représente 0,1% du marché obligataire, chiffre certes à la hausse, alors que les capitaux nécessaires à la transition vers une économie bas carbone sont estimés à 1.000 Mds \$ par an pour la seule transition énergétique.

Un contexte favorable

Pour Anne-Catherine Husson-Traore, directrice générale de Novethic, "les green bonds représentent un marché très dynamique, mais la valeur boursière n'en est pas impactée. La Bourse de New York est bien plus réactive à un tweet de Trump". Le contexte est pourtant favorable et certains signaux sont encourageants, même si nombre d'observateurs constatent que "shifting to trillions" ("faire basculer les milliards" vers la transition écologique), mot d'ordre de la première édition du Climate Finance Day en 2015, reste encore un vœu pieux.

Le mouvement "divest-invest" de désinvestissement des énergies fossiles a fait des émules. Lancé par des universités américaines, il a été suivi par des collectivités locales (Berlin, Oslo, Copenhague, Sydney, San Francisco) et des institutions religieuses. Le fonds de pension gouvernemental norvégien et les fonds de pension californiens CalPERS et CalSTRS, qui gèrent près de 1.500 Mds \$ d'actifs cumulés, ont désinvesti du charbon pour se conformer à des lois adoptées par leurs parlements respectifs.

L'engagement actionnarial est de plus en plus perceptible, signale Novethic. Le 31 mai dernier, les actionnaires d'Exxon Mobil ont adopté à plus de 62% une résolution demandant au plus grand producteur de pétrole et de gaz coté en Bourse de publier un rapport sur les risques financiers auxquels l'expose le changement climatique. Ce qui a poussé les grandes sociétés de gestion d'actifs financiers mondiales que sont BlackRock (le plus grand gestionnaire d'actifs du monde), Vanguard ou State Street à se joindre à la coalition qui exige qu'Exxon Mobil publie l'impact d'un scénario 2°C sur son modèle économique.

Selon un sondage présenté par Aviva France, le 7 décembre, 7 Français sur 10 seraient favorables à la généralisation de labels indépendants permettant de savoir si les placements financiers sont éthiques. Publiée à la veille du One Planet Summit, cette enquête dévoile que les épargnants y sont plus sensibilisés : 62% d'entre eux - soit un potentiel de 21,7 millions d'épargnants - jugent important que leur épargne soit investie dans des placements éthiques. Cette sensibilité est particulièrement forte chez les plus jeunes.

Faire basculer la finance

Partout dans la capitale se tiennent ces jours-ci des conférences autour du crédo : faire basculer la finance vers le vert, c'est incontournable pour sauver la planète. C'est également incontournable pour la finance elle-même, car un monde à +4°C n'est pas assurable, comme le martèle désormais le groupe Axa.

Reste à savoir comment les allouer à des technologies et des infrastructures à bas carbone, et selon quels critères de sélection. Novethic invite les investisseurs à identifier les secteurs carbo-intensifs dans leurs portefeuilles, à repérer les principaux émetteurs de gaz à effet de serre grâce à des bases de données telles que le Carbon Disclosure Project ou la liste Carbon Underground 200.

Il s'agit aussi de pousser les entreprises, qui ont de plus en plus recours au marché obligataire, à modifier leurs stratégies. Les coalitions d'investisseurs vont s'y employer. Sous la bannière "Climate Action 100+", ils publieront dans les tout prochains jours une liste d'entreprises très émettrices de plusieurs secteurs à qui elles demanderont de réduire leurs émissions, renforcer leur reporting financier lié au climat et améliorer leur gouvernance climatique. L'exploitation du pétrole et du gaz en Arctique est dans leur ligne de mire. Des institutions financières françaises, dont Préfon, Ircantec, Mirova, Natixis AM, ont par exemple pris la tête d'une coalition de 19 investisseurs qui appellent à limiter fortement les activités pétrolières et gazières en Arctique.

Paris, première place boursière verte mondiale

L'enjeu du One Planet Summit et des événements associés est aussi de renforcer l'attractivité du système financier de la Place de Paris au moment où le Stock Exchange londonien est frappé par le Brexit. Des recommandations pour une stratégie française de la finance verte seront présentées sous la forme d'un rapport attendu lors du side-event officiel, le Climate Finance Day ouvert par Nicolas Hulot, ministre de la Transition écologique, et clôturé par Bruno Le Maire, ministre de l'Economie et des Finances, à Bercy.

Des personnalités telles que Ségolène Royal, envoyée spéciale de l'Alliance solaire internationale, Ma Jun, président de la commission pour la finance verte de la Société chinoise de la finance et de la banque, géant de la finance verte, Barbara Buchner, directrice de la Climate Policy Initiative, à l'origine des principaux chiffrages des flux financiers bas carbone, prendront part à cette journée, troisième édition du Climate Finance Day dont le mot d'ordre est "Accélération". La capitale accueillera désormais chaque année cet événement.

Pour Philippe Zaouati, directeur du fonds Mirova, qui gère quelque 8,2 milliards d'euros, dont 2 Mds d'obligations vertes, "il est clair qu'on ne peut pas séparer une finance qui serait «green» et le reste de la finance dont il faut changer le business model. C'est aussi la stratégie qu'on voudrait imprimer à la place de Paris, nous voulons en faire la capitale de la finance de demain. Une place de Paris qui serait orientée vers le long terme, soucieuse de son empreinte écologique, innovante, digitale, collaborative".

C'est le sens de l'initiative Finance for Tomorrow qui vise à entraîner la Place de Paris dans son ensemble vers une dynamique plus vertueuse, en relation avec les autres places financières internationales. La France s'estime bien placée dans ce paysage émergent puisqu'elle est n°3 mondial du marché des obligations vertes après la Chine et les Etats-Unis.

Novethic

CLIMATE FINANCE DAY : LES 50 CLIMACTS DE FINANCE FOR TOMORROW POUR MARQUER LE VERDISSEMENT DE LA FINANCE FRANÇAISE

Par Béatrice Héraud | 11 Décembre 2017

A l'occasion du Climate Finance Day, Finance for Tomorrow, l'initiative de la place de Paris pour la finance durable (dont Novethic est membre), publie 50 ClimActs. Ces 50 mesures prises par ses 50 membres prouvent que la finance est une alliée du climat.

"La finance au chevet de l'économie...doit-on s'en inquiéter ou s'en réjouir ?", a interrogé le ministre de la Transition énergétique, Nicolas Hulot, en introduction du Climate Finance Day, le lundi 11 décembre. Avant d'apporter sa réponse : "Personnellement, je m'en réjouis car je vois des marques de sincérité".

Ces marques de sincérité, c'est le sens des 50 ClimActs publiés à cette occasion par Finance For Tomorrow, l'initiative de la place de Paris qui regroupe entreprises, investisseurs, ONG, cabinets de conseils... pour réfléchir à la finance de demain, "une finance qui favorise les solutions de long terme, une finance digitale et innovante connectée à l'économie réelle, une finance consciente de ses impacts environnementaux et sociaux, une finance qui investit dans le futur !", selon son président Philippe Zaouati.

Pour montrer l'engagement de ses membres à la mettre en œuvre, l'initiative a demandé à chacun de choisir un engagement ou une mesure symbolique. Ils sont répartis en 8 thèmes : green bonds, politique climat, empreinte carbone, financement vert, solutions, recherche et études, stratégie ESG et enfin labels & standards. "Ils sont des exemples concrets de façon dont acteurs français se sont engagés", résume Gérard Mestrallet, président de Paris Europlace.

Des outils de financement...

Parmi ces 50 ClimActs, on trouve notamment les Green Bonds d'Engie, première entreprise mondiale en la matière en termes de volume avec 5,25 milliards d'euros émis. Parmi les autres grands émetteurs français, on trouve EDF, la SNCF, l'Ile de France et l'État français.

En matière de politique climat, outre le désengagement des énergies non conventionnelles des grandes banques comme BNP Paribas, on trouve l'initiative d'Aviva qui s'est engagé à investir 2,5 milliards de livres d'ici 2020 dans les infrastructures vertes pour économiser 500 000 tonnes de CO2 par an. De son côté, HSBC France travaille sur un scénario 2°C concernant ses portefeuilles de prêts dans les secteurs de l'énergie et des transports.

Les financements verts ne sont pas en reste. La Caisse des Dépôts (dont Novethic est une filiale) rappelle ses 15 milliards d'euros de prêts et d'investissements prévus sur 2014-2017 pour financer la transition énergétique et écologique. Et plusieurs fonds verts sont aujourd'hui destinés à financer des infrastructures durables ou des projets d'énergie renouvelables comme Eiffel Energy Transition ou Meridiam Transition Fund.

... et des outils de mesure

Les ClimActs mettent en avant également le développement de nouvelles méthodologies d'évaluation de l'empreinte carbone et des risques, à l'image de celles élaborées par le cabinet Carbone 4 spécifiquement pour le secteur financier. Les labels et standards sont aussi montrés en exemple. Lancé en 2015, le label TEEC (Transition énergétique et écologique pour la croissance verte), dont Novethic est auditeur, a été décerné à 15 fonds représentant 19 milliards d'euros.

Pour Philippe Zaouati, "les ClimActs montrent la dynamique à l'œuvre car ils sont des jalons concrets dans l'alignement du système économique et financier avec l'objectif de 2°C. [Ils] illustrent le momentum porté par Finance for Tomorrow pour promouvoir et disséminer les meilleures pratiques".

Novethic

CLIMATE FINANCE DAY : "LA FINANCE SERA VERTE OU NE SERA PAS", BRUNO LE MAIRE

Par Concepcion Alvarez | 12 Décembre 2017

C'est avec un discours très enthousiaste que Bruno Le Maire, le ministre des Finances, a lancé la semaine dédiée à la finance climat. Dans son discours prononcé lors du Climate Finance Day, il réaffirme l'ambition pour Paris de devenir la place de la finance verte et a annoncé plusieurs engagements en ce sens.

Finance et climat, deux mots désormais liés. Dans son discours de clôture lors du Climate Finance Day, Bruno Le Maire, le ministre de l'Economie et des Finances, l'a martelé. "Le climat a besoin de la finance mais la finance a besoin de trouver du sens et devenir une finance verte. C'est la meilleure façon de gagner la bataille pour la planète (...) La finance sera verte ou elle ne sera pas, elle doit être au service de la lutte contre le changement climatique et de l'intérêt général."

Tous les investisseurs publics vont passer au vert

Et pour passer des paroles aux actes, le ministre a fait plusieurs annonces. La première concerne la charte des investisseurs publics français en faveur du climat signé ce lundi 11 décembre. Elle engage tous les investisseurs publics rattachés à l'Etat (Caisse des dépôts, AFD, BPI France...). Ils pèsent à eux tous près de 600 milliards d'euros. Ils devront désormais intégrer dans leur politique d'investissement des critères d'impact climatique.

Dans sa recherche d'exemplarité, le gouvernement réemet son obligation verte. Elle atteint désormais un encours de près de 10 milliards d'euros. Le ministre a également annoncé l'installation d'un conseil d'évaluation de ces obligations et l'adhésion aux principes de l'initiative Green Bond Principles.

Permettre aux citoyens d'accéder à la finance verte

Très attendues par le secteur de la finance solidaire, Bruno Le Maire a également fait des annonces sur le verdissement des contrats d'assurance-vie et les livrets de développement durable et solidaire (LDDS). Il promet ainsi qu'en 2018, tous les contrats d'assurance-vie proposeront une unité de compte labellisée climat. Une disposition déjà annoncée par la fédération française de l'assurance (FFA). Une manne financière puisqu'ils constituent l'épargne favorite des Français avec 1 680 milliards d'euros d'encours.

Quant aux LDDS, introduits par la loi Sapin 2, l'objectif est de passer de 10 milliards d'euros à plus de 100 milliards d'euros de prêts dédiés à la transition énergétique. "Chaque euro placé dans un LDDS sera associé à un projet contribuant effectivement à la transition énergétique ou à la réduction de l'empreinte climatique de notre modèle économique", promet ainsi le ministre.

Adopter les recommandations de la TCFD

Enfin, sur la transparence liée aux risques climatiques, la France, en partenariat avec la Suède, s'engage à faire appliquer les recommandations de la TCFD, la Task Force sur la transparence financière sur le climat hébergée au sein du Fonds de stabilité financière du G20. Celle-ci appelle le secteur financier à prendre en compte les risques climatiques dans ses décisions et à mesurer l'impact de ses actions sur le climat.

"Je souhaite que ces conclusions soient désormais intégralement appliquées en France, mais aussi au niveau européen et international", a déclaré le ministre. "Nous investirons tout notre capital politique pour que ces recommandations soient mises en œuvre au niveau européen car c'est ce qui créera la valeur ajoutée à long terme et nous assurera un avenir prospère et durable", a complété Per Bolund, le ministre des finances suédois.

Novethic

LIONEL ZINSOU POINTE DU DOIGT DES FINANCEMENTS VERTS QUI NE TROUVENT PAS LE CHEMIN DE L'AFRIQUE

Par Anne-Catherine Husson-Traore, DG de Novethic | 12 Décembre 2017

L'Afrique ne bénéficie par des dizaines de milliards de financements verts. La faute à des projets trop modestes sur le continent ou à des grilles d'analyse inadaptées des investisseurs. Tel est le message que l'économiste franco-béninois, Lionel Zinsou, est venu porté devant l'assemblée du Climate Finance Day à Paris.

"Merci d'avoir invité la modeste voix de l'Afrique", a dit en souriant Lionel Zinsou, président du réseau des investisseurs africains, devant les 500 participants du Climate Finance Day au Ministère des finances à Paris lundi 11 décembre. Il était venu parler d'une situation plus que paradoxale : le continent le plus vulnérable au changement climatique est celui qui a le moins accès à la manne de la finance verte.

D'un côté des engagements pris par les plus grands acteurs financiers, de l'autre, en Afrique, des projets qui n'ont ni la taille, ni les caractéristiques leur permettant de bénéficier de ces investissements. Ségolène Royal, ambassadrice des pôles, a elle aussi mis en avant l'impérative nécessité de financer les énergies renouvelables en Afrique. Elle a demandé aux investisseurs de revoir leurs grilles d'analyse de risques pour cesser de fuir les pays où sont les besoins.

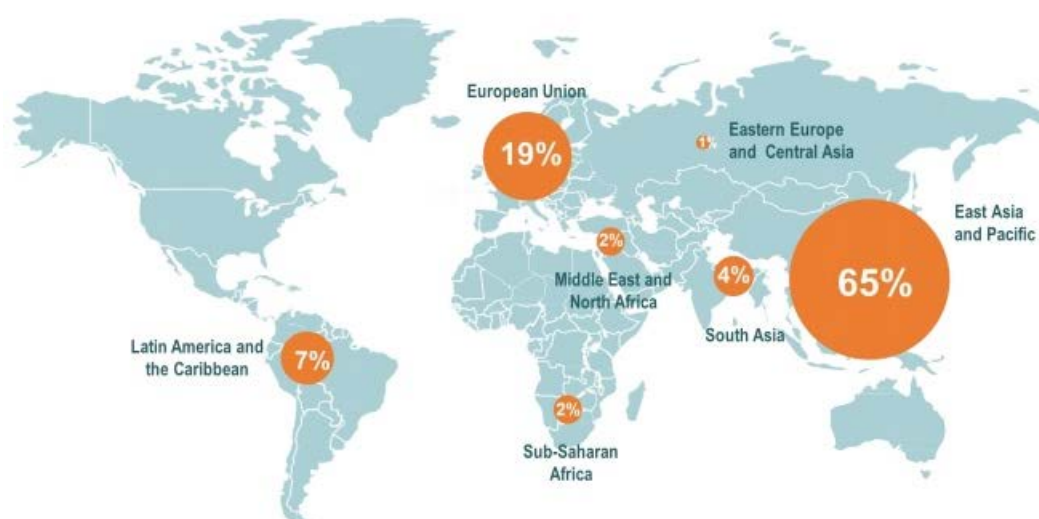
Seuls 2% des financements verts en Afrique

"Comment faire ?", s'est interrogé Lionel Zinsou soulignant que, quand il dirigeait une société de capital investissement européenne, il n'avait besoin que de quelques semaines pour monter un projet d'un milliard d'euros alors que sa brève expérience de Premier ministre du Bénin lui a montré que pour faire la même chose un gouvernement africain avait besoin de plusieurs années.

"Et pourtant nous avons développé des outils financiers propres au continent comme des fonds de pension ou des produits d'épargne", précise-t-il. "Nous pourrions financer des projets mais il faut pour cela construire toute une chaîne de financement". C'est ce à quoi va s'employer le réseau des investisseurs de long terme pour le climat, initié par les Caisses des Dépôts du Maroc et de du Sénégal en 2016.

Il reste donc beaucoup à faire pour que les financements verts affluent vers le continent africain. Cela relativise les chiffres de financements verts publiés le matin même par la coalition des banques de développement (IDFC). Elle a annoncé 173 milliards d'engagements en 2016 soit 30 milliards de plus qu'en 2015 mais 2 % seulement de ces sommes ont été investis en Afrique sub-saharienne, bien loin des besoins réels du continent.

Destination des financements verts en 2016



Novethic

"NOUS SOMMES À L'ORÉE D'UN NOUVEAU MONDE FINANCIER", YANNICK GLÉMAREC (NATIONS UNIES)

Par Concepcion Alvarez | 14 Décembre 2017

Faire de la finance un levier pour atteindre l'objectif de 2°C. C'était tout l'enjeu de la séquence sur la finance climat à Paris, en particulier du Climate Finance Day et du One Planet Summit, qui s'est achevée le 13 décembre. Yannick Glémarec, expert onusien, assure qu'un nouveau modèle de la finance est en train d'émerger.

Un tournant. C'est bien de cela qu'il s'agissait lors de la semaine consacrée à la finance climat, deux ans après l'adoption de l'Accord de Paris. Parmi les personnalités à avoir fait le déplacement dans la capitale parisienne, Yannick Glémarec, sous-secrétaire général des Nations unies, directeur Exécutif adjoint de ONU Femmes, et co-président d'un groupe de travail onusien sur l'impact investing (1).

"Après trente ans de carrière, je peux dire que nous sommes à l'orée d'un nouveau monde financier, aussi bien en termes de projets d'investissement que de façon de les financer", explique ce climatologue de formation. "Nous allons désormais au-delà de la finance d'impact, nous repensons les modèles d'investissement pour financer des infrastructures de façon compatible avec les nouveaux scénarios" sur le climat.

Refonte du modèle de la finance

Parmi les instruments de financement innovants, présentés lors du One Planet Summit, il y a par exemple le Tropical Landscapes Financing Facility (TLFF), piloté notamment par BNP Paribas en Indonésie. Le principe est de prêter de l'argent à long terme (10 ans) à des taux relativement bas (autour de 6 %) pour des projets d'énergies renouvelables ou de plantations de palmiers à huile responsables.

"BNP Paribas va délivrer des emprunts sur 10 ans à faible coût et, au bout de 3 ans, la banque pourra titriser ces prêts à long terme et essayer de les vendre sur le marché en démontrant qu'ils sont non seulement rentables mais qu'ils ont en plus un impact positif sur la planète. Pour BNP Paribas, le retour sur investissement se fera sur la titrisation", explique Yannick Glémarec.

"Sa principale motivation est une refonte du modèle de la finance suite à la crise de 2008 et aux nouvelles recommandations climatiques. Il est très dangereux de penser que la finance d'aujourd'hui sera la même dans 25 ans, car ceux qui ne prendront pas le tournant se retrouveront sur le bas", alerte l'expert. Au total, 10 milliards de dollars seront mobiliser d'ici 2025 dans le cadre de cette initiative pour financer des projets ayant un impact positif.

Les ODD, la nouvelle grille de lecture

Autre instrument de la finance de demain, Unite Life, un système de paiement qui va permettre d'arrondir ses paiements auprès des entreprises partenaires pour financer des programmes qui s'inscrivent dans les ODD (Objectifs de développement durable) fixés en 2015. "Il y a 5 000 milliards de dollars de paiement électroniques par an, une petite fraction de cette somme pourrait permettre de résoudre de nombreux problèmes, estime Yannick Glémarec.

"Les ODD doivent servir de grille de lecture car pour la première fois la planète s'est dotée d'un plan global de développement, d'une ampleur inégalée en termes de norme internationale depuis la charte des Nations Unies de 1945, poursuit-il. Nous n'avons qu'une seule planète et pas de plan B. Les entreprises, la finance, les citoyens, les Etats, nous devons tous nous aligner sur ces objectifs", conclut le secrétaire onusien.

Novethic

[DÉCRYPTAGE] LE ONE PLANET SUMMIT A-T-IL CHANGÉ LES MENTALITÉS ?

Par Anne-Catherine Husson-Traore, DG de Novethic | 15 Décembre 2017

Les lignes ont bougé pendant le One Planet Summit, la semaine sur la finance climat à Paris. Les questions de reporting climat ont été au cœur des discussions. De grands investisseurs et entreprises s'y sont engagés. Reste qu'il faut encore surmonter l'incommensurable force d'inertie du scénario "business as usual" que dénoncent les ONG.

Le message du Président Emmanuel Macron était clair en ouverture de ce One Planet Summit du 12 décembre auquel il avait invité près de 4 000 VIP sur fond de planète bleue. "Nous allons dans la mauvaise direction et bientôt certains États insulaires représentés ici auront disparu à cause du changement climatique".

Tout au long des interventions, le message martelé était tout aussi clair : "Pour atteindre l'objectif de l'Accord de Paris et limiter le réchauffement à 2 degrés, il faut changer de modèle économique et abandonner les énergies fossiles qui appartiennent au passé", a asséné à plusieurs reprises Nicolas Hulot, ministre de la transition écologique et de la solidarité.

Avec son vibrant plaidoyer pour "une finance qui sera verte ou ne sera pas", Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances, a lui aussi été très clair dans le cadre du Climate Finance Day puis du One Planet Summit. : "Il faut verdir l'épargne des Français, totalement en ce qui concerne le Livret Développement Durable et Solidaire, en partie à travers l'assurance vie puisqu'on doit proposer aux Français des placements portant un label climat".

20 % de l'économie mondiale engagée

Ces messages ont-ils été entendus au-delà de la communauté des engagés par les acteurs économiques et politiques, les entreprises et les financiers qui devraient revoir entièrement leurs modèles et leurs stratégies pour les aligner sur une trajectoire 2°C ?

Il y a des raisons d'espérer. Quand, parmi les centaines d'annonces, la Banque Mondiale s'engage à ne plus financer, à partir de 2019, des projets liés au pétrole et au gaz, elle assèche le financement des énergies fossiles. Quand plus de 200 entreprises annoncent qu'elles vont suivre les recommandations de la Task Force on Climate Disclosure (TCFD) pour expliquer comment elles gèrent leurs risques climatiques, elles contribuent à faire émerger un standard mondial.

Même principe pour les 648 multinationales qui ont pris l'un des 1 000 engagements de la coalition We mean business sur l'adoption de budget carbone pour limiter les émissions. Leurs capitalisations cumulées représentent 20 % de l'économie mondiale, Danone fait partie des rares entreprises françaises engagées dans cette logique !

Il y a aussi des raisons de désespérer parce que cela ne va pas assez vite et que la transition reste limitée à quelques acteurs emblématiques sans être un phénomène de basculement global. L'idée que les reporting, financiers et non financiers, des entreprises doivent suivre une logique de trajectoire 2°C et de scénarios de transition, fait l'objet d'une résistance phénoménale... même si les lignes bougent.

C'est en tous cas le message qu'a fait passer Laurent Burrelle, président de l'AFEP et de Plastic Omnium, au One Planet Summit, en mettant en avant l'engagement d'une centaine d'entreprises françaises à faire du reporting climat, dont Total, Engie et EDF. Ces trois entreprises figurent parmi la liste des 100 entreprises les plus émettrices de gaz à effet de serre ciblée par la coalition sur le climat 100+. Son objectif est d'inciter ces grands émetteurs à réduire drastiquement et rapidement leurs émissions. On en revient au changement de modèle.

Ne plus financer du brun

La crispation des entreprises sur l'idée de devoir présenter à leurs actionnaires des scénarios menaçant leur existence même semble assez naturelle. C'est pourquoi la coalition 100+ est une des initiatives déterminantes annoncées au One Planet Summit pour changer en profondeur la nature de la discussion entre les compagnies et leurs pourvoyeurs de capital.

Or il suppose de surmonter l'incommensurable force d'inertie du scénario "business as usual" sur laquelle butent tous les appels à l'action. C'est pourquoi les ONG ont donné de la voix pendant toute cette semaine, multipliant les rapports pour dénoncer les contradictions des financeurs de projet toujours impliqués dans des projets fossiles controversés et soulignant qu'"investir vert" ne veut pas encore dire "ne plus financer du brun".

Le message des ONG a un poids médiatique fort. Celui du One Planet Summit est plus complexe même s'il a de belles têtes d'affiches : Bill Gates, Arnold Schwarzenegger ou Marion Cotillard. Mais combien d'Irma, d'Harvey, d'incendies en Californie et de canicules estivales faudra-t-il pour qu'il gagne la partie ?

Faisons un vœu pour 2018 : que les entreprises fassent leur transition, que les investisseurs la financent, que les medias l'expliquent pour que les citoyens y participent et que les ONG en critiquent les dérives.

PRESSE FINANCE

AGEFI

La France veut prendre le leadership de la finance verte

Par Laurent Chemineau | 7 Décembre 2017

Le pays mobilise, les 11 et 12 décembre, patrons et chefs d'Etat pour promouvoir la cause climatique et pousser les pions de la place de Paris.

La question du climat sera sous les feux de la rampe en France, les 11 et 12 décembre. La journée de lundi sera marquée par le Climate Finance Day, organisé au ministère de l'Economie autour de la finance verte, et réunira des dirigeants financiers internationaux mais aussi plusieurs grands patrons d'entreprises ainsi que le ministre de l'économie Bruno Le Maire qui devrait annoncer quelques initiatives.

Le lendemain seront réunis, à l'invitation d'Emmanuel Macron, des chefs d'Etat et de gouvernement, et le vice-président de la Commission européenne, Valdis Dombrowskis, qui lui aussi pourrait prendre des engagements.

Deux jours durant lesquels les responsables de la place financière de Paris et les pouvoirs publics français mobiliseront la communauté internationale autour de l'urgence climatique et, au passage, tenteront de promouvoir les atouts de la capitale dans la perspective du Brexit et des délocalisations des banques de la City. «En France, nous avons des écoles d'ingénieurs de réputation et nous avons développé la culture de la recherche en finance carbone», a expliqué hier à la presse Gérard Mestrallet en tant que président de Paris Europlace.

«Verdir toute la finance»

Dans l'entourage de Nicolas Hulot, le ministre de la Transition écologique et solidaire, l'engagement est total : «il n'est plus question à présent de parler de la finance verte comme d'un petit compartiment sympathique, mais de verdir toute la finance». Car l'engagement de réorienter les flux financiers mondiaux vers des investissements compatibles avec un réchauffement maximum de 2°C, pris lors de l'accord de Paris en 2015, restera une promesse vaine si les banques, les assureurs et les gérants d'actifs n'agissent.

L'hypothèse d'une incitation des banques aux prêts verts, par un allègement de la charge en capital par exemple, paraissant très lointaine, la France peut toutefois compter sur sa loi de transition écologique. Son article 173 prévoit que les entreprises cotées soient transparentes sur les risques financiers liés aux effets du changement climatique dans les portefeuilles et les bilans, y compris dans le cadre des stress tests.

Les banques françaises semblent avoir compris l'enjeu. Dans un classement publié hier, l'ONG ShareAction a attribué à BNP Paribas la première place dans la lutte pour le climat parmi 15 banques européennes, suivie de HSBC, Crédit Agricole, Société Générale et ING, les cinq groupes de queue comptant trois banques britanniques.

AGEFI

La finance française renforce son engagement en faveur du climat

Par Julien Beauvieux | 12 Décembre 2017

Les grands groupes bancaires ont multiplié les annonces lors du Climate Finance Day à Bercy et en amont du One Planet Summit.

La tenue hier du Climate Finance Day à Bercy puis ce mardi du One Planet Summit a donné lieu à un tir groupé des grandes banques françaises. A l'occasion de ces deux événements, chaque établissement a mis en avant sa stratégie pour lutter contre le réchauffement climatique et dévoilé de nouvelles mesures. Après BNP Paribas, qui avait ouvert la voie en octobre, la Société Générale, Natixis et le Crédit Agricole ont notamment pris l'engagement de ne plus financer le pétrole issu des sables bitumineux, ainsi que toute exploitation de pétrole dans la région Arctique.

Verdir les financements

Ces mesures d'exclusion des hydrocarbures les moins performants s'inscrivent dans la lignée de celles prises à l'encontre du charbon. Elles ne signifient pas un arrêt total des financements. A l'instar de BNP Paribas, très impliquée dans le financement de l'énergie et qui a fixé un seuil de 30%, Natixis ne financera plus «les entreprises d'exploration et de production dont l'activité est principalement adossée à des réserves de pétrole issu des sables bitumineux». Le Crédit Agricole exclura les gaz ou pétrole de schiste dont l'exploitation occasionne torchage ou évaporation, là où la Société Générale conditionnera son soutien à une réduction ou un engagement de réduction de ces deux techniques.

Au-delà de la limitation du soutien aux énergies fossiles les plus néfastes au climat, les groupes ont également pris des engagements en matière de financement. Alors que le gouvernement entend asseoir la place de Paris comme une plaque tournante de la finance verte, la Société Générale entend arranger 100 milliards d'euros répartis pour 15 milliards d'euros sous la forme de conseil et de financement au secteur des énergies renouvelables et pour 85 milliards en émissions de green bonds. BPCE a annoncé lors de son plan stratégique une enveloppe de 10 milliards d'euros à destination des énergies renouvelables, tandis que BNP Paribas a réaffirmé il y a deux mois son objectif de 15 milliards de financement à horizon 2020. Le Crédit Agricole entend, lui, arranger 100 milliards d'euros d'obligations vertes ou de prêts verts d'ici 2020, soit 40 milliards de plus que l'objectif à fin 2018 annoncé lors de la COP 21. Ses réseaux espèrent financer un projet sur trois en énergie renouvelable d'ici 2020 afin de doubler le niveau de financement sur ce segment dans l'Hexagone.

Alors que la Fédération bancaire française (FBF) milite pour une prise en compte du risque favorable à la transition énergétique, Natixis s'est en outre illustrée en annonçant la mise en place en 2018 d'un mécanisme interne qui s'appliquera dans le monde entier dans la BFI et les services financiers spécialisés. Ce système qui fera l'objet d'un point d'avancement en juin prochain, «conduira à une modification des indicateurs retenus pour l'allocation de capital et le pilotage des activités» et mènera «à une amélioration du RoE interne des projets ayant un impact positif sur le climat et l'environnement».

Les investisseurs publics s'engagent

La gestion d'actifs fait aussi partie des thématiques majeures. En clôture du Climate Finance Day, le ministre des Finances, Bruno Le Maire, a annoncé la signature de la Charte des investisseurs publics français en faveur du climat, qui conduira la Caisse des dépôts, l'Agence Française de Développement, Bpifrance, le FRR, l'Erafp ainsi que le portefeuille de participations de l'État à intégrer des critères d'impact climatique dans la gestion de leurs fonds. Ils gèrent à eux tous 590 milliards d'euros.

Dans un contexte de meilleure transparence de la prise en compte de l'ESG (environnement social gouvernance), mis en valeur par le dernier rapport de l'AMF, BPCE ambitionne de gonfler ses encours ISR de plus de 10 milliards sur ce segment et les nouvelles assurances vie de Natixis intégreront une unité de compte ESG d'ici la fin 2018. BNP Paribas renforcera sa gamme de fonds verts en lançant notamment un fonds d'épargne dédié aux PME et ETI actives dans la transition énergétique.

Next Finance

L'industrie financière pleinement engagée pour lutter contre le changement climatique

11 Décembre 2017

Cette troisième édition du Climate Finance Day, placée sous le signe de l'accélération de l'action, a mis en lumière les initiatives les plus innovantes réalisées depuis la COP 21 pour accroître la mobilisation du secteur financier dans la lutte contre le changement climatique, à la fois sur le financement de la transition énergétique et sur l'adaptation au réchauffement climatique

À la veille du sommet international sur le climat One Planet Summit voulu par le président de la République, l'édition 2017 du Climate Finance Day a réuni, à Bercy, près de 1 000 représentants internationaux de haut niveau de l'industrie financière, des entreprises, des autorités de régulation et de supervision, ainsi que des banques publiques, des représentants d'organisations non gouvernementales et de la sphère académique.

Cette troisième édition du Climate Finance Day, placée sous le signe de l'accélération de l'action, a mis en lumière les initiatives les plus innovantes réalisées depuis la COP 21 pour accroître la mobilisation du secteur financier dans la lutte contre le changement climatique, à la fois sur le financement de la transition énergétique et sur l'adaptation au réchauffement climatique. Les principaux axes de cette évolution sont le renforcement de la transparence et de l'analyse des risques ainsi que le développement d'instruments financiers verts et de financements publics-privés.

Les différentes parties prenantes, représentant tant les pouvoirs publics que le secteur privé, ont pris de nouveaux engagements pour accélérer le verdissement de la finance.

Nicolas Hulot, ministre d'Etat, ministre de la Transition Ecologique et Solidaire, a rappelé que la lutte contre le changement climatique nécessitait une mobilisation et une mise en cohérence sans précédent des flux financiers publics et privés sur la planète. Les engagements pris aujourd'hui par les acteurs du financement de l'économie démontrent la possibilité de mettre l'investivité de la finance au service d'un monde neutre en carbone, sans pauvreté et résilient aux impacts du changement climatique. Il a affirmé la nécessité d'investir plus et mieux là où le financement privé ne se dirige pas spontanément : la transition agro-écologique, la résilience des éco-systèmes, les capacités de stockage du carbone des sols et des forêts. Il a encouragé à la multiplication de partenariats entre les ressources publiques et les ressources privées, notamment au sein de fonds à impact prenant en compte les bénéfices sociaux et environnementaux des investissements, en finançant des projets qui améliorent le climat et la qualité de vie de tous. Il a appelé les acteurs financiers à accélérer la décarbonation de leurs portefeuilles et réduire progressivement leurs financements aux énergies fossiles, notamment le charbon, pour se tourner vers les technologies de la neutralité carbone.

Bruno Le Maire, ministre de l'Economie et des Finances, a annoncé le développement de nouveaux produits d'épargne grand public pour le climat, notamment des supports verts dans les contrats d'assurance vie, ainsi que la mobilisation pour des projets ayant un impact climatique favorable des sommes versées sur les livrets de développement durable et solidaire (LDDS) centralisés à la Caisse des dépôts.

Le LDDS sera réformé pour assurer une plus grande transparence sur les projets financés, ce qui facilitera son appropriation par les titulaires des livrets. Bruno Le Maire a appelé à l'application des recommandations de la Task Force sur la transparence sur les risques climatiques (TCFD) au niveau national et européen. Il a annoncé la signature d'une Charte pour le climat par lesquels les grands investisseurs publics rattachés à l'Etat s'engagent à prendre en considération les enjeux liés à la lutte contre le changement climatique dans leur politique d'investissement. Le ministre a enfin confirmé l'engagement de la France de poursuivre l'émission de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) verte, ainsi que l'installation d'un conseil d'évaluation de ces obligations et l'adhésion de la France aux Green Bond Principles.

Gérard Mestrallet, Président de Paris EUROPLACE, a annoncé que le Climate Finance Day se tiendrait dorénavant chaque année à Paris, porté par son initiative Finance for Tomorrow. Cet événement participe d'une volonté double de la Place : faire de Paris le lieu de rendez-vous international de la finance verte et jouer un rôle moteur dans la mobilisation du secteur financier dans la lutte contre le changement climatique. Il a souligné l'importance des nouveaux engagements concrets pris par les acteurs privés : le lancement du Paris Green Bonds Pledge, réunissant les plus gros émetteurs corporate français et européens pour stimuler le développement du marché des émissions obligataires vertes ; les annonces faites par plusieurs établissements financiers français de projets visant à réduire leurs émissions carbone et aligner leurs stratégies d'investissement sur l'objectif de deux degrés de l'Accord de Paris ; l'annonce d'une coalition de gestionnaires d'actifs français et européens, avec le soutien

de Paris EUROPLACE, sur le développement de la notation extra-financière des entreprises et du dialogue émetteurs/investisseurs.

Philippe Zaouati, Président de Finance for Tomorrow voit dans les premiers résultats de Finance for Tomorrow l'initiative créée en juin dernier par Paris EUROPLACE et les acteurs de la Place de Paris et qui réunit déjà 50 membres, la preuve de la mobilisation de l'écosystème français. C'est cet engagement collectif, nourri des actions individuelles de chacun de ses membres qui font la force de notre démarche : les 50 ClimActs de Finance for Tomorrow publiés à l'occasion du Climate Finance Day en sont autant d'illustrations concrètes. Il a également rappelé le lancement du réseau mondial des places financières vertes, créé cette année à l'initiative de UNEP (Programme des Nations-Unies pour l'environnement) et la Présidence italienne du G7, qui sera accueilli à Paris cette semaine.

Argus de l'Assurance

Climat : l'assurance vie a un rôle à jouer

Par Géraldine Bruguère-Fontenille | 13 Décembre 2017

Dans le cadre du troisième Climate finance day, le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, a annoncé plusieurs initiatives en faveur du climat dont une vise l'assurance vie.

A l'occasion du sommet sur le climat, le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire s'est engagé à activer plusieurs leviers en faveur de la transition écologique. Parmi eux, un engagement concerne l'assurance vie. Bruno Le Maire souhaite, en effet, qu'en 2018 tous les contrats d'assurance vie proposent une unité de compte labellisée climat. L'idée développée hier au micro de France Inter : « nous souhaitons que tous les citoyens puissent, avec leur épargne, financer des projets verts », a expliqué le ministre.

LA FFA S'EST ENGAGÉE

Un engagement qui fait suite à celui pris par la Fédération française de l'assurance il y a quelques jours ; ses membres s'engageant à inclure dans leur offre, d'ici fin 2018, et pour toute nouvelle souscription d'un contrat d'assurance vie, un support en unités de compte bénéficiant d'un label à caractère ESG (Environnementaux, sociaux et de gouvernance) et/ou climat comme le label transition écologique et énergétique pour le climat (TEEC) ou investissement socialement responsable (ISR).

MEILLEUR FLÉCHAGE DE L'ÉPARGNE DU LDDS

Le ministre a également indiqué un objectif concernant le livret de développement durable et solidaire (LDDS) de passer de 10 Md€ à plus de 100 Md€ de prêts dédiés à la transition énergétique.

Enfin, le ministre s'est félicité de la signature le lundi 11 décembre 2017 d'une charte des investisseurs publics rattachés à l'Etat, à savoir, la Caisse des dépôts et consignations, BPI France, etc. Ils devront désormais favoriser prioritairement les investissements comportant des critères d'impact climatique.

Zone Bourse

Ministry of Economy and Finance of French Repu : 252 - Communiqué de presse - 3e édition du Climate Finance Day

11 Décembre 2017

Paris, le 11 décembre 2017

N°252

3e édition du Climate Finance Day :

Accélération !

L'industrie financière pleinement engagée pour lutter contre le changement climatique

À la veille du sommet international sur le climat One Planet Summit voulu par le président de la République, l'édition 2017 du Climate Finance Day a réuni, à Bercy, près de 1 000 représentants internationaux de haut niveau de l'industrie financière, des entreprises, des autorités de régulation et de supervision, ainsi que des banques publiques, des représentants d'organisations non gouvernementales et de la sphère académique.

Cette troisième édition du Climate Finance Day, placée sous le signe de l'accélération de l'action, a mis en lumière les initiatives les plus innovantes réalisées depuis la COP 21 pour accroître la mobilisation du secteur financier dans la lutte contre le changement climatique, à la fois sur le financement de la transition énergétique et sur l'adaptation au réchauffement climatique. Les principaux axes de cette évolution sont le renforcement de la transparence et de l'analyse des risques ainsi que le développement d'instruments financiers verts et de financements publics-privés.

Les différentes parties prenantes, représentant tant les pouvoirs publics que le secteur privé, ont pris de nouveaux engagements pour accélérer le verdissement de la finance.

Nicolas Hulot, ministre d'Etat, ministre de la Transition Ecologique et Solidaire, a rappelé que la lutte contre le changement climatique nécessitait une mobilisation et une mise en cohérence sans précédent des flux financiers publics et privés sur la planète. Les engagements pris aujourd'hui par les acteurs du financement de l'économie démontrent la possibilité de mettre l'investivité de la finance au service d'un monde neutre en carbone, sans pauvreté et résilient aux impacts du changement climatique. Il a affirmé la nécessité d'investir plus et mieux là où le financement privé ne se dirige pas spontanément : la transition agro-écologique, la résilience des éco-systèmes, les capacités de stockage du carbone des sols et des forêts. Il a encouragé à la multiplication de partenariats entre les ressources publiques et les ressources privées, notamment au sein de fonds à impact prenant en compte les bénéfices sociaux et environnementaux des investissements, en finançant des projets qui améliorent le climat et la qualité de vie de tous. Il a appelé les acteurs financiers à accélérer la décarbonation de leurs portefeuilles et réduire progressivement leurs financements aux énergies fossiles, notamment le charbon, pour se tourner vers les technologies de la neutralité carbone.

Bruno Le Maire, ministre de l'Economie et des Finances, a annoncé le développement de nouveaux produits d'épargne grand public pour le climat, notamment des supports verts dans les contrats d'assurance vie, ainsi que la mobilisation pour des projets ayant un impact climatique favorable des sommes versées sur les livrets de développement durable et solidaire (LDDS) centralisés à la Caisse des dépôts.

Le LDDS sera réformé pour assurer une plus grande transparence sur les projets financés, ce qui facilitera son appropriation par les titulaires des livrets. Il a appelé à l'application des recommandations

de la Task Force sur la transparence sur les risques climatiques (TCFD) au niveau national et européen. Il a annoncé la signature d'une Charte pour le climat par lesquels les grands investisseurs publics rattachés à l'État s'engagent à prendre en considération les enjeux liés à la lutte contre le changement climatique dans leur politique d'investissement. Le ministre a enfin confirmé l'engagement de la France de poursuivre l'émission de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) verte, ainsi que l'installation d'un conseil d'évaluation de ces obligations et l'adhésion de la France aux Green Bond Principles.

Gérard Mestrallet, Président de Paris EUROPLACE, a annoncé que le Climate Finance Day se

tiendrait dorénavant chaque année à Paris, porté par son initiative Finance for Tomorrow. Cet événement participe d'une volonté double de la Place : faire de Paris le lieu de rendez-vous

international de la finance verte et jouer un rôle moteur dans la mobilisation du secteur financier dans la lutte contre le changement climatique. Il a souligné l'importance des nouveaux engagements concrets

pris par les acteurs privés : le lancement du Paris Green Bonds Pledge, réunissant les plus gros émetteurs corporate français et européens pour stimuler le développement du marché des émissions obligataires vertes ; les annonces faites par plusieurs établissements financiers français de projets visant à réduire leurs émissions carbone et aligner leurs stratégies d'investissement sur l'objectif de deux degrés de l'Accord de Paris ; l'annonce d'une coalition de gestionnaires d'actifs français et européens, avec le soutien de Paris EUROPLACE, sur le développement de la notation extra-financière des entreprises et du dialogue émetteurs/investisseurs.

Philippe Zaouati, Président de Finance for Tomorrow voit dans les premiers résultats de Finance for

Tomorrow l'initiative créée en juin dernier par Paris EUROPLACE et les acteurs de la Place de Paris et qui réunit déjà 50 membres, la preuve de la mobilisation de l'écosystème français. C'est cet engagement collectif, nourri des actions individuelles de chacun de ses membres qui font la force de notre démarche : les 50 ClimActs de Finance for Tomorrow publiés à l'occasion du Climate Finance Day en sont autant d'illustrations concrètes. Il a également rappelé le lancement du réseau mondial des places financières vertes, créé cette année à l'initiative de UNEP (Programme des Nations-Unies pour l'environnement) et la Présidence italienne du G7, qui sera accueillie à Paris cette semaine.

CBANQUE

Finance verte : Le Maire veut un support « labellisé climat » dans chaque assurance-vie

11 Décembre 2017

La France met en place de nouvelles initiatives « pour soutenir et développer » la finance verte, a annoncé lundi le ministre de l'Economie Bruno Le Maire. Pour les particuliers, cela passe par un meilleur fléchage des encours du LDDS et par de nouveaux supports d'assurance-vie.

« Le changement climatique est un risque financier majeur. Il expose les banques, il expose les assurances, il expose tous les acteurs financiers à des aléas financiers très significatifs » et « il est indispensable que nous fassions la transparence », a plaidé le ministre, qui concluait à Paris le Climate Finance day, une conférence rassemblant les principaux bailleurs de fonds mondiaux.

Le gouvernement a ainsi mis en place une « charte des investisseurs publics français en faveur du climat », qui impose aux acteurs concernés (Caisse des dépôts, Bpifrance, portefeuille des participations de l'Etat, fond de réserve des retraites, etc.) d'intégrer désormais dans leur politique d'investissement « des critères d'impact climatique », a détaillé Bruno Le Maire. Ces acteurs publics, qui représentent près de 600 milliards d'euros d'encours investis, devront aussi « inciter » les entreprises qu'ils financent à « améliorer » leur politique vis-à-vis du climat.

Mobiliser l'épargne en faveur du climat

Le gouvernement veut également permettre aux Français de mobiliser leur épargne en faveur du climat. Pour ce faire, « tous les contrats d'assurance-vie pourront désormais bénéficier d'un support en unités de compte labellisé climat » a annoncé Bruno Le Maire. Dans la même logique, la Caisse des dépôts devra également s'assurer que les sommes placées dans le livret de développement durable et solidaire (LDDS, plus de 100 milliards d'euros) sont bien utilisées en faveur du climat.

Avec une émission de dette verte de 7 milliards d'euros début 2017, la France a été le premier Etat à émettre une obligation verte de cette taille et pour « donner des preuves » que les financements qui en découlent sont vraiment verts, le gouvernement a installé ce lundi un conseil d'évaluation qui, là encore, vérifiera la direction des fonds investis, a annoncé Bruno Le Maire. Par ailleurs, « l'Etat vient de réémettre cette obligation jeudi dernier pour un montant d'encours qui atteint désormais près de 10 milliards d'euros », et la France poursuivra cette opération l'année prochaine, a-t-il indiqué. « Face à des acteurs financiers qui trop souvent sont de courte vue, la transparence doit permettre de remettre de la perspective », a défendu Bruno Le Maire.

Au niveau européen, la France souhaite que l'Union européenne fasse siennes les recommandations d'un groupe de travail du G20, mené par l'ancien maire de New York Michael Bloomberg et le gouverneur de la Banque d'Angleterre Mark Carney sur la transparence des entreprises face au risque climatique. « Je souhaite que ces standards de reporting climatique et d'identification des actifs verts soient développés au niveau européen », a dit le ministre.

Boursorama

Bercy veut "verdir" l'assurance vie et le LDDS

Par Yann Le Guernigou, édité par Myriam Rivet | 11 Décembre 2017

Bruno Le Maire a annoncé lundi la création d'un support en unité de compte labellisé "climat" pour les détenteurs d'un contrat d'assurance vie et souhaité que la collecte du livret de développement durable et solidaire (LDDS) soit totalement investie dans des projets ayant un impact climatique.

Le ministre de l'Economie et des Finances, qui concluait une conférence sur la finance verte organisée à la veille d'un sommet sur le climat, a indiqué qu'il s'agissait d'offrir aux Français la possibilité de financer par leur épargne la transition énergétique et l'adaptation au changement climatique.

La création d'un nouveau support en ce sens pour l'assurance vie, le placement financier privilégié des Français, interviendra dès l'année prochaine.

Quant au LDDS, Bruno Le Maire a jugé que la part de la collecte de ce livret défiscalisé investie dans la transition énergétique - 10 milliards sur un encours de plus de 100 milliards ces quatre dernières années - était trop limitée.

"Désormais, chaque euro placé dans un LDDS centralisé à la Caisse des dépôts sera associé à un projet contribuant effectivement à la transition énergétique ou à la réduction de l'empreinte climatique de notre modèle économique", a-t-il dit.

Le ministre a par ailleurs insisté sur la nécessité d'une plus grande transparence des entreprises sur leurs performances climatiques et souhaité la mise en place, au niveau européen, "de standards de reporting climatiques et d'identification des actifs verts".

Il a annoncé l'adhésion de la France à l'initiative "Green Bond Principles", qui édicte des principes internationalement reconnus applicables aux obligations vertes, un instrument que l'Etat français a commencé à utiliser pour se financer.

Bruno Le Maire avait auparavant signé avec son homologue en charge de la Transition énergétique Nicolas Hulot une chartre des investisseurs publics français en faveur du climat qui engage des établissements comme la Caisse des dépôts, bpiFrance, l'Agence française de développement ou l'agence des Participations de l'Etat à intégrer des critères d'impact climatique dans leur politique d'investissement.

Boursorama

La France renforce son arsenal pour plus de transparence dans la finance verte (Le Maire)

AFP | 11 Décembre 2017

La France met en place de nouvelles initiatives "pour soutenir et développer" la finance verte au niveau national et accroître la transparence des investissements verts, a annoncé lundi le ministre de l'Economie Bruno Le Maire.

"Le changement climatique est un risque financier majeur. Il expose les banques, il expose les assurances, il expose tous les acteurs financiers à des aléas financiers très significatifs" et "il est indispensable que nous fassions la transparence", a plaidé le ministre, qui concluait à Paris le Climate Finance day, une conférence rassemblant les principaux bailleurs de fonds mondiaux.

Le gouvernement a ainsi mis en place une "charte des investisseurs publics français en faveur du climat", qui impose aux acteurs concernés (Caisse des dépôts, Bpifrance, portefeuille des participations de l'Etat, fond de réserve des retraites, etc.) d'intégrer désormais dans leur politique d'investissement "des critères d'impact climatique", a détaillé M. Le Maire.

Ces acteurs publics, qui représentent près de 600 milliards d'euros d'encours investis, devront aussi "inciter" les entreprises qu'ils financent à "améliorer" leur politique vis-à-vis du climat.

Le gouvernement veut également permettre aux Français de mobiliser leur épargne en faveur du climat. Pour ce faire, "tous les contrats d'assurance-vie pourront désormais bénéficier d'un support en unités de compte labellisé climat" a annoncé M. Le Maire.

Dans la même logique, la Caisse des dépôts devra également s'assurer que les sommes placées dans le livret de développement durable et solidaire (LDDS, plus de 100 milliards d'euros) sont bien utilisées en faveur du climat.

Avec une émission de dette verte de 7 milliards d'euros début 2017, la France a été le premier Etat à émettre une obligation verte de cette taille et pour "donner des preuves" que les financements qui en découlent sont vraiment verts, le gouvernement a installé ce lundi un conseil d'évaluation qui, là encore, vérifiera la direction des fonds investis, a annoncé M. Le Maire.

Par ailleurs, "l'Etat vient de réémettre cette obligation jeudi dernier pour un montant d'encours qui atteint désormais près de 10 milliards d'euros", et la France poursuivra cette opération l'année prochaine, a-t-il indiqué.

"Face à des acteurs financiers qui trop souvent sont de courte vue, la transparence doit permettre de remettre de la perspective", a défendu Bruno Le Maire.

Au niveau européen, la France souhaite que l'Union européenne fasse siennes les recommandations d'un groupe de travail du G20, mené par l'ancien maire de New York Michael Bloomberg et le gouverneur de la Banque d'Angleterre Mark Carney sur la transparence des entreprises face au risque climatique.

"Je souhaite que ces standards de +reporting+ climatique et d'identification des actifs verts soient développés au niveau européen", a dit le ministre.

France Transactions

Finance verte : une nouvelle unité de compte dédiée au climat dans vos contrats d'assurance-vie dès 2018

Par Denis Lapalus | 12 Décembre 2017

Dès 2018, une unité de compte, nommée Climat, devrait vous être proposée dans vos contrats multisupports. La finance verte existe d'ores et déjà en France, pays leader pour la mise en place des obligations vertes (Green bonds) depuis 2016. L'impact réel de ces fonds verts sur le climat reste encore à prouver, mais l'intention est présente, c'est déjà un pas en avant...

Lors du "Climate Finance Day" du 11 décembre 2017, Bruno Le Maire a annoncé la création d'un support en unité de compte labellisé "climat" pour les détenteurs d'un contrat d'assurance vie.

Le ministre de l'Economie et des Finances, qui concluait une conférence sur la finance verte organisée à la veille d'un sommet sur le climat, a indiqué qu'il s'agissait d'offrir aux Français la possibilité de financer par leur épargne la transition énergétique et l'adaptation au changement climatique.

La création d'un nouveau support en ce sens pour l'assurance vie, le placement financier privilégié des Français, interviendra dès l'année prochaine.

Concrètement, qu'est-ce que la finance verte ?

Il s'agit essentiellement de fonds contribuant à la transition énergétique. Ce marché est né seulement en 2016, avec en France, la première émission d'obligations vertes (Green bonds). L'engagement écologique des obligations vertes est également liée à celle d'investissements responsables (ISR). Les critères de définition des obligations vertes se précisent d'année en année au niveau mondial. Les impacts réels sur la planète et le climat ne sont pas quantifiables, ce marché de niche reste encore balbutiant, mais l'initiative est là. L'épargne salariale possède d'ores et déjà ses fonds ISR et le développement de la finance verte reçoit un accueil favorable auprès des particuliers.

Le LDDS se met également au vert

Quant au LDDS, Bruno Le Maire a jugé que la part de la collecte de ce livret défiscalisé investie dans la transition énergétique - 10 milliards sur un encours de plus de 100 milliards ces quatre dernières années - était trop limitée.

"Désormais, chaque euro placé dans un LDDS centralisé à la Caisse des dépôts sera associé à un projet contribuant effectivement à la transition énergétique ou à la réduction de l'empreinte climatique de notre modèle économique", a-t-il dit.

MEDIAS RADIOS & TV

France Info

Le brief éco. Paris veut devenir la capitale mondiale de la finance verte

Par Isabelle Raymond | 11 Décembre 2017

Le président de la République Emmanuel Macron l'a dit, il veut faire de Paris "la capitale de la finance verte et durable". D'où l'organisation d'un événement qui se veut le rendez-vous mondial du financement de la lutte contre le réchauffement climatique : le Climate Finance Day 2017, lundi 11 décembre.

La finance verte, c'est le marché de ce que l'on appelle les "green bonds", les obligations vertes. Une obligation, c'est un produit financier émis par un état ou une entreprise qui a besoin d'argent avec cette spécificité près que ce produit doit financer un projet qui lutte contre le réchauffement climatique.

Un marché balbutiant mais prometteur

Pour l'instant ce marché est marginal et représente à peine 0,1% du marché obligataire mondiale. Une goutte d'eau donc, même si pour la première fois en 2017, les émissions d'obligations vertes ont franchi la barre symbolique des 100 milliards de dollars sur les 17 000 milliards investis chaque année. On assiste donc au tout début de l'économie verte.

L'idée de ses promoteurs est de réorienter une partie des capitaux – à commencer par ceux qui sont le moins écolo compatibles – vers les énergies décarbonées. De plus en plus de banques retirent de leurs portefeuilles financiers les projets d'investissement d'énergie fossile les plus polluants, les plus néfastes pour l'environnement, comme les centrales à charbon, le gaz de schiste, les sables bitumineux.

Sur le podium des établissements financiers les plus engagés on trouve deux banques françaises, BNP Paribas et le Crédit Agricole. La bourse de Paris veut devenir la place financière de référence pour l'économie verte. La France est déjà le troisième marché mondial des obligations dites vertes, derrière la Chine et les Etats-Unis.

Un simple coup de pub ?

La finance dite verte l'est-elle vraiment ? C'est un peu le souci, le marché des green bonds a encore un peu des allures de far-west car il n'existe pas encore de définition réglementaire, seulement, pour l'instant, des grands principes volontaires. Les green bonds peuvent aussi bien financer aujourd'hui un parc éolien au Maroc que le nouvel aéroport de Mexico. Ce qui n'est pas très sérieux selon Attac. L'ONG monte au créneau pour demander la mise en place de critères transparents assortis de contrôles et de sanctions, pour être certain que la finance verte ne soit pas un outil marketing pour multinationales en quête de publicité positive mais réellement un instrument financier qui investisse dans la transition écologique.

Réécouter l'émission : https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-brief-eco/le-brief-eco-paris-veut-devenir-la-capitale-mondiale-de-la-finance-verte_2486793.html

France 3

Quand la finance se met au service du développement durable...

Dimanche en politique | 15 Décembre 2017

La finance peut-elle sauver le climat ? Si oui, comment ? Les engagements pris par les acteurs de la finance sont-ils à la hauteur de l'enjeu ? Au-delà, Paris peut-elle devenir la capitale de la finance verte mondiale ? Autant de questions que nous aborderons dans Dimanche en politique.

Florent Carrière recevra Philippe Zaouati, président de Finance for Tomorrow (et référent En marche ! Paris).

Changement climatique

Lors du One Planet Summit et le Climate Finance Day qui se tenaient en début de semaine à Paris, un appel a été lancé pour accélérer le développement de la finance verte. C'est-à-dire inciter la finance mondiale à se mettre au service de la lutte contre le changement climatique.

Revoir l'émission : <https://france3-regions.francetvinfo.fr/paris-ile-de-france/emissions/dimanche-en-politique-paris-ile-de-france>

RCF

Le One Planet Summit met la finance verte en lumière

Présentée par Christian Vadon | 12 Décembre 2017

Mardi 12 décembre, deux ans après la COP 21 et l'accord de Paris sur le climat, s'ouvre le One Planet Summit.

C'est un véritable sommet qui réunit à partir de mardi 12 décembre de nombreux chefs d'Etats, dans la nouvelle scène musicale sur l'île Seguin à Boulogne-Billancourt. Ce sommet est organisé conjointement par la France, la Banque Mondiale et l'ONU. Environ 4.000 participants et pas moins de 800 organisations, acteurs publics et privés, sont attendus.

QUEL EST L'OBJECTIF DE CE SOMMET ?

Alors que les Etats-Unis se sont retirés de l'accord de Paris, il s'agit de donner un souffle nouveau à la transition écologique. Ce sommet doit se concentrer sur la question du financement de la lutte contre le changement climatique. A cette occasion, Attac, l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne, a publié un rapport qui démontre que le fonctionnement des finances vertes n'apporte pas assez de garanties.

Aujourd'hui, les acteurs de la finance qui soutiennent l'économie verte sont des plus en plus nombreux. Au total, ils sont plus de 150 membres à soutenir les "obligations vertes". Ces emprunts sont destinés à financer un projet ou une activité qui participe de la transition écologique. C'est notamment le cas de Marine de Belzère. Cette responsable du développement durable chez HSBC estime notamment que la finance climat ne cesse d'évoluer positivement.

LES LIMITES DE LA FINANCE VERTE

Mais même si certains résultats sont encourageants, la finance verte a aussi ses limites. Le marché des obligations vertes n'est ni plus ni moins qu'un nouvel actif financier, qui selon Attac ne permet pas d'exclure le financement de projets dits de greenwashing. Des projets climatocompatibles lancés par des entreprises pour se donner une image respectable, sur le front de la lutte pour l'environnement.

En matière de finance verte, enfin, il faut relever que la France a de grandes ambitions. Lundi, à la veille de ce sommet, les leaders de la finance se sont notamment réunis à Bercy pour le Climate Finance Day. L'objectif était de mobiliser les acteurs de la finance autour de la question de la transition énergétique et de la lutte contre le réchauffement climatique.

Réécouter l'émission : <https://rcf.fr/actualite/le-one-planet-summit-met-la-finance-verte-en-lumiere>

BFM Business

Climate Finance Day

After Business, émission présentée par David Jacquot | 11 Décembre 2017

A la veille du One Planet Summit, Bercy organisait le Climate Finance Day visant à promouvoir la finance Verte avec les fameux Green Bonds permettant de financer des projets luttant contre le réchauffement climatique. 23:04:42 Commentaire de Pauline Tattevin soulignant que la France est le second pays au monde à émettre des Green Bonds derrière la Chine. La championne des entreprises elle est française avec Engie suivie par Axa ayant pris l'engagement de tripler ses investissements d'ici 2020.

Climate Finance Day

Journal présenté par Jean-Christophe Roisse | 11 Décembre 2017

19:02:45 Deux ans après la COP21 Paris redevient la capitale du climat avec un gros événement demain : le One Planet Summit sur l'île Seguin. A la veille de ce sommet, Bercy organisait aujourd'hui le Climate Finance Day pour promouvoir ce que fait la France en matière de finance verte. 19:03:16 Commentaire Pauline Tattevin. La France est le 2e pays émetteur de Green Bonds au monde derrière la Chine et devant les Etats-Unis. Côté entreprises la championne est française : Engie a réalisé 3 émissions de green bonds, AXA qui s'est engagé à tripler ses investissements verts d'ici 2020. Paris Europlace revendique un réel leadership de la France sur le sujet. 19:04:13

Réécouter l'émission : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/journal-after-business-paris-accueillera-demain-le-one-planet-summit-1112-1013113.html>

Climate Finance Day : Gérard Mestrallet

Journal présenté par Catherine Duthu | 11 Décembre 2017

Rediffusion de l'interview de Gérard Mestrallet par Hedwige Chevrillon dans 18h, l'Heure H, diffusé le 12 décembre à 18h30. Lors du Climate Finance Day, 9 grands groupes français se sont engagés sur l'émission de Green Bonds. Faire de Paris la première place verte.

Revoir l'émission : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/audio/bfm-1212-18h-l-heure-h-l-interview-de-gerard-mestrallet-402606.html>

Climate Finance Day: 9 grands groupes français se sont engagés sur l'émission de Green Bonds

La France a tout pour réussir, émission présentée par Jérôme Tichit | 15 Décembre 2017

Au sommaire: Giroptic, une lentille made in France pour prendre des photos 360°. GEO PLC joue les intermédiaires entre les énergéticiens, les artisans et les commanditaires de travaux. Lors du Climate Finance Day, 9 grands groupes français se sont engagés sur l'émission de Green Bonds. DHL compte 2 000 salariés en France et achemine plus de 32 millions de colis par an. Les entreprises étrangères installées en France représentent 2 millions d'emplois. La Redoute va ouvrir neuf boutiques physiques avant la fin de l'année et plus de quarante avant 2020. Et les deux tiers des parfums Interparfums sont créés et produits en France.

Revoir l'émission : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/audio/bfm-1212-18h-l-heure-h-l-interview-de-gerard-mestrallet-402606.html>

Bloomberg Business

Climate Finance Day : Rémi Rioux

Journal présenté par Francine Lacqua | 11 Décembre 2017

Interview de Rémy Rioux, directeur Général de l'Agence française de développement (AFD).

Rioux says Group committed \$160B to fight Climate Change.

Rémy Rioux, chief executive officer at Agence Française de Développement, discusses private funding to fight climate change and the possible impact from Brexit. He speaks with Francine Lacqua on "Bloomberg Surveillance".

Revoir l'émission : <https://www.bloomberg.com/news/videos/2017-12-11/rioux-group-committed-160b-against-climate-change-video>

Climate Finance Day : Bruno Le Maire

Journal présenté par Francine Lacqua | 11 Décembre 2017

Interview de Bruno Le Maire, Ministre de l'Économie et des Finances.

Finance Minister for the Republic of France Bruno Le Maire discusses funding climate change, and the outlook for the country and the EU overall. He speaks with Francine Lacqua on "Bloomberg Surveillance".

Revoir l'émission : <https://www.bloomberg.com/news/videos/2017-12-11/france-s-le-maire-says-eu-reform-will-take-time-video>

Climate Finance Day: Laurent Mignon

Journal présenté par Francine Lacqua | 11 Décembre 2017

Interview de Laurent Mignon, Natixis CEO.

Natixis CEO Says No Interest in Trading Bitcoin Today.

Laurent Mignon, chief executive officer at Natixis, discusses green bonds investments, Brexit negotiations, and his firm's approach to bitcoin He speaks from Climate Finance Day 2017 in Paris, France on "Bloomberg Surveillance".

Revoir l'émission : <https://www.bloomberg.com/news/videos/2017-12-11/natixis-ceo-no-interest-in-trading-bitcoin-today-video-jb2ix5o6>

Climate Finance Day: Pascal Blanqui

Journal présenté par Francine Lacqua | 11 Décembre 2017

Interview de Pascal Blanqui, Amundi CIO.

Revoir l'émission : <https://www.bloomberg.com/news/videos/2017-12-11/blank-brex-it-trump-have-brought-uncertainties-video>

Climate Finance Day: Ma Jun

Journal présenté par Francine Lacqua | 11 Décembre 2017

Interview de Ma Jun, Special Advisor to the Governor, People's Bank of China.

Ma Jun on Financing Green Energy Projects.

Former Research Head at the People's Bank of China Ma Jun discusses green bonds and the central bank's guidelines for financing green energy projects. He speaks with Bloomberg's Francine Lacqua at Climate Finance Day 2017 in Paris, France on "Bloomberg Surveillance".

Revoir l'émission : <https://www.bloomberg.com/news/videos/2017-12-11/pboc-s-ma-jun-on-financing-green-energy-projects-video>

Climate Finance Day: Full Show

Journal présenté par Francine Lacqua | 11 Décembre 2017

Full Show : Bloomberg Surveillance.

Guests include : Agence Française de Développement CEO Rémy Rioux, Commerzbank's Peter Dixon, French Finance Minister Bruno Le Maire, Natixis CEO Laurent Mignon, Paris Europlace Chairman Gérard Mestrallet, JPMorgan's John Normand, Amundi's Pascal Blanque, Nobel laureate Robert Shiller and PBOC's Ma Jun.

Revoir l'émission : <https://www.bloomberg.com/news/videos/2017-12-11/full-show-bloomberg-surveillance-12-11-video>

France Culture

Climate Finance Day

Journal présenté par Tara Schlegel | 11 Décembre 2017

18:00:56 Sommet Climat sur l'île Seguin à Paris. Dans le cadre de cette opération, Bercy a organisé un Climate Finance Day. Commentaire d'Anne-Laure Chouin. Les altermondialistes d'Attac ont publié un rapport critique sur le comportement des banques françaises dans l'aggravation de la crise climatique. La Caisse des dépôts est visée : l'organisme gère le Livret A, le Livret développement durable, la BPI, La Poste, CNP Assurances. L'Etat qui se veut à la pointe de la finance verte pratique en fait des investissements très peu transparents, souvent au service d'entreprises du secteur des énergies fossiles (Engie, GRT Gaz). 18:02:40 Interview de Clémence Dubois, chargée de campagne 350.org. 18:02:54 Citation Vallourec. L'Etat ne doit pas financer les énergies fossiles. 18:03:37

Réécouter l'émission : <https://www.franceculture.fr/emissions/journal-de-18h/journal-de-18h-lundi-11-decembre-2017>

Climate Finance Day

Journal présenté par Tara Schlegel | 11 Décembre 2017

07:37:12 Le choix de la rédaction : la finance peut-elle sauver la planète ? Paris accueille demain le One Planet Summit. Hier, 4 ministres (Nicolas Hulot Jean-Yves Le Drian Bruno Le Maire et Frédérique Vidal) ont publié une tribune dans Le Journal du Dimanche pour donner une dimension européenne à la taxe sur les transactions financières. Comment verdir les investissements financiers ? La question est au centre d'une journée organisée par Bercy et la place financière de Paris, le Climate Finance Day. 07:38:03 Reportage de Marie Viennot : c'est au moment de la COP21 en 2015 que les financiers ont compris qu'ils étaient concernés par le changement climatique. 07:38:27 Interview de Caroline Delérable, associée chez EY, sur le risque climat. Europe Ecologie Les Verts banquiers et assureurs. 07:39:23 Interview Anne-Catherine Husson-Traoré, directrice de Novethic. 07:39:21 Il reste moins de 2 ans à la finance pour repenser tous ses modèles. 07:40: 00 Citation de la Banque Centrale Européenne (BCE). 07:40:10 Interview Michel Lepetit, qui dirige un think tank sur la transition énergétique. 07: 40:52 Interview Maxime Combes, porte-parole d'Attac sur les questions climatiques. 07:41:51

Réécouter l'émission: <https://www.franceculture.fr/emissions/le-choix-de-la-redaction/paris-place-financiere-la-plus-verte-du-monde>

Radio Classique

Climate Finance Day : Philippe Zaouati

La Matinale présentée par Dimitri Pavlenko | 12 Décembre 2017

06:40:56 Trois minutes pour la planète - Claire Sergent. Depuis la COP 21, la France se dit leader dans la lutte contre le réchauffement climatique et dans la finance verte. Hier se tenait à Bercy le Climate Finance Day avec des représentants du monde de la banque et des fonds d'investissement. 06:41:18 La France est le 3^e émetteur de Green Bonds, obligations vertes, derrière la Chine et les Etats- Unis. 06:41:33 Interview de Philippe Zaouati, président de Finance For Tomorrow. 06:42:18 Les banques se sont engagées à ne plus financer d'énergies fossiles. 06:42:24 La Fédération française des assurances a annoncé que d'ici 2018 tous les contrats d'assurance vie comporteraient au moins un produit labellisé "finance verte" ou "finance responsable". 06:42:33 Natixis veut introduire une incitation à financer des actifs verts. 06:42:46 Interview de Laurent Mignon, directeur général de Natixis. 06:43:11 Mediapart avait révélé que l'AFD avait contribué à relancer une usine à charbon au Sénégal. 06:43:14 350.org a épinglé la CDC. 06:43:29 Interview de Clémence Dubois, 350.org. Elle évoque les investissements français dans des centrales à charbon ou du gaz de schiste. 06:43:58 Bruno Le Maire et Nicolas Hulot ont signé une charte pour des investissements verts. 06:44:14

Réécouter l'émission : <https://www.radioclassique.fr/radio/emissions/matinale-de-radio-classique/3-minutes-planete/>

Climate Finance Day : Bruno Le Maire & Philippe Zaouati

La Matinale présentée par Dimitri Pavlenko | 12 Décembre 2017

06:40:56 Trois minutes pour la planète - Claire Sergent. Depuis la COP 21, la France se dit leader dans la lutte contre le réchauffement climatique et dans la finance verte. Hier se tenait à Bercy le Climate Finance Day avec des représentants du monde de la banque et des fonds d'investissement. 06:41:18 La France est le 3^e émetteur de Green Bonds, obligations vertes, derrière la Chine et les Etats- Unis. 06:41:33 Interview de Philippe Zaouati, président de Finance For Tomorrow. 06:42:18 Les banques se sont engagées à ne plus financer d'énergies fossiles. 06:42:24 La Fédération française des assurances a annoncé que d'ici 2018 tous les contrats d'assurance vie comporteraient au moins un produit labellisé "finance verte" ou "finance responsable". 06:42:33 Natixis veut introduire une incitation à financer des actifs verts. 06:42:46 Interview de Laurent Mignon, directeur général de Natixis. 06:43:11 Mediapart avait révélé que l'AFD avait contribué à relancer une usine à charbon au Sénégal. 06:43:14 350.org a épinglé la CDC. 06:43:29 Interview de Clémence Dubois, 350.org. Elle évoque les investissements français dans des centrales à charbon ou du gaz de schiste. 06:43:58 Bruno Le Maire et Nicolas Hulot ont signé une charte pour des investissements verts. 06:44:14

Réécouter l'émission : <https://www.radioclassique.fr/radio/emissions/matinale-de-radio-classique/3-minutes-planete/>

RFI

Climate Finance Day : Bruno Le Maire

RFI Actualités présenté par Vincent Souriau | 12 Décembre 2017

07:16:34 Aujourd'hui l'économie avec un Dominique Baillard. Pour célébrer le 2e anniversaire de l'accord de Paris sur le climat, le président Emmanuel Macron invite une cinquantaine de chefs d'Etat pour le One Planet Summit. Philip Hildebrandt, vice-président de BlackRock, a participé hier à Paris au Climat Finance Day, réunion annuelle dédiée à la finance verte. Les banquiers, investisseurs, gérants de fonds et assureurs sont convaincus qu'ils doivent diriger les flux de capitaux vers la bonne cause. Bruno Le Maire a annoncé hier la mise en service prochaine de produits d'épargne tournés vers le climat. En Chine, les obligations vertes ne représentent que 2% du volume total de la dette. 07:20:28

Réécouter l'émission : <http://aujourd'hui-leconomie.lepodcast.fr/la-finance-au-chevet-du-climat>

AGENCES

AFP

Climat : des banques accélèrent leurs engagements, sous l'œil d'ONG sceptiques

Par Staff AFP | 11 décembre 2017

Paris, 11 déc 2017 (AFP) -Des ONG ont mis lundi la pression sur le secteur bancaire français, jugeant insuffisants ses engagements climatiques, au moment même où certains établissements promettent de nouvelles mesures à l'occasion d'une journée annuelle consacrée au rôle de la finance en la matière.

"Les banques françaises portent une part de responsabilité dans le développement des nouvelles centrales à charbon et l'aggravation de la crise climatique", dit l'ONG Les Amis de la Terre, qui publie un rapport aux côtés des altermondialistes d'Attac et des écologistes de 350.org.

L'étude, qui concerne la période de début 2014 à fin 2017, est publiée à l'occasion du "Climate Finance Day", volet financier du sommet climat qui se tiendra mardi dans la capitale française pour les deux ans de l'accord mondial de Paris.

Les Amis de la Terre, qui reconnaissent que les banques françaises bien moins impliquées que les chinoises dans les investissements en actions et en obligations dans les grands producteurs de charbon, leur reprochent surtout de prêter beaucoup directement à ces acteurs et mettent particulièrement en cause trois établissements.

Tous types de financements confondus, BNP Paribas est le 41e plus gros financeur mondial du charbon, Société Générale le 45e et Crédit Agricole le 52e, selon le classement de l'ONG.

Une trentaine de manifestants, dont une douzaine déguisés en escargots aux couleurs de Société Générale, s'étaient d'ailleurs rassemblés lundi devant le ministère de l'Economie, où se tient le Climate Finance Day, pour dénoncer les investissements de cette banque dans les énergies fossiles.

L'offensive des Amis de la Terre a lieu au moment où les banques françaises, qui ont globalement décidé en 2016 ou 2017 de ne plus financer de nouvelles centrales à charbon, font part de nouveaux engagements à l'occasion du Climate Finance Day, principalement sur l'arrêt de financements d'activités pétrolières liées aux sables bitumineux ou réalisées dans l'Arctique.

Crédit Agricole, Société Générale et Natixis, filiale cotée de BPCE, ont fait des annonces en ce sens depuis une semaine. BNP Paribas avait déjà pris des engagements semblables en octobre.

"Crédit Agricole ne prend des mesures que sur les projets (...), alors que BNP a pris des engagements sur les projets et sur les entreprises très actives dans ces secteurs", arbitraient vendredi les Amis de la Terre dans un communiqué séparé de leur rapport de lundi et publié avant les annonces de Société Générale et Natixis.

Les critiques formulées lundi par les ONG ne se concentrent par ailleurs pas que sur le privé: 350.org a consacré son rapport à la Caisse des dépôts (CDC), bras financier de l'Etat, accusant "le soutien apporté par la CDC à l'industrie fossile".

AEF

Ce qu'il faut retenir du climate finance day

Par Claire Avignon, Sabrina Dourlens, Ana Lutzky, Claire Stam | 11 décembre 2017

Le **climate finance day** qui s'est tenu lundi 11 décembre 2017 dans les locaux du ministère de l'Économie et des Finances a été l'occasion pour Bruno Le Maire de faire un certain nombre d'annonces visant à mettre en œuvre l'accord de Paris tout en renforçant la Place de Paris comme centre international de la **finance** verte. Parmi elles : l'alignement des contrats d'assurance-vie et des LDDS sur le climat. Le ministre s'est notamment inspiré du rapport Ducret-Lemmet proposant une "stratégie française pour la **finance** verte" dont une synthèse a été dévoilée. AEF fait également le point sur les principales annonces des autres acteurs, et les prises de parole des intervenants.

Dans son discours de clôture du climate finance day lundi 11 décembre 2017 à Paris, le ministre de l'Économie et des Finances Bruno Le Maire annonce que "dès l'année prochaine, tous les détenteurs de contrats d'assurance vie pourront bénéficier d'un support en unité de compte labellisé 'climat'". Il s'agit pour le gouvernement français de "rendre la finance verte accessible" à tous les Français. Parallèlement, le ministre annonce que "chaque euro placé dans un livret développement durable solidaire centralisé à la Caisse des dépôts sera associé à un projet contribuant effectivement à la transition énergétique ou à la réduction de l'empreinte climatique de notre modèle économique".

Il précise avoir choisi l'assurance vie car il s'agit du "premier placement des Français". "Je suivrai, avec les assureurs, la mise en œuvre de cet engagement", prévient-il. Quant au LDDS, "grâce à lui, et même si peu d'épargnants le savent, près de 10 milliards d'euros de prêts ont été dédiés à la transition énergétique ces quatre dernières années. Mais c'est trop peu, alors que la collecte du LDDS dépasse les 100 Md€".

Au vu de la montée en puissance des green bonds - ou obligations vertes - dans la finance climat, le ministre annonce également que "la France va adhérer à l'initiative Green Bond Principles" qui édicte des principes internationalement reconnus applicables aux obligations vertes.

Il s'agit pour le gouvernement de répondre aux appels des acteurs financiers à l'harmonisation d'un marché encore largement hétérogène (lire sur AEF). Et à terme de les rendre plus attractifs car plus crédibles en raison de l'application de normes et de critères dont le but est d'assurer une meilleure transparence de ces produits financiers.

"Lors de la COP 21, la France s'est engagée à émettre des obligations vertes. Nous l'avons fait et nous avons été très surpris par leurs grands succès", poursuit Bruno Le Maire. Il rappelle que depuis janvier 2017, la France émet une obligation adossée à des dépenses en faveur de la transition énergétique et annonce que l'État vient de réémettre cette OAT verte, jeudi 7 décembre – pour un encours qui atteint désormais près de 10 Md€. "Nous poursuivrons l'émission de cette obligation l'année prochaine. Je souhaite que notre OAT verte demeure un vrai titre souverain liquide, contribuant à un marché des obligations vertes plus profond", poursuit-il.

Toujours dans une démarche voulant garantir la transparence des produits financiers, Bruno Le Maire annonce également que Bercy "a installé ce matin le conseil d'évaluation de l'OAT verte" rassemblant des experts de haut niveau et présidé par Manuel Pulgar Vidal. Président de la COP 20 de Lima, le Péruvien est l'actuel directeur international en charge du climat et de l'énergie au WWF. En 2016, l'ONG avait appelé à des "normes fiables, crédibles, suffisamment précises et largement acceptées" en matière de green bonds (lire sur AEF).

Poursuivant sur l'importance du rôle de la finance dans la lutte contre le réchauffement climatique, le ministre de l'Économie et des Finances réitère l'ambition de Paris de devenir la première place mondiale de la finance verte. En cela, Bruno Le Maire rappelle le rôle moteur de l'article 173 de la loi de transition énergétique au niveau international : la mesure législative "a fait école et je me félicite qu'[elle] ait inspiré les travaux conduits au niveau du G20, la task-force sur la transparence climatique dans le secteur financier (la TCFD). Cette task force fournit des conclusions simples : le verdissement de la finance n'implique pas de nouvelles normes complexes", détaille-t-il.

Il souhaite que "ces conclusions de la TCFD soient désormais appliquées intégralement en France, mais aussi au niveau international et européen" en ajoutant vouloir "que les travaux engagés en France sur la réalisation de stress-tests climatiques puissent être développés par les superviseurs financiers au niveau international".

Le ministre rappelle les enjeux : "Le renforcement de la transparence permettra aux investisseurs d'intégrer l'exposition climatique des entités financières dans leurs décisions économiques. Il permettra également aux autorités de supervision d'intégrer le risque climatique dans la surveillance prudentielle des établissements financiers."

Dans son intervention, Bruno Le Maire souligne également que la démarche visant à plus de transparence dans la finance verte doit s'appliquer aussi à l'échelon européen, alors que le groupe d'experts de l'UE sur la finance verte doit rendre ses conclusions en janvier prochain "Il nous manque une langue commune au niveau européen. Je souhaite donc que des standards de reporting climatiques et d'identification des actifs verts soient développés au niveau européen", demande le ministre. Il ajoute que "la révision de la directive sur le reporting extrafinancier en fournira une opportunité qui doit être saisie. Nous soutenons également le développement d'une taxonomie verte au niveau européen".

Stratégie française

Les annonces de Bruno Le Maire se sont fortement inspirées du rapport de Sylvie Lemmet et Pierre Ducret "Pour une stratégie française de la finance verte", qui a été remis à Bruno Le Maire et Brune Poirson mercredi 6 décembre, et dont une synthèse a été publiée ce lundi. La conseillère maître à la Cour des comptes et le président d'I4CE y dressent un état des lieux de l'action du secteur financier en faveur du climat, démontrant que "la France dispose aujourd'hui d'une avance" sur le sujet, via l'obligation de transparence introduite par l'article 173 de la loi de transition énergétique, l'émission d'obligations vertes souveraines, les engagements des banques et de la CDC, la création des labels ISR et Teec, etc. "Beaucoup reste encore à faire pour aligner les flux de capitaux avec les objectifs de l'accord de Paris", ajoutent-ils toutefois.

Pour "consolider l'avance française et promouvoir [les] positions [de la France] dans le débat international", les deux auteurs proposent une "stratégie" en cinq points :

- L'annonce par la France d'une évolution de sa réglementation sur la transparence, en précisant son contenu "pour s'aligner sur les recommandations de la TCFD" ; en l'étendant aux banques et à la Banque de France "pour la partie de ses actifs qui ne sont pas liés à la politique monétaire", ainsi qu'aux stratégies de gestion et aux indices utilisés dans la gestion passive" ; et en encourageant les acteurs financiers français à participer aux travaux internationaux de mise en œuvre des recommandations de la TCFD.
- La construction d'une "taxonomie" (identification et classification) partagée des projets et activités verts, vue comme "une des pierres angulaires du développement de la finance verte". Elle devra être établie par "une instance publique européenne", par exemple la Banque européenne d'investissement.
- L'organisation de la contribution de la France dans les processus internationaux de standardisation de la finance verte "pour promouvoir ses outils et capitaliser sur son expérience".
- La mobilisation de l'épargne des Français vers la transition écologique et énergétique. L'épargnant "doit pouvoir exprimer ses préférences d'investissement" et "choisir un produit compatible avec la réalité climatique" pour son épargne salariale et l'assurance-vie en unités de compte. Pour accompagner ce mouvement, les auteurs préconisent un élargissement de la labellisation des produits financiers verts avec une "meilleure articulation des quatre labels existants" (Teec, ISR, Initiative assessing low-carbon transition, label financement participatif pour la croissance verte) et l'attribution d'un "budget de promotion dédié" pour renforcer leur visibilité. Le rapport propose encore de promouvoir un label européen et de réformer le livret développement durable et solidaire, source de "confusion" (il finance peu le développement durable, malgré son nom).
- L'accélération des travaux des superviseurs sur la gestion des risques climatiques entamés en Europe. Pierre Ducret et Sylvie Lemmet souhaitent la poursuite des travaux engagés par la DG Trésor et l'ACPR sur l'évaluation des risques bancaires liés au climat et l'étendre au secteur assurantiel. Ceux-ci "doivent permettre d'avancer vers des tests de résistance bancaires d'ici 2019 par la mise au point d'une méthode fondée sur des scénarios". Ces "stress tests climatiques" sont prévus par la loi de transition énergétique. Un rapport non définitif a été publié début 2017. Selon les informations recueillies par AEF, l'extension au secteur assurantiel est déjà décidé.

Les deux auteurs du rapport refusent de trancher le débat sur la pertinence d'une modification des ratios d'exigence de fonds propres par un facteur de soutien aux activités vertes et/ou de pénalisation des activités brunes. Ce "green supporting factor" est demandé par plusieurs acteurs français, en particulier les banques à travers la Fédération bancaire française, et est actuellement discuté au sein du groupe d'experts de l'UE sur la finance verte qui doit rendre ses conclusions en janvier. Pierre Ducret et Sylvie Lemmet considèrent toutefois que le sujet "n'est pas clos, et que l'adoption d'une taxonomie est un des préalables indispensables".

Gérard Mestrallet, président d'Engie et président de Paris Europlace

C'est Gérard Mestrallet qui a ouvert la conférence, annonçant que l'événement serait désormais annuel et se tiendrait à Paris (si le premier "climate finance day" s'était tenu à Paris, le deuxième s'était, lui, tenu à Casablanca) : "Plusieurs engagements ont déjà été pris par des dirigeants du secteur privé et de la finance, lors des deux précédents climate finance day à Paris en décembre 2015 et au Maroc en 2016. Mais ces premiers efforts ne sont pas encore suffisants", a-t-il introduit. "Cette année encore nous voyons l'ampleur et l'urgence de la menace climatique. Il faudrait entre 5 et 7 000 milliards de dollars par an jusqu'en 2030 pour répondre au défi. Comment accélérer ? Il y a eu une réunion des banques de développement ce matin. Cet après-midi nous aurons des annonces de nouvelles coalitions, dont une coalition sur les obligations vertes nommée Paris green bonds pledge, dont Engie fait partie, une coalition d'investisseurs qui veulent réduire leur empreinte carbone, une coalition d'investisseurs institutionnels qui veulent développer l'évaluation ESG, et un partenariat des places financières."

Nicolas Hulot, ministre français de la Transition écologique et solidaire

"Le monde change. La finance est au chevet de la planète : faut-il s'en inquiéter ou s'en réjouir ? En cette semaine positive, je choisis de m'en réjouir car je perçois de la sincérité. L'objectif est clair : faire de la finance un levier pour atteindre l'objectif sur le climat. Le monde dessiné par l'accord de Paris est déjà différent du monde d'aujourd'hui."

"L'accord de Paris délivre un message clair : les énergies fossiles appartiennent au passé, il faut se désintoxiquer. Il faut également investir dans la restauration de l'écosystème, vital pour stocker le carbone. La France a choisi cette voie avec la loi qui est en bonne voie et interdira la délivrance des nouveaux permis hydrocarbures. Les entreprises et investisseurs doivent s'adapter à cette nouvelle réalité. C'est l'effet Kodak, la disparition d'un modèle, il en sera bientôt de même pour le charbon. La France fait partie de l'alliance pour la sortie du charbon avec le Canada et le Royaume-Uni (lire sur AEF)."

"Il faut investir dans la réparation de l'écosystème, et sur ce point, la finance n'est pas au niveau. Je salue le fonds hybride LDN (land degradation neutrality) créé par Monique Barbut, secrétaire générale de la convention de lutte contre la désertification, et réunissant notamment Mirova et l'AFD (lire sur AEF). C'est un fonds d'impact avec des financements publics qui mobilisent des financements privés et se concentre sur les bénéfices sociaux et environnementaux à long terme. Ce type de partenariat public-privé doit se multiplier, sinon nous n'atteindrons pas une finance durable."

"Le prix du carbone permet de mettre de la cohérence dans l'économie mondiale. Le rapport de Nicholas Stern et Joseph Stiglitz évoque un corridor de prix au minimum entre 40 et 80 dollars la tonne de CO₂ en 2020 et 130 en 2030 à la condition que des politiques publiques d'accompagnement soient mises en place (lire sur AEF). Cela doit s'accompagner d'un mouvement massif de réduction des subventions aux énergies fossiles. C'est une dynamique dans laquelle les banques de développement doivent s'engager."

Ségolène Royal, ancienne ministre de l'Environnement

"Une nouvelle donne entre la finance et l'économie réelle nécessite la mise en place d'outils qui provoquent la confiance", juge l'ancienne ministre. Elle donne trois exemples en France : la mise sur le marché d'une obligation verte souveraine qui a atteint 10 milliards d'euros, les outils de la loi sur la transition énergétique et la coalition solaire.

"L'article 173 est une première mondiale qui est regardée avec attention par la Commission européenne, le FSB et le G20 qui reste à convaincre. Je pense aussi que la transparence financière ne doit pas seulement s'appliquer aux investisseurs privés mais aussi aux États et aux banques centrales parce qu'elles sont des instruments de politiques publiques et qu'elles doivent prendre en compte le risque climatique et en rendre compte."

"L'enjeu aujourd'hui est de savoir comment les flux financiers vont aller dans les pays pauvres. Les investisseurs doivent comprendre que leur intérêt est de trouver des outils qui leur donnent la confiance d'investir mais qu'ils n'attendent pas de ces outils uniquement l'argent public. Il est très important qu'on puisse clarifier comment répartir la prise de risque de l'investissement dans les stratégies bas carbone à l'égard des pays instables car c'est aussi un retour sur investissement pour tout le monde. Terrawatt est censé finaliser un dispositif d'ingénierie financière qui doit permettre un système de mutualisation des risques. C'est ainsi que l'on répondra à l'urgence climatique. Cela fait quinze ans qu'on en parle et le continent africain

n'arrive toujours pas à accéder à l'énergie solaire, il est temps et urgent de réorienter ces flux financiers vers ces investissements."

Per Bolund, ministre suédois des finances

Le représentant du gouvernement suédois a rendu un hommage aux mesures prises par la France en matière de finance climat, indiquant avoir été "inspiré" par l'Hexagone pour sa propre politique climatique. Ainsi, la Suède a voté une nouvelle législation s'inspirant de l'article 173 de la loi de transition énergétique. Per Bolund "espère que d'autres pays suivront". Le ministre dit également examiner l'exemple de la France en matière d'obligation verte souveraine.

Évoquant les conclusions de la TCFD, le Suédois s'est dit "pleinement engagé" à les mettre en œuvre et à favoriser leur mise en œuvre à travers le monde.

Invité "surprise" de l'après-midi, Michael Bloomberg, qui sera également présent au sommet "One Planet" et qui organise ce lundi soir un dîner au Grand Palais auquel participe Emmanuel Macron, s'est félicité du soutien de la France et de la Suède aux travaux de la TCFD.

Verbatims des tables rondes

Hiro Mizuno, le directeur du fonds de pension gouvernemental japonais, le plus grand au monde, avec 1 300 milliards de dollars d'actions sous gestion, expose sa démarche sans détour :

"Pour des facteurs ESG significatifs, nous demandons à nos gérants de l'engagement actionnarial auprès des entreprises. C'est notre façon subtile de nous assurer que tous les gérants d'actifs intègrent les risques," sourit-il. "Mais qui a le plus d'impact ? Les fournisseurs d'indices. Leur poids est énorme avec la gestion passive. Ils nous demandent des frais élevés si l'on veut exclure des valeurs. Nous leur demandons pourquoi ! Nous encourageons la création d'indices boursiers environnementaux, et demandons la publication de la méthodologie. Les autres acteurs vont devoir s'y mettre", prévient-il.

À la faveur d'une anecdote, se rappelant lorsque la banque centrale des Pays-Bas, "organisation de long terme", a décidé voici sept ans de changer l'intitulé de ses missions désormais axées sur la "stabilité financière pour une prospérité durable", son directeur exécutif Franck Elderson compare la prise en compte du risque climatique à une "marche dans le brouillard d'une plage néerlandaise". "Certains pensent qu'on peut être fier d'avoir un département développement durable. C'est so 2002 ! Il faut inclure cet enjeu dans toutes les décisions, à tous les niveaux de l'entreprise", s'exclame-t-il.

Jean-Laurent Bonnafé, administrateur-DG de BNP Paribas :

"Ce matin je parlais avec Bill Gates, on a besoin d'arriver à temps. De la part du politique, nous avons besoin de cadres et de signaux clairs pour bouger dans la bonne direction. Il faut accélérer. Si l'on pouvait commencer par l'Europe, ce serait un bon signal", déclare le patron de la première banque européenne à Christian Thimann, président du groupe d'experts de haut niveau sur la finance durable. "En particulier, nous avons besoin de signaux de long terme", appuie-t-il. "Fiscalité, prix du CO2, il nous faut ces signaux, puis s'y tenir."

Daniel Klier, directeur de la stratégie et de la finance durable HSBC

"Pour nous, la durabilité n'est plus un sujet de RSE ou de réputation mais de pur risque de crédits. C'est un gros risque mais aussi une opportunité. Je rappelle qu'il y a 100 000 milliards de dollars d'investissements à faire dans les infrastructures dans les 20 ans à venir.

Il faut élargir le marché des green bonds pour lui donner plus de crédibilité. Dans nos pays, nous sommes confiants mais il faut aider les pays comme l'Inde, le Vietnam à débloquer les financements."

Philipp Hildebrand, vice-président de Blackrock

"La finance peut être la clé pour se concentrer sur le long terme.

Nous ne possédons pas les actifs, nous les gérons pour nos clients. Cela ne veut pas dire que nous pensons qu'il ne faut rien faire sous prétexte que nous obéissons aux clients. Nous voyons de plus en plus l'intérêt des clients d'aligner leurs idéaux avec les retours financiers. Nous devons suivre les besoins des clients mais ces besoins changent rapidement, nous les accompagnons et les poussons. Nous soutenons les travaux de la TCFD car la transparence est importante. C'est un levier puissant.

En tant que grand actionnaire, l'engagement est une part importante de notre mission. Tout le monde se focalise sur le vote, mais c'est la partie facile. Le plus dur est l'engagement continu tout au long de l'année avec les conseils et les dirigeants, et pas seulement deux semaines avant l'assemblée générale. C'est difficile, ce sont des questions compliquées, d'autant plus que les connaissances sont incomplètes. Il faut plus de données, plus de clarté dans les politiques publiques avec des incitations. Il faut également développer des benchmarks qui évoluent et prennent en compte ces problématiques, sinon les gestionnaires d'actifs vont devoir créer leurs propres benchmarks."

Christina Olivecrona, analyste durabilité au fonds de pension suédois AP2, membre de l'IGCC

"Nous avons intégré l'analyse climatique à toutes nos décisions d'investissement. Nous menons une analyse de risque pour les secteurs à haut risque. Nous avons désinvesti de 80 entreprises du charbon et de l'énergie. Nous avons deux stratégies : les investissements dans les entreprises durables et l'engagement. Le dialogue et la coopération peuvent tout changer."

Judith Hartmann, directrice financière d'Engie

"De par ses activités, notre entreprise est obligée de penser sur le long terme. Les green bonds nous permettent d'avoir de nouvelles opportunités de financement. Nous avons lancé un engagement avec 8 autres entreprises, avec lesquelles nous représentons 26 milliards de green bonds. Cela nous aide à créer une visibilité. Certaines entreprises n'osent pas se lancer car elles ont peur de la transparence qui est exigée."

Charte des investisseurs publics

Nicolas Hulot et son homologue à l'Économie Bruno Le Maire (1) ont signé, avec Éric Lombard, DG de la CDC, Rémy Rioux, DG de l'AFD, Nicolas Dufourcq, DG de Bpifrance, et Philippe Desfossés, directeur de l'Erafp, ont signé lors du climate finance day la "charte des investisseurs publics français en faveur du climat". Celle-ci instaure 6 principes portant sur :

- la prise en compte des enjeux climatiques dans les décisions d'investissement, en mettant en œuvre des procédures internes d'évaluation et de gestion des risques liés au changement climatique
- la participation au financement de la transition vers une économie bas carbone
- un dialogue structuré avec les parties prenantes (entreprises dont les investisseurs sont actionnaires, celles qu'ils financent, etc.)
- une diffusion des meilleures pratiques
- l'émission d'instruments financiers dédiés
- la transparence et la redevabilité

"En vertu des six principes de cette charte, les investisseurs publics intégreront, dans leur politique d'investissement, des critères d'impact climatique. Ils engageront un dialogue structuré avec les entreprises financées en vue de les inciter à améliorer leurs politiques en faveur du changement climatique. Ils feront preuve de transparence et de redevabilité sur leur engagement en faveur du climat", se félicite Bruno Le Maire lors de la clôture de l'événement, en précisant que ces acteurs représentent un total de bilan de 590 milliards d'euros : "C'est donc un engagement majeur. Demain, tous les investisseurs publics iront vers le vert."

Les banques françaises ont profité du climate finance day pour faire de nouvelles annonces. AEF fait le point ici.

Notation extrafinancière. Vingt-sept grands acteurs de la Place de Paris, dont CDC, Amundi, Aviva, Axa, BNP, Natixis, Banque postale, Euronext, publient une déclaration intitulée "Vers une généralisation de la notation extrafinancière", dans laquelle ils incitent les émetteurs à intégrer une notation ESG dans leur communication, en plus de leur notation financière. "C'est un pas significatif vers la généralisation de la communication par les émetteurs de leur notation extrafinancière et de la reconnaissance pleine et entière par les signataires de sa contribution à leurs décisions éclairées d'investissement et de financement", salue l'agence Vigeo Eiris.

(1) Le ministre chargé des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian était représenté.

AEF

Le Climate Finance Day doit être le lieu « d'annonces de changement de business model », espère Philippe Zaouati

Par Claire Avignon | 7 décembre 2017

« Le véritable indicateur pour savoir si le climate finance day aura été un succès sera l'analyse des annonces. Seront-elles toujours ponctuelles ou bien reflèteront-elles un changement de business model ? » Philippe Zaouati, directeur général de Mirova et président de Finance for tomorrow, la marque de Paris Europlace visant à ancrer le leadership français sur la finance verte, présente à AEF les enjeux du « climate finance day », lors d'un entretien accordé mercredi 6 décembre 2017. Il évoque également les travaux du groupe d'experts de l'UE sur la finance verte dont il est membre, alors que la Commission s'apprête à dévoiler une « feuille de route » sur le sujet.

AEF : Quel est l'objectif de cette troisième édition du climate finance day (consulter le détail de la journée) ?

Philippe Zaouati : C'est vraiment d'accélérer les engagements de la finance en faveur du climat. Il est incontestable que depuis deux-trois ans, il y a une prise de conscience de la part des banques. Le climat est devenu un enjeu majeur de leur stratégie. Mais pour le moment, la plupart des annonces portent sur des sujets un peu spécifiques (charbon, gaz de schiste, etc.). C'est très bien, très important pour leur image. Mais ce n'est pas suffisant si l'on veut faire bouger le système. Le véritable indicateur pour savoir si le climate finance day aura été un succès sera l'analyse des annonces. Seront-elles toujours ponctuelles ou bien reflèteront-elles un changement de business model ? Pour les banques, cela passe par une réallocation des actifs. Le climate finance day doit être un moment où l'on crante et où l'on accélère. C'est l'inverse du vélo : on a besoin de sommets pour accélérer !

AEF : Attendez-vous des mesures de la part des pouvoirs publics ?

Philippe Zaouati : Les annonces doivent venir des banques et des pouvoirs publics. Nous sommes très attachés au partenariat public-privé. C'est un élément fondamental de Finance for tomorrow. On a besoin d'une réglementation qui doit être pensée avec les acteurs privés. Je pense à l'article 173 de la loi de transition énergétique, aux labels, aux green bonds. L'argent public est précieux. Il faut mobiliser moins de volumes mais qu'ils soient orientés vers la prise de risque, pour amener la finance privée là où elle manque, dans la rénovation des logements privés, dans l'agriculture aussi. Il y a un problème de financement des projets climat dans les pays du sud, mais aussi au nord : le sujet reste mal connu de la sphère financière, les risques mal évalués.

AEF : Qu'attendre du climate finance day par rapport au sommet "One Planet" qui abordera aussi le sujet des financements privés ?

Philippe Zaouati : La séparation est claire : le 11 décembre sera le temps des prises de position individuelles, le 12 décembre, celui des coalitions. Le 11, nous devrions notamment avoir des annonces sur des green bonds et de nouvelles mesures de la part de grandes banques françaises.

AEF : La Commission européenne devrait présenter une feuille de route sur la finance durable le 12 décembre lors du sommet "One Planet", alors que le groupe d'experts de l'UE n'a pas encore finalisé son rapport. Comment comprendre ce calendrier, selon vous qui êtes membre de ce groupe ?

Philippe Zaouati : Un rapport intermédiaire a déjà été rendu (lire sur AEF) et il est vrai que le rapport définitif ne sera rendu qu'en janvier. Ce mercredi et jeudi, le groupe de travail doit discuter du projet de rapport définitif. Il reste quelques gros arbitrages à faire. Mais la Commission sait déjà de quoi nous allons parler, il n'est donc pas inintéressant qu'il y ait une prise de position de sa part. D'autant que les experts font des propositions mais ne prennent pas de décisions politiques. Il est dès lors important de connaître les grandes orientations pour donner les conseils techniques de mise en œuvre. Par exemple, si la Commission nous dit qu'elle veut un facteur incitatif de régulation bancaire, nous pourrions lui dire comment faire.

AEF : Sur quoi portent les arbitrages ?

Philippe Zaouati : Ils portent notamment sur la transparence et le reporting. Nombreux sont ceux qui s'interrogent. C'est normal : les conclusions de la TCFD ont connu un coup d'arrêt avec l'arrivée de Donald Trump à la présidence américaine. Certaines entreprises craignent qu'une application unilatérale en Europe pose des problèmes de compétitivité. La question est donc de savoir si on doit aller plus loin, ce que je pense personnellement, ou si l'on attend une prise de responsabilité des acteurs.

AEF : Mais vous insistez aussi régulièrement sur l'urgence qu'il y a à prendre des mesures sur le climat. Peut-on attendre une prise de conscience des acteurs pour agir ?

Philippe Zaouati : C'est un problème. On peut voir le verre à moitié plein ou à moitié vide. Le côté positif, c'est qu'il y a beaucoup d'initiatives. On le verra au cours du climate finance day avec la présentation de celles portées par les 50 membres de Finance for tomorrow. Mais ramené à l'ensemble du système financier, cela représente quoi ? Objectivement, la dynamique reste insuffisante. On doit maintenant se fixer comme objectif la trajectoire 2°C.

AEF

Ma Jun à AEF : la Chine et l'UE travaillent à une « standardisation » des green bonds

Par Claire Stam | 11 décembre 2017

Dans un entretien avec AEF en marge de la conférence climate finance day qui se tient lundi 11 décembre 2017 à Paris, Ma Jun, président du Comité de la finance verte de la Chine, conseiller spécial des Nations unies sur la finance durable et coprésident du groupe d'étude sur la finance verte du G20, déclare attendre une croissance annuelle de 30 % sur le marché chinois des obligations vertes à partir de 2018 et pour les prochaines années. "Les obligations vertes en Chine ne représentent actuellement que 2 % du marché total des obligations vertes. Le potentiel est donc très grand", explique-t-il. "La demande de la part des investisseurs européens pour les obligations vertes chinoises est très grande, ils représentent 70 % des investisseurs. Aussi, nous allons travailler dans les prochains mois sur une standardisation commune entre la Chine et l'Union européenne," poursuit-il.

"Le développement de la finance verte est une priorité pour la Chine et le pays est maintenant le plus grand marché d'obligations vertes au monde. Les émissions chinoises d'obligations vertes en Chine augmenteront vraisemblablement d'environ 30% en 2018 et dans les années à venir", explique à AEF Ma Jun, président du Comité de la finance verte de la Chine, ce lundi, en marge du climate finance day.

Normes

"Cependant, l'absence de définitions claires sur certains marchés et le manque de comparabilité des différentes définitions sur les différents marchés constituent des obstacles à la croissance future du marché de la finance verte et des flux de capitaux verts. Des efforts doivent donc être faits pour améliorer la comparabilité et la cohérence. C'est d'autant plus important que la demande de la part des investisseurs européens pour les obligations vertes chinoises est très grande, ils représentent près de 70 % de ce marché", poursuit-il.

"Ces points feront l'objet de travaux entre acteurs chinois et européens dans les mois qui viennent", souligne encore Ma Jun en faisant référence au livre blanc publié samedi 11 novembre en marge de la conférence internationale sur le climat COP 23 par le Comité de la finance verte (GFC) de la Société chinoise des finances et des banques et la Banque européenne d'investissement (BEI). Selon le communiqué, ce nouveau document ouvre la voie à l'amélioration de la cohérence des définitions et des normes de la finance verte entre la Chine et l'UE et se penche sur le partenariat stratégique entre la Chine et l'Union européenne pour promouvoir la coopération internationale dans ce domaine.

Le document compare les différentes classifications d'utilisation des produits dans le catalogue des projets financés par les obligations vertes chinoises, les critères d'éligibilité des obligations climatiques de la BEI, les principes communs pour le suivi des financements d'atténuation du changement climatique et identifie les moyens d'améliorer la comparabilité. Il comprend également l'examen des définitions sectorielles, des objectifs de politique environnementale et des critères d'admissibilité des projets.

Le livre blanc s'appuie sur des discussions "approfondies" entre les acteurs chinois et européens du marché, comme les régulateurs, les investisseurs, les maisons de titres, les banques multilatérales de développement ainsi que des évaluateurs externes et des représentants de la société civile.

Soutien français

Dans son intervention lors de la climate finance day, Ma Jun met en avant le rôle de la France en tant que "grande source d'inspiration" en raison de l'article 173 de la loi de transition énergétique : "Nous avons regardé la législation française relative à l'obligation faite aux entreprises de publier une information environnementale et climatiques pour ensuite développer la note."

Il souligne également que Paris soutient la Chine dans la promotion de la **finance** verte et tout particulièrement des obligations vertes au sein du G20, avec le développement de normes et de standards relatifs à la transparence de l'information environnementale et climatique.

Ma Jun rappelle les enjeux liés à la transparence : "Le programme d'investissement chinois s'élève à 600 milliards de dollars. Il sera financé à hauteur de 20 % par les finances publiques et 80 % par le secteur privé. Pour pouvoir attirer les investisseurs privés, il faut faire en sorte de garantir que les produits estampillés verts le sont réellement."

Un marché de 130 Milliards de dollars

Selon les chiffres de la Climate Bonds Initiative publiés mercredi 15 novembre, ce sont 130 Md\$ de green bonds qui auront été émis d'ici la fin 2017. La Chine est le pays qui en émet avec un montant atteignant 16,6 Md\$, devant la France (15,1 Md\$) et les États-Unis (14,0 Md\$). Le trio de tête est loin devant les autres pays : l'Allemagne obtient la 5e place avec un montant de 7 Md\$, suivie par les Pays-Bas (4,4 Md\$) et la Suède (4,1 Md\$). La France doit ses bons résultats à l'obligation verte souveraine lancée début 2017, mais aussi à Engie et à la SNCF.